

Banque Nationale Suisse

1935



Vingt-huitième rapport

de la

BANQUE NATIONALE SUISSE

1935

Berne, le 11 février 1936.

A l'Assemblée générale
des Actionnaires de la Banque Nationale Suisse.

Messieurs,

Le Conseil de banque de la Banque Nationale Suisse a approuvé dans sa séance du 5 février 1936, sur la proposition du Comité de banque, le rapport suivant présenté par la Direction générale sur l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 1935, pour être soumis au Conseil fédéral et à l'Assemblée générale des actionnaires.

Conformément à l'art. 53, 2^e alinéa, de la loi sur la Banque nationale, la Commission de contrôle a déposé son rapport en date du 7 février 1936. L'approbation des comptes par le Conseil fédéral, prévue par l'art. 26, 1^{er} alinéa de ladite loi, a eu lieu le 11 février 1936.

Nous avons donc l'honneur de vous soumettre le présent rapport en vous recommandant l'acceptation des comptes et l'adoption des propositions relatives à l'emploi du bénéfice, selon les résolutions formulées à la page 49.

Avec considération distinguée.

Au nom du Conseil de banque de la Banque Nationale Suisse:

Le président du Conseil de banque,
Dr Schaller.

Un membre de la Direction générale,
Weber.

Rapport de la Direction générale

de la

Banque Nationale Suisse sur le vingt-huitième exercice

1935.

I. Considérations générales.

1. Législation, organisation, organes de la Banque, personnel.

La loi fédérale du 19 juin 1925 proroge, jusqu'au 20 juin 1937, le droit exclusif d'émettre des billets de banque, conféré à la Banque nationale suisse.

Aux termes de l'art. 76, 1^{er} alinéa, de la loi sur la Banque nationale, la décision relative au renouvellement ou au non-renouvellement du privilège d'émission doit avoir lieu par la voie de la législation fédérale. La Confédération et la Banque nationale ont la faculté de mettre fin au privilège ou de le prolonger pour dix ans. Mais, en règle générale, chaque partie doit notifier sa décision à l'autre une année avant que le privilège expire.

Ratifiant la proposition des autorités consultatives, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 4 juillet 1935 a pris la décision suivante:

«L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque nationale suisse, du 4 juillet 1935, soumet au Conseil fédéral à l'intention de l'Assemblée fédérale, conformément à l'art. 40, chiffre 5, de la loi sur la Banque du 7 avril 1921, la proposition de renouveler par une loi fédérale, avant le 20 juin 1937, en application de l'art. 76, alinéas 1 et 2, de ladite loi et pour une période allant du 21 juin 1937 au 20 juin 1947, le droit exclusif, conféré à la Banque nationale, d'émettre des billets de banque, présomption faite que ce renouvellement ait lieu en substance conformément aux stipulations de la loi actuellement en vigueur.»

Le 6 août 1935, le Conseil fédéral adressa un message aux Chambres fédérales pour leur transmettre la proposition des autorités de la Banque et leur en recommander l'adoption. Il leur soumit un projet de loi qu'elles discutèrent et approuvèrent déjà dans leur session d'automne 1935. La loi fédérale qui en découle, du 28 septembre 1935, a été promulguée, puisque le délai référendaire a pris fin le 31 décembre sans avoir été utilisé.

Hormis le renouvellement du privilège d'émission qui entraîne une modification correspondante de la période de validité fixée à l'art. 75, la loi fédérale sur la Banque nationale suisse n'a subi aucune modification au cours de l'exercice 1935.

Dans les organes de la Banque, les changements suivants se sont produits:

Le 10 mars 1935, la mort a enlevé au Conseil de banque Monsieur le Dr P. Scherrer, président du Conseil de banque de la Banque cantonale de Bâle, à Bâle. Nous garderons un souvenir reconnaissant du défunt qui a prêté son précieux concours à notre institut depuis sa fondation.

La septième période administrative des autorités de la Banque a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 9 mars 1935. A notre grand regret, Monsieur le président A. Sarasin, Dr h. c., et Monsieur le vice-président A. Messmer se sont vus dans l'obligation de décliner une réélection à la présidence du Conseil de banque. Le Conseil fédéral a agréé leur démission avec remerciements pour les services rendus. Nous tenons à nous associer au Conseil fédéral pour exprimer ici à Messieurs Sarasin et Messmer la gratitude des autorités de la Banque. Successeur de Monsieur le Dr P. Usteri, Monsieur le Dr Sarasin fut élu, en 1927, président du Conseil de banque, dont il était vice-président déjà depuis 1923. C'est aussi en 1927 que Monsieur Messmer, ancien conseiller aux Etats, accéda à la vice-présidence du Conseil de banque. Messieurs Sarasin et Messmer ont été à la tête de l'autorité supérieure de surveillance de la Banque dans des temps difficiles. Soucieux d'exercer leurs fonctions dans l'intérêt de la Banque et pour le bien du pays, d'une haute compétence en matière économique et financière, ils se sont acquis des titres à notre reconnaissance.

Monsieur M. Dettling, président de la Banque cantonale de Schwyz, à Schwyz, a refusé, pour raisons de santé, une réélection au Conseil de banque, auquel il appartenait depuis 1919. A la suite de son accession au Conseil fédéral, Monsieur H. Obrecht s'est aussi retiré du Conseil de banque. C'est en 1909 que l'Assemblée générale des actionnaires avait élu Monsieur Obrecht membre du Conseil de banque; en 1923, elle l'avait choisi comme suppléant du Comité de banque. Monsieur F. Wilhelm, à La Chaux-de-Fonds, suppléant du Comité de banque de 1919 à 1924 et dès lors membre de cette autorité, a déclaré qu'il ne pouvait accepter le renouvellement de son mandat. Monsieur F. Lindenmeyer-Seiler, à Bâle, et Monsieur le directeur E. Isler, à Zurich, ont donné leur démission de membres des Comités locaux. Nous remercions vivement les démissionnaires des précieux services qu'ils ont rendus à notre institut pendant leurs nombreuses années d'activité.

Les autorités compétentes ont procédé aux nominations complémentaires suivantes:

Le Conseil fédéral a appelé à la présidence du Conseil de banque Monsieur le Dr G. Schaller, avocat, à Lucerne, et à la vice-présidence Monsieur H. Bersier, directeur de la Banque Cantonale Vaudoise, à Lausanne. L'Assemblée générale des actionnaires et le Conseil fédéral ont respectivement élu nouveaux membres du Conseil de banque Messieurs W. Bloch, directeur de la Société des Usines de Louis de Roll, à Gerlafingen, P. Joerin, délégué du Conseil d'administration de la maison Commerce Général de Charbons S.A., à Bâle, J. von Reding,

président du Tribunal cantonal et vice-président de la Banque cantonale de Schwyz, à Schwyz, et Monsieur le Dr A. Seiler, conseiller national et conseiller d'Etat du canton de Bâle-Campagne, à Liestal.

Le Conseil de banque a désigné comme nouveau membre du Comité de banque Monsieur C. Kœchlin, président de la Chambre de commerce de Bâle, à Bâle. Il a choisi comme nouveaux suppléants Monsieur L. Daguet, président de la Banque de l'Etat de Fribourg, à Fribourg, et Monsieur le Dr A. Seiler, conseiller national, à Liestal.

Le Conseil de banque a élu membre du Comité local de Bâle Monsieur P. Jœrin, à Bâle. Le Comité de banque a confié la vice-présidence de ce Comité local à Monsieur W. Preiswerk-Imhoff, à Bâle. L'effectif du Comité local de Zurich n'a pas encore été complété.

Par ailleurs, les membres sortants du Conseil de banque, du Comité de banque et des Comités locaux, qui acceptaient une réélection, ont tous été confirmés dans leurs fonctions pour une nouvelle période administrative de quatre ans.

Mentionnons enfin que l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, du 9 mars 1935, a renouvelé pour une année le mandat des membres actuels de la Commission de contrôle et de leurs suppléants.

Dans le collège des directeurs, les changements suivants sont survenus :

Approuvant la proposition du Conseil de banque, le Conseil fédéral a décidé, le 18 mars 1935, de réélire, comme directeur au siège de Berne et suppléant du chef du II^e département, Monsieur P. Rossy, qui avait été attaché, en 1933, en qualité d'expert au Département fédéral des finances et des douanes. Dans la même séance, il a désigné Monsieur le directeur Chs Reimann comme directeur au siège de Zurich et suppléant du chef du I^{er} département. Nommé par la suite vice-président de la Commission fédérale des banques, Monsieur le directeur Rossy renonça à son poste à la Banque nationale. La Banque a remercié Monsieur Rossy de sa précieuse collaboration lorsqu'il est entré au Département fédéral des finances et des douanes. Sur la proposition du Conseil de banque, le Conseil fédéral lui a donné un successeur en la personne de Monsieur V. Gautier, précédemment directeur de banque, à Genève.

En raison de son âge, Monsieur W. Walser, directeur de la succursale de St-Gall, a demandé sa mise à la retraite. Pour des raisons de santé, Monsieur E. Trachsler, directeur de la succursale d'Aarau, s'est vu obligé de résigner ses fonctions. Le Conseil fédéral a accepté ces démissions pour la fin de l'année. Nous exprimons à nos deux collaborateurs les remerciements que méritent les services qu'ils ont rendus à la Banque depuis sa fondation. Sur la proposition du Conseil de banque, le Conseil fédéral a nommé directeur de la succursale de St-Gall Monsieur W. Kobelt, jusqu'ici fondé de pouvoirs au siège de Zurich. La nomination du successeur de Monsieur le directeur Trachsler aura lieu en 1936.

Au 31 décembre 1935, l'effectif du personnel était de 381 fonctionnaires et employés contre 374 au 31 décembre 1934. Il comprend 16 employés engagés à titre provisoire, qui s'occupent surtout de la compensation des paiements avec l'étranger.

2. Considérations économiques et financières.

En 1935, l'économie mondiale offre les mêmes traits qu'en 1934; les tensions politiques, la tendance des Etats à se replier sur eux-mêmes, l'incertitude monétaire et, notamment, les entraves apportées aux règlements internationaux par le contrôle des devises ont continué de faire obstacle, parfois même dans une mesure accrue, à la reprise d'un mouvement plus actif des marchandises et des capitaux de pays à pays. Les sanctions économiques décrétées par la Société des Nations contre l'Italie et entrées en application le 18 novembre 1935 ont porté une nouvelle atteinte aux échanges commerciaux entre les nations. Il est vrai que le mouvement du commerce mondial a légèrement augmenté, mais plutôt par suite du raffermissement des prix que de l'accroissement du volume des transactions. Dans divers pays, l'économie nationale a fait preuve d'une activité relativement bonne, grâce à l'essor naturel de certaines branches. En outre, le conflit italo-éthiopien et les tensions qu'il a provoquées ont probablement contribué à augmenter les besoins en matériel de guerre et stimulé ici et là les échanges. Malgré des chiffres de production souvent plus élevés, la persistance du grand nombre des chômeurs prouve que la crise économique n'est pas vaincue. L'effectif total des sans-travail dans le monde était estimé à 20 millions, en septembre 1935, contre 21 millions en 1934. Le recul, pour autant qu'il résulte d'une réintégration de chômeurs dans le processus de la production, n'est donc pas considérable. En vue d'occuper les chômeurs, plusieurs pays ont élaboré de vastes plans de travail qui n'ont pu être que partiellement mis en œuvre, notamment faute de moyens financiers suffisants.

La stabilisation monétaire, dont il a été fréquemment question au cours de l'exercice, a fait de sensibles progrès, au moins au point de vue pratique. Ce sont en particulier la Banque des Règlements Internationaux et la Chambre de commerce internationale qui ont pris position en faveur de la stabilisation des changes. L'importance de la stabilité des cours est aussi reconnue par ceux qui, aujourd'hui encore, se refusent à rattacher fermement la monnaie à l'or. En 1935, l'Angleterre s'est efforcée, non sans succès, de maintenir les variations de la livre dans d'étroites limites, à l'aide de son fonds d'égalisation des changes. En Suisse, l'écart entre les cours extrêmes de la livre était de 1,7 % dans le second semestre de 1935 contre 6,4 % pendant le premier semestre et 13 % durant l'année 1934. Le président des Etats-Unis d'Amérique n'a pas fait usage, au cours de l'exercice, du droit de réduire encore la valeur-or du dollar. A plus d'une reprise, on a pu observer que les banques d'émission cherchaient à prévenir les trop fortes fluctuations des cours en intervenant sur le marché des changes. De cette façon, elles n'ont pas seulement soutenu leur propre monnaie mais fréquemment facilité à d'autres pays la défense de la leur.

En présence du besoin manifeste de voir stabiliser les cours des changes, il serait désirable que les Gouvernements renoncent sans plus tarder à se servir de la manipulation monétaire comme d'une arme dans leur politique économique. En effet, des cours

de change stables sont une des conditions d'une reprise du commerce mondial. En dernière analyse, le rôle primordial de l'étalon-or est de maintenir les cours du change; il règle tout d'abord les relations économiques internationales et agit par là sur l'activité économique intérieure de chaque pays. L'étalon-or, en sa qualité d'étalon monétaire international, est incompatible avec le régime autarchique. D'autre part, les expériences faites ces dernières années montrent que le problème de la stabilisation monétaire ne saurait être que difficilement résolu dans des conférences. L'avenir dira à quel niveau le cours du change des pays qui ont abandonné l'or trouvera son équilibre. La fixation de nouvelles parités ne peut être que la consécration légale d'un état de fait. Mais le retour de confiance, si impérieusement urgent pour l'ensemble de l'économie mondiale, ne se produira qu'au moment où les nouvelles parités ne seront pas simplement provisoires, mais définitives.

Les événements politiques d'ordre international, la crainte de conflits armés, les difficultés de l'économie mondiale, le déséquilibre des finances publiques dans nombre d'Etats et d'autres facteurs de trouble n'ont cessé d'inquiéter le marché des changes.

En janvier 1935, l'attente de l'arrêt que la Cour suprême des Etats-Unis devait rendre sur la légalité de l'abrogation de la clause-or et l'espoir d'une revalorisation du dollar ont provoqué de fortes demandes de cette devise. De plus, le commerce et l'industrie prirent la précaution de s'approvisionner en dollars et des capitaux américains rentrèrent dans leur pays. Il s'ensuivit, au cours des mois de janvier et de février, un courant d'or considérable d'Europe vers les Etats-Unis d'Amérique. Plus tard, d'avril à juin et depuis septembre, l'or se remit à passer de l'ancien dans le nouveau continent. L'évolution des cours à la bourse de New-York favorisa beaucoup ce mouvement. En 1935, l'excédent des importations d'or aux Etats-Unis était supérieur à 1½ milliards de dollars. Cet afflux de métal dépend pour une bonne part de la situation sur la place de Londres. Les capitaux errants, qui ont valu à quelques marchés monétaires une grande liquidité et une réduction du loyer de l'argent, ne sont pas sans danger; en effet, à la moindre alerte, ils cherchent la sécurité en se convertissant en or ou en devises d'autres pays. Il se pourrait qu'en plaçant, en décembre 1935, des emprunts d'un montant de 300 millions de livres, le Gouvernement anglais ait eu entre autres intentions celle de fixer quelque peu une partie de ces capitaux errants.

Au cours de l'exercice, les monnaies du bloc-or surtout ont été en butte à des attaques répétées. Tandis que la France, la Hollande et la Suisse défendaient leur devise avec succès, la Belgique, après avoir d'abord recouru, au milieu de mars, au contrôle des changes, fit subir au belga, le 31 du même mois, une dévaluation de 28 %. Par rapport au franc suisse, la nouvelle parité s'établit à 51,884 francs pour 100 belgas (1 belga vaut 5 francs belges) contre 72,062 francs précédemment.

Déjà en décembre 1934, l'Italie avait introduit la réglementation des changes pour protéger sa monnaie. En raison des événements politiques, le cours de la lire fléchit et le Gouvernement dut imposer des restrictions plus étendues au commerce des devises. Parmi les décrets

promulgués, il importe de mentionner celui du 21 juillet 1935 qui relève la Banque d'Italie de l'obligation de maintenir au minimum légal de 40 % la couverture métallique des billets de banque et des engagements à court terme. Depuis le milieu de novembre, plusieurs bourses internationales ont cessé de coter la lire, puisque la liberté d'effectuer des transactions dans cette devise n'existe plus. Le 28 novembre 1935, le Gouvernement a autorisé le Trésor italien à élever le prix d'achat de l'or de 12,6276 livres à 15,50 livres le gramme de fin. Selon des déclarations officielles, cette mesure ne signifie pas une dévaluation de la lire, mais elle tend uniquement à encourager les particuliers à augmenter leurs livraisons d'or. Ces déclarations sont corroborées par l'accord de clearing italo-suisse, mis en vigueur le 10 décembre 1935, qui fixe à 24,82 le cours pour 100 livres, tandis que le nouveau prix d'achat de l'or correspondrait à une parité de 22,22 francs.

Les succès remportés sur le belga incitèrent la spéculation à tenter sa chance en attaquant les autres monnaies-or. En France et en Hollande, les banques d'émission ont manifesté à plusieurs reprises la ferme volonté de défendre la monnaie en relevant fortement leurs taux officiels. En France, le Gouvernement, faisant usage des pleins pouvoirs spéciaux dont le Parlement l'a investi, a créé les conditions propres à assurer la sécurité de la monnaie en promulguant, en juillet, des décrets-lois qui permettent de réaliser des économies et de percevoir de nouvelles recettes. Le Gouvernement néerlandais a procédé de même.

Deux pays ont suivi l'exemple de la Belgique: le 2 avril 1935, le Luxembourg a dévalué le franc de 10 % et, le 1^{er} mai, Dantzig a diminué de 42,37 % la valeur-or du florin, pour l'adapter au cours du zloty. Cette psychose de dévaluation s'est emparée d'autres pays, tels la Tchécoslovaquie et le Danemark. En raison de la persistance des difficultés entravant les exportations, différents milieux tchèques souhaitaient une nouvelle dépréciation de la couronne; le Gouvernement et la banque d'émission s'opposèrent à ce dessein. Au Danemark, les paysans mécontents du Gouvernement tentèrent, sans succès du reste, de contrecarrer sa politique en retenant les devises qui leur revenaient et d'accentuer encore la baisse du cours de la couronne déjà dépréciée de 52 %. Le paiement d'une surtaxe de compensation décrété par quelques Etats, la Hongrie entre autres le 28 novembre 1935, équivalait à la reconnaissance officielle d'une dépréciation existant de fait.

La Chine a également dévalué sa monnaie; souffrant des effets de la politique de l'argent pratiquée par les Etats-Unis d'Amérique, elle a aboli l'étalon-argent le 3 novembre 1935.

L'interdiction, décrétée par quelques pays, d'importer les billets de banque émis par leur banque d'émission constitue une mesure monétaire d'un nouveau genre. Le 16 novembre 1935, l'Italie a prohibé par décret l'introduction des billets de banque de 1000 et de 500 livres. D'autre part, l'Allemagne a promulgué, le 1^{er} décembre, une loi soumettant en principe à une autorisation l'entrée de billets de banque libellés en Reichsmarks; toutefois, tenant compte des nécessités du tourisme, une ordonnance permet aux étrangers de se munir de billets de ce genre pour un montant limité à 30 Reichsmarks. La Tchécoslovaquie, par son décret du

9 décembre 1935, défend aux personnes domiciliées dans le pays d'importer des billets de banque tchèques, à moins qu'on ne puisse prouver que les billets rapatriés ont été exportés avec l'assentiment de la Banque nationale. Pour permettre au pays de se procurer des devises, il est interdit aux exportateurs tchèques d'accepter des billets de banque tchécoslovaques en règlement de leurs créances.

Il convient enfin de mentionner la création de nouvelles banques centrales d'émission au Canada, en Chine et en Argentine, ainsi que la réforme du système de la Réserve fédérale aux Etats-Unis d'Amérique. Cette réforme tend à accroître l'influence de l'Etat sur les Banques de Réserve fédérales et à centraliser l'émission des billets de banque auprès du Federal Reserve Board, à Washington, aux dépens des Banques de Réserve fédérales qui jouissaient naguère d'une large autonomie.

En ce qui concerne le franc suisse, l'année 1935 compte assurément parmi les plus riches en événements que la Banque ait jamais connus. Déjà les deux premiers mois de l'année infligèrent à la Banque nationale une perte d'or de 100 millions de francs, par suite de ventes massives de francs suisses et de placements en dollars américains et en francs français. A peine le calme se fut-il quelque peu rétabli que survinrent les difficultés monétaires belges. Alors, la spéculation lança aussi ses attaques contre le franc suisse. La méfiance qu'elle inspira à l'égard de notre monnaie se manifesta notamment par le retrait d'avoirs étrangers placés en Suisse, la vente de titres suisses de la part de détenteurs étrangers et indigènes, la conversion d'avoirs en or et en devises et la fuite vers les valeurs réelles.

Un des arguments les plus forts que la spéculation invoqua contre le franc suisse a été fourni par l'initiative de crise (initiative populaire pour combattre la crise et ses effets). Bien que le texte de celle-ci ne touchât pas directement le problème monétaire, de nombreux milieux ne lièrent pas moins le sort du franc suisse à celui de l'initiative. Ils faisaient observer que le soutien des prix et des salaires et la garantie à tous les citoyens suisses de conditions d'existence suffisantes ne pourraient se faire sans des sommes considérables que l'Etat serait appelé à fournir. En raison de la situation des finances publiques, les adversaires de l'initiative redoutaient qu'on ne pût se procurer les moyens nécessaires qu'en recourant à la presse à billets. C'est notamment à l'étranger qu'on prétendait que, dans la votation du 2 juin, le peuple suisse était appelé à se prononcer sur le maintien ou la dévaluation de la monnaie. Les répercussions des attaques contre le franc sur la vie économique dans son ensemble, et plus spécialement sur le marché monétaire et sur celui des capitaux, ne furent pas seulement profondes, mais durables, comme on s'en est aperçu par la suite.

Depuis le commencement de l'année jusqu'au début de juin, la Banque nationale a dû mettre 744 millions de francs en valeurs-or à la disposition du marché. Il est impossible de déterminer dans quelle proportion l'or perdu par la Banque nationale a été affecté, d'une part, au remboursement de capitaux étrangers et, d'autre part, à la conversion d'avoirs suisses en devises. On prévoyait que l'or qui avait afflué en Suisse dans les années 1931 et 1932 repartirait

pour l'étranger. Malheureusement, la diminution subie par la réserve-or au cours de l'exercice n'a pas été accueillie avec le même calme que son accroissement; elle n'a pas non plus été considérée avec la même égalité d'humeur que le fléchissement enregistré en 1933, qui était pourtant plus fort que celui de 1935 puisqu'il avait atteint 760 millions de francs. Hormis la cession d'or et de devises, la Banque nationale a pris une série de mesures de défense.

Le 3 mai 1935, le taux officiel d'escompte fut relevé de $\frac{1}{2}\%$ et fixé à $2\frac{1}{2}\%$ et le taux des avances sur nantissement fut porté de $2\frac{1}{2}\%$ à $3\frac{1}{2}\%$. Par cette mesure, la Banque nationale marquait que la situation du marché de l'argent, des banques et de l'institut d'émission avait changé en raison du transfert de capitaux à l'étranger. Mais le relèvement des taux devait avant tout attester la volonté de la banque d'émission de maintenir la monnaie à la parité et donner un avertissement aux cercles qui spéculent sur le change et sur les marchandises au détriment de la monnaie et de l'économie.

A la même époque, la Direction générale de la Banque nationale, après avoir consulté le Département fédéral des finances et des douanes, a adressé à toutes les banques et caisses d'épargne suisses la circulaire suivante:

«La spéculation internationale contre les monnaies-or, notamment celles de petits pays, sévit depuis des semaines. Le succès qu'elle a remporté en Belgique a eu pour effet d'accroître la pression exercée sur la Hollande et sur la Suisse. Ces attaques ne sauraient pourtant réussir à moins qu'elles ne trouvent un appui dans le pays contre lequel elles sont dirigées. En Belgique, ce sont des partisans de la dévaluation qui ont fini par provoquer la chute du belga. En Suisse, des spéculateurs sur le change et des partisans de la dévaluation de notre franc sont aussi à l'œuvre et manœuvrent au préjudice du peuple tout entier.

C'est pourquoi la banque d'émission se voit amenée, pour protéger la monnaie, à refuser les crédits en tant qu'ils sont destinés à la spéculation. Les maisons et les particuliers qui, en vue de sauvegarder leur fortune, thésaurisent de l'or ou conservent des moyens de paiement étrangers (devises) et des marchandises en quantités dépassant les besoins normaux de leur commerce ne peuvent pas compter sur le crédit d'escompte ou le crédit lombard de la banque d'émission.

La Banque nationale suisse désirerait que les banques se résolvent à adopter la même ligne de conduite dans l'octroi de crédits à leurs clients. Il importe que les banques, dans l'intérêt de leur liquidité, agissent en conséquence et refusent de soutenir toutes les opérations spéculatives, quelle qu'en soit la forme, lorsqu'elles sont dirigées contre notre monnaie. Il faut, en particulier, se montrer circonspect à l'égard d'opérations en devises qui revêtent l'apparence de transactions légitimes effectuées pour compte suisse ou pour compte étranger. La Banque nationale suisse estime que les banques doivent poursuivre le même but qu'elle, soit le maintien du franc à la parité actuelle, et pratiquer, à cet effet, une politique de crédit identique à la sienne.»

Le 20 juin 1935, à la suite de négociations engagées avec les représentants du monde bancaire, la Banque nationale et les banques ont conclu le «Gentlemen Agreement» suivant:

«1. Les banques ayant adhéré à la convention s'abstiendront, par principe et comme par le passé, de participer à toutes transactions monétaires d'un caractère spéculatif, d'en opérer la conclusion pour compte de tiers ou de les favoriser de quelque manière que ce soit.

2. Les banques éviteront de traiter toutes opérations d'or avec le public et n'accorderont aucune avance sur l'or, ni en monnaie nationale, ni en monnaies étrangères. Les opérations d'arbitrage d'or avec l'étranger et la vente d'or pour les besoins normaux de l'industrie restent libres.

3. Les banques n'exécuteront et ne favoriseront aucune opération de change à terme, ni aucune avance contre nantissement de valeurs libellées en monnaies étrangères. Seront exceptées, les opérations à terme et les avances dont un examen approfondi établira le caractère économique et commercial, à l'exclusion de tout élément spéculatif.

4. Les banques examineront toutes les opérations de change qui leur seront proposées, afin d'éliminer dans la mesure du possible celles qui paraîtraient inopportunes.

5. Les banques informeront d'emblée la Banque nationale suisse de tous faits et gestes préjudiciables à la monnaie qui parviendraient à leur connaissance.»

Cet arrangement constitue une mesure analogue à celles qu'ont prises les banques d'émission d'autres pays dans des circonstances semblables.

On a renoncé à édicter aucune prescription en matière de devises, parce que l'interdiction d'exporter de l'or et les restrictions mises au commerce des changes ne sont guère compatibles avec le libre fonctionnement de l'étalon-or.

Dans sa requête du 29 avril 1935, le comité d'action pour l'initiative de crise a proposé au Conseil fédéral de désigner une commission d'enquête qui serait chargée de rechercher l'origine des attaques déclenchées contre la monnaie et d'atteindre ainsi les auteurs du danger couru par le franc. Dans sa réponse datée du 21 mai, le Conseil fédéral a signalé les difficultés extraordinaires que rencontrerait l'enquête proposée et a fait observer que les résultats qu'on obtiendrait par l'institution d'une commission d'enquête seraient décevants. Mais, bien qu'il ait renoncé à instituer le comité en question, le Conseil fédéral, répondant à une interpellation présentée le 5 juin 1935 par le conseiller national Grimm, ne s'est pas moins déclaré prêt à édicter des dispositions légales frappant de sanctions pénales les actes qui viseraient à nuire à la monnaie du pays ou à la mettre en péril. L'arrêté fédéral concernant les nouvelles mesures extraordinaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales en 1936 et 1937 doit fournir la base légale à la procédure envisagée.

La spéculation contre le franc suisse s'effondra le 2 juin 1935 avec le rejet de l'initiative de crise. Une détente sensible ne tarda pas à se produire. Lors du dénouement des opérations à terme entreprises contre le franc suisse et du raffermissement de notre monnaie qui s'en suivit, l'or afflua en Suisse entre juillet et octobre. A la fin d'octobre, la réserve de la Banque nationale en valeurs-or (or et devises-or) atteignait 1409 millions de francs contre 1200 millions à la fin de mai. Parallèlement, les avoirs en comptes de virements à la Banque nationale augmentèrent. Dans les dernières semaines de l'année, la crise monétaire française se répercuta sur notre

monnaie, sans provoquer toutefois des pertes d'or notables. A la fin de l'année, la circulation fiduciaire était couverte à raison de 101,65 % par de l'or; la circulation des billets et les autres engagements à vue l'étaient à raison de 79,12 % par de l'or et des devises-or. La Suisse ne saurait mieux résister aux pressions d'origine étrangère qu'en s'efforçant d'améliorer la situation de son économie.

Les événements monétaires survenus dans les premiers mois de 1935 ont projeté leur ombre épaisse sur le marché monétaire suisse. Tandis qu'au début de l'année les disponibilités du marché de l'argent cherchaient à se placer en fonds publics et qu'on souhaitait la création de possibilités de placements à court terme, en particulier par l'émission de rescriptions, la situation se retourna après la dévaluation monétaire belge. De la fin de janvier à la fin de mai, les avoirs du marché auprès de la banque d'émission (engagements à vue) fléchirent de 592 à 244 millions de francs. Le resserrement du marché monétaire, dû aux retraits de dépôts bancaires, affermit le taux d'escompte hors banque. Il n'était plus guère possible d'escompter au-dessous du taux officiel. En juin, le taux d'escompte privé monta à 3 %. Un allègement ne survint sur le marché monétaire qu'au moment où l'or revint en Suisse. Jusqu'à la fin de l'année, les avoirs du marché auprès de la banque d'émission se sont accrus de 156 millions de francs et le taux d'escompte hors banque a rétrogradé à $2\frac{3}{8}$ % pour remonter et se fixer à $2\frac{1}{2}$ % dans les dernières semaines de l'exercice.

Si, dans les dernières années, l'appel au crédit de la Banque nationale pour les affaires d'escompte est resté insignifiant, en revanche, des banques ont recouru au crédit de la banque d'émission pendant la crise monétaire du commencement de 1935. A la fin de juin, le montant des effets et des obligations escomptés par la Banque nationale s'élevait à 108 millions de francs contre quelque 18 millions en moyenne dans les trois années antérieures. Après la détente qui s'est produite dans les mois de juin et de juillet, les engagements d'escompte à la Banque nationale ont diminué à une allure relativement rapide.

En raison de la situation financière difficile dans laquelle se trouvent diverses corporations de droit public, il n'est pas étonnant que les rescriptions soient entrées en plus grandes quantités dans le portefeuille de la Banque nationale. Au cours de l'exercice, la Banque nationale a adressé, à plus d'une reprise, à la Confédération, aux Chemins de fer fédéraux, à la Conférence des directeurs cantonaux des finances et à l'Union des villes suisses des mémoires détaillés pour insister sur la nécessité urgente d'un assainissement financier. Elle a clairement fait entendre que les corporations de droit public ne sauraient recourir au crédit de la banque d'émission au delà de limites déterminées. Concernant les rescriptions, la Direction générale a fixé de nouvelles directives adaptées aux circonstances actuelles et qui n'excluent pas a priori et entièrement l'escompte d'effets de ce genre. Dans les périodes critiques, la banque d'émission ne peut ni ne veut se refuser à tenir compte des demandes des corporations de droit public. Tant qu'il procure des crédits à l'État, aux cantons et aux communes en respectant les principes d'une saine politique de crédit, c'est-à-dire en accordant le crédit

d'émission, à court terme, pour des besoins passagers de trésorerie ou pour permettre l'exécution de travaux productifs, l'escompte de rescriptions ne saurait éveiller aucune objection puisqu'il est mis au service de l'économie.

Le recul des fonds placés en obligations de caisse et sur livrets d'épargne et le manque d'effets bancables ont engagé les banques à recourir à la Banque nationale dans une plus forte mesure pour obtenir des avances sur nantissement. Le reproche qu'on a adressé parfois à la banque d'émission de restreindre le crédit est injustifié. La Banque nationale a augmenté les moyens de paiement notamment par l'octroi de prêts lombards, l'escompte de rescriptions ainsi que d'effets de la Caisse de prêts de la Confédération et l'achat de bons émis par cette institution.

Sur le marché suisse des capitaux, le revirement de la situation s'est fait sentir plus profondément et d'une façon plus durable que sur le marché monétaire. Afin d'abaisser encore les taux de l'intérêt, on a essayé, dans les premiers mois de l'année, de ménager le marché des capitaux en mettant à contribution le marché monétaire. C'est ainsi qu'en mars, les Chemins de fer fédéraux, en vue de convertir leur emprunt de 200 millions de francs venu à échéance, ont placé un nouvel emprunt $3\frac{1}{2}\%$ de 100 millions de francs seulement et se sont procuré les 100 autres millions en émettant des bons de caisse $3\frac{1}{2}\%$ à six ans de terme qui ont été pris ferme par des banques. Malheureusement, les ventes massives de titres d'Etat suisses, effectuées notamment par des détenteurs étrangers, arrêtaient bientôt le recul des taux. Elles entraînaient une chute des cours qui fit monter temporairement le rendement de ces titres jusqu'à $5\frac{1}{2}\%$, niveau qu'il n'avait jamais atteint depuis 1925. Pendant de nombreuses années, la Suisse a bénéficié de taux d'intérêt modiques; elle doit cet avantage non seulement aux capitaux qui se constituent chez elle et à sa puissance financière, mais aussi à l'afflux de fonds étrangers. En raison du déclin et parfois de l'arrêt des arrivées de ces fonds, de l'exode de capitaux et des difficultés qui entravaient le rapatriement de créances suisses, les taux de l'intérêt ont haussé dans notre pays.

La détente qui se produisit après la votation sur l'initiative de crise se manifesta beaucoup plus lentement sur le marché des capitaux que sur le marché monétaire. Bien que les titres de premier ordre aient vu leurs cours s'améliorer et leur rendement fléchir, on se rendit bientôt compte que les événements avaient creusé de profonds sillons. Les retraits d'avoirs étrangers placés en Suisse, la vente de titres suisses par l'étranger et le placement de capitaux suisses en valeurs étrangères ou leur conversion en or avaient enlevé au marché une partie considérable de ses disponibilités. A cela s'ajoutèrent les craintes qu'inspirait la situation politique internationale, une confiance amoindrie dans la solidité des finances publiques, qui se traduisit par l'insuccès d'emprunts, et des discussions sur des conversions forcées. Aussi est-il compréhensible qu'après cinq années de crise la formation des capitaux se ralentisse et qu'en maints endroits il faille entamer les réserves.

L'évolution de la situation sur le marché des capitaux ne laissa pas d'influencer le mouvement du **taux** des obligations de caisse émises par les banques. Déjà au commencement

de 1935, on prévoyait des élévations de ce taux. Pour empêcher à temps que le renchérissement du loyer de l'argent n'agît trop fortement sur les obligations de caisse et n'entraînât des hausses de taux rapides et injustifiées, la Banque nationale, se fondant sur l'art. 10, 2^{me} alinéa, de la loi sur les banques, a convoqué, le 13 juin 1935, les cercles bancaires intéressés, à un échange de vues sur le problème du taux. La majorité des participants se rallia à l'avis de la Banque nationale; elle reconnut qu'il ne fallait pas dépasser sans nécessité les taux fixés dans l'arrangement intervenu, en octobre 1933, entre le Département fédéral des finances et des douanes et les banques, soit $3\frac{3}{4}$ % pour les banques cantonales et 4 % pour les grandes banques et les banques locales. En raison du rendement croissant de nos titres de premier ordre, un grand nombre de banques furent bientôt mises dans l'impossibilité de s'en tenir aux clauses de la convention, du fait surtout que le renouvellement des obligations de caisse échues restait insuffisant et que le public plaçait moins de fonds en obligations. Une fois de plus, l'expérience a montré que les lois de l'économie l'emportent sur toutes les mesures artificielles. Le taux de l'intérêt, lui aussi, est soumis à la loi de l'offre et de la demande. La Banque nationale n'a jamais cessé d'insister sur le fait qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur les résultats d'une réglementation légale des mouvements du taux. Jusqu'à la fin de l'année, la Banque nationale, en vertu de l'art. 10, 1^{er} alinéa, de la loi sur les banques, a été informée de 91 élévations de taux. Elle les a examinées en tenant compte, d'une part, de leurs conséquences sur l'évolution des taux de l'intérêt, en particulier sur celle du taux hypothécaire et, d'autre part, des besoins justifiés des banques en cause. Etant donné le changement complet de la situation, la Banque nationale ne pouvait méconnaître la légitimité d'un relèvement modéré du taux de l'intérêt des obligations de caisse. Les élévations de taux dont elle a pris connaissance se tiennent en général dans d'étroites limites. Ainsi les banques cantonales n'ont pas dépassé le taux de 4 %; à la fin de l'année, 13 établissements — deux même exclusivement — pratiquaient encore des taux inférieurs. Le taux des obligations de caisse émises par la plupart des grandes banques était de 4 %, tandis que la plupart des banques locales s'en tenaient au taux de $4\frac{1}{4}$ %.

L'opinion publique s'est rarement autant préoccupée du problème du taux de l'intérêt que l'année passée. Dans les premiers mois de 1935, les efforts tendaient à amener de nouvelles baisses du taux. A cette occasion, on se demanda dans quelle mesure le crédit avantageux de la banque d'émission pourrait être rendu plus accessible au commerce et à l'artisanat par la création d'organisations analogues aux coopératives agricoles. Les efforts accomplis par la suite tendirent à prévenir, ou tout au moins à ralentir, la hausse du taux. La Banque nationale a participé activement à l'étude du problème du taux de l'intérêt. Elle voulait tout d'abord faciliter l'émission d'emprunts, autrement dit la consolidation de leurs dettes, aux corporations de droit public qui n'étaient pas à même de couvrir leurs besoins financiers par le prélèvement de nouveaux impôts. Il s'agissait aussi de fournir aux banques la possibilité d'obtenir le renouvellement de leurs obligations de caisse sans qu'une élévation du taux servi à ces

titres entraînaient une hausse du taux hypothécaire. Le problème du taux fut également l'objet de délibérations aux Chambres fédérales et dans les parlements cantonaux. Le 18 septembre 1935, dans sa réponse à la petite question posée par le conseiller national Gnägi, le Conseil fédéral lui-même estima que le meilleur moyen d'enrayer une nouvelle hausse du taux, c'est le rétablissement de l'équilibre financier des corporations de droit public.

Au cours de l'exercice, on a discuté la question de savoir si la Suisse, à l'exemple d'autres pays, ne devrait pas alléger ses charges budgétaires en procédant à la conversion forcée des emprunts. Se fondant sur un nouveau mémoire de la Banque nationale, le Conseil fédéral s'est prononcé contre une pareille mesure. D'ailleurs, un fort allégement a déjà pu être obtenu normalement du fait que, de 1925 à 1935, le coût moyen de tous les emprunts de la Confédération a reculé de 0,96 % et celui des emprunts des Chemins de fer fédéraux de 0,28 %. A la fin de 1935, la moyenne du rendement nominal était de 4,08 % pour les emprunts de la Confédération et de 3,85 % pour les emprunts des Chemins de fer fédéraux.

Le marché hypothécaire a tout particulièrement souffert des événements. Déjà en juin et juillet, on discernait les symptômes d'une légère hausse du taux hypothécaire. Relevons un fait plus grave, celui de la dénonciation d'hypothèques. Certains cercles de débiteurs ne tardèrent pas à solliciter l'intervention des autorités et demandèrent que des mesures juridiques de contrainte fussent prises sous la forme d'un moratoire. A la demande du Département fédéral des finances et des douanes, l'Union suisse des propriétaires d'immeubles et de biens-fonds procéda à une enquête sur l'importance des dénonciations; cette enquête n'a heureusement pas confirmé les nouvelles répandues sur la situation du marché hypothécaire. Ces dénonciations se produisirent principalement dans des endroits où l'activité de la construction avait pris, semble-t-il, un développement anormal au cours de ces dernières années. Une conférence, à laquelle assistaient le Département fédéral des finances et des douanes, la Banque nationale et des représentants des milieux intéressés, a été tenue à Zurich, le 31 octobre 1935; elle s'est prononcée en faveur de mesures d'ordre privé et contre des mesures officielles de protection. Les entretiens ultérieurs des représentants d'établissements de crédit et de groupes de banques ont abouti à la conclusion d'un «Gentlemen Agreement». Avant de dénoncer des crédits hypothécaires, les banques qui ont adhéré à cet arrangement se déclarent en principe prêtes à tenir dûment compte des circonstances particulières à chaque débiteur et à observer, en général, la plus grande circonspection dans la dénonciation des crédits, afin de ramener le calme sur le marché hypothécaire; elles reconnaissent également les commissions fiduciaires cantonales comme instances de conciliation entre créanciers et débiteurs hypothécaires et elles leur assureront leur appui loyal dans l'accomplissement de la tâche dont elles sont chargées. Tous les débiteurs hypothécaires peuvent s'adresser aux commissions fiduciaires, même si le créancier n'est pas affilié au «Gentlemen Agreement».

Une des raisons, et non des moindres, des difficultés qui règnent sur le marché hypothécaire, c'est l'usage suivi jusqu'ici de l'alimenter à l'aide de capitaux à court terme. Le

besoin de convertir ces fonds en lettres de gage à longue échéance se fait de plus en plus sentir. On comprend aujourd'hui combien la création de la lettre de gage était chose nécessaire. Si les suggestions que la Banque nationale a exprimées, déjà en 1910, dans un rapport au Conseil fédéral, avaient été réalisées plus tôt, le marché hypothécaire se trouverait aujourd'hui dans une situation beaucoup moins défavorable.

La Banque nationale s'est demandé comment elle pourrait faire bénéficier le crédit hypothécaire de son concours. Comme il ne saurait être question de s'adresser directement à la banque d'émission pour financer le marché hypothécaire, le seul moyen de recourir à elle, c'est de faire appel, à titre temporaire, au crédit de la Caisse de prêts de la Confédération suisse. Mais, pour que cette institution ne soit pas obligée de se procurer des fonds exclusivement auprès de la Banque nationale, elle est autorisée à émettre sur le marché des bons de caisse productifs d'intérêt; jusqu'ici, elle n'a pas fait usage de cette faculté.

Le marasme économique, les difficultés croissantes dans le règlement des paiements avec l'étranger et, tout spécialement, les retraits de fonds ont créé de graves soucis aux banques suisses. Par suite des conditions économiques défavorables existant dans le canton de Neuchâtel, il a fallu assainir la Banque cantonale neuchâteloise avec le concours financier de la Confédération. En vertu des articles 25 et suivants de la loi sur les banques, quelques banques ont été mises au bénéfice de la prorogation des échéances ou ont obtenu le sursis. Il s'agit là de mesures juridiques nouvelles pour notre pays. Le règlement d'exécution de la loi fédérale sur les banques du 26 février 1935 en définit l'application. Il contient aussi des prescriptions relatives à l'application d'autres dispositions essentielles de la loi sur les banques, entre autres celles qui concernent le bilan, le compte de profits et pertes et la liquidité.

Les accords de prorogation relatifs aux crédits à court terme accordés par des banques étrangères à des commerçants allemands ou à des corporations allemandes de droit public ont été prolongés pour un an, soit jusqu'au 29 février 1936 (Convention de 1935 relative aux crédits allemands), respectivement jusqu'au 15 mars 1936 (Convention de 1935 relative aux débiteurs allemands de dettes publiques), sans avoir subi de modifications essentielles. Alors qu'à l'occasion de ce renouvellement les taux maxima d'intérêt ont été réduits, d'une manière générale, de $\frac{1}{2}$ %, les représentants des banques suisses ont obtenu, jusqu'à nouvel ordre, le maintien des taux afférents aux créances suisses. Deux raisons justifiaient le privilège accordé aux banques suisses: d'une part, la situation particulière qui régnait sur le marché monétaire suisse; d'autre part, le fait que les crédits consentis par les banques suisses étaient pour ainsi dire entièrement employés et que par conséquent ces banques, contrairement aux autres créanciers, n'avaient pas pu faire usage du droit, accordé par les négociateurs allemands, d'annuler les limites de crédit (credit lines) non utilisées. Mais, deux mois plus tard, les créanciers suisses participant aux accords de prorogation devaient renoncer à leur privilège et, de plus, au transfert du quart des intérêts pour faciliter la conclusion de l'accord de compensation

germano-suisse du 17 avril 1935. Concernant la portion des intérêts dus au titre des accords de prorogation et qui ne sera pas transférée, le Comité des banques suisses et la Reichsbank ont conclu un arrangement, selon lequel un transfert aurait lieu dans la mesure où les versements prévus par l'accord de compensation excéderaient, pendant une période de trois mois, un montant déterminé. Par malheur ces versements n'ont pas atteint la somme prévue; de la sorte les banques suisses, conformément à l'arrangement intervenu, ne peuvent disposer des intérêts non transférés que sous la forme de marks enregistrés, donc en subissant une perte.

Comparé au niveau indiqué dans le dernier rapport, le montant des crédits compris dans la Convention relative aux crédits allemands (accord commercial) a reculé, de la fin de septembre 1934 au 30 septembre 1935, de 2 113 millions à 1 643 millions de Reichsmarks, dont 1 449 millions ont été utilisés; la réduction est donc de 470 millions de Reichsmarks ou d'environ 22 %. En ce qui concerne la Suisse, ces crédits reculant de 142 millions de Reichsmarks (soit de 30 % en chiffre rond) ont passé de 485 à 343 millions, dont 332 millions ont été employés. L'ensemble des crédits soumis à la Convention relative aux crédits ouverts aux communes allemandes s'élevait encore, selon les dernières données mises à notre disposition, le 15 janvier 1935, à 110 millions de Reichsmarks (148 millions le 15 janvier 1934), dont 48 millions pour la Suisse (56 millions le 15 janvier 1934). Selon une enquête d'origine suisse, les placements à long terme provenant des conversions, inclus dans les accords de prorogation, portaient, à fin mars 1935, sur un montant de quelque 140 millions de Reichsmarks; en ce qui concerne le transfert des intérêts, ces placements sont assimilés aux crédits régis par les accords de prorogation. Le recul précité des crédits résulte presque exclusivement du prélèvement de marks enregistrés. Les avoirs constitués en marks de cette catégorie ont été en grande partie offerts sur le marché international. La vente de marks enregistrés pour payer des frais de voyages revêt également une grande importance, puisqu'elle atteint mensuellement 3 1/2 millions environ de Reichsmarks. Les conversions en placements à longue échéance sont beaucoup plus rares que précédemment et l'emploi de marks enregistrés pour le paiement d'exportations allemandes supplémentaires a presque complètement cessé.

Après avoir dénoncé l'accord de prorogation conclu avec la Hongrie en 1933, les créanciers suisses n'ont pas adhéré aux accords de prorogation que l'Angleterre et l'Amérique ont passés plus tard avec ce pays (le dernier de ces accords est daté du 4 juillet 1935). Au cours de l'été 1935, les créanciers français ont proposé aux créanciers suisses de se joindre à eux pour engager des négociations avec l'organisation des débiteurs hongrois. Cette proposition a été acceptée et les pourparlers ont repris en collaboration avec la Banque nationale suisse. Il y a quelque chance pour que les créanciers suisses participent en 1936 à un nouvel arrangement de prorogation.

En exécution de l'arrêté fédéral du 29 septembre 1934, le Conseil fédéral a promulgué, le 15 février 1935, une ordonnance concernant les caisses de crédit à terme différé

(établissements dénommés sociétés d'épargne pour prêts de construction et institutions similaires). La mise en vigueur de cette ordonnance a entraîné la liquidation d'un certain nombre de sociétés de ce genre.

Au cours de l'exercice, le Conseil fédéral et les Chambres fédérales ont heureusement pris des mesures décisives pour assainir les finances fédérales. Déjà en été, le Conseil fédéral avait relevé les droits de douane sur le sucre et les carburants pour moteurs. Le 22 novembre 1935, il a soumis à l'Assemblée fédérale un message et un projet d'arrêté fédéral, muni de la clause d'urgence, concernant de nouvelles mesures extraordinaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales en 1936 et 1937. En présentant ce deuxième programme financier, le Conseil fédéral a manifesté la ferme volonté de rétablir l'équilibre du budget de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux, aussi bien en créant de nouvelles recettes qu'en comprimant les dépenses. Le Conseil des Etats et la commission du Conseil national ont approuvé ce programme en ne lui apportant que quelques modifications. La discussion de ce projet par le Conseil national interviendra en janvier 1936.

Si l'on considère le fléchissement continu des échanges de marchandises, la concurrence croissante de l'automobile et le recul constant du service des voyageurs, on ne s'étonnera pas que le déficit du compte de profits et pertes des Chemins de fer fédéraux n'ait pas diminué. A la différence de l'Administration des postes, télégraphes et téléphones, les Chemins de fer fédéraux ne sont plus en possession d'un monopole. La loi sur le partage du trafic qui devait mettre fin à la concurrence désastreuse que l'automobile fait aux chemins de fer a été rejetée dans la votation populaire du 5 mai 1935. Aussi est-il urgent de résoudre le problème que pose l'assainissement financier des Chemins de fer fédéraux. Le déficit annuel d'environ 70 millions de francs, auquel les Chemins de fer fédéraux doivent s'attendre en 1936 et 1937, a été incorporé dans le second programme financier de la Confédération; mais cette mesure, comme ce programme du reste, ne saurait être que provisoire.

Les finances cantonales et communales doivent, elles aussi, tenir compte tout à la fois de la diminution de leurs recettes et de l'accroissement des dépenses nécessitées par la crise. Un grand nombre de cantons ont restauré l'équilibre ou du moins réduit le déficit de leurs finances en majorant le taux des impôts et en réalisant des économies surtout par la réduction des salaires de leur personnel.

Au cours de l'exercice, quelques signes de reprise se manifestèrent dans l'économie suisse; mais on vit malheureusement apparaître tout autant de symptômes d'aggravation. La balance commerciale, qui accuse un déficit de 461 millions de francs en 1935, s'est améliorée de 129 millions de francs comparativement à l'exercice précédent. La valeur des exportations a de nouveau légèrement fléchi. Ainsi donc le déficit de la balance commerciale résulte exclusivement de la contraction des importations. Le recul particulièrement sensible des entrées de produits manufacturés atteste l'affaiblissement du pouvoir d'achat du peuple suisse. Quelques industries, l'horlogerie par exemple, ont pu se rétablir quelque peu. D'autres,

telle l'industrie chimique, ont réussi à maintenir, parfois non sans peine, leur mouvement d'affaires relativement favorable. Mais, là même où le volume des exportations dénote un certain relèvement du degré d'occupation, les prix obtenus laissent à désirer. Par suite du fort ralentissement d'activité de l'industrie du bâtiment, de nombreuses industries ont vu leurs débouchés se réduire sur le marché intérieur. En 1935, la construction dans les villes d'une certaine importance a baissé de 39% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Il sied toutefois de remarquer qu'en quelques endroits elle a fait preuve d'une activité excessive au cours des dernières années. Le ralentissement de la construction se reflète dans le nombre croissant des chômeurs; durant tout l'exercice, la courbe des demandes d'emploi a évolué au-dessus de celle de 1934. A la fin de 1935, on comptait en Suisse 119 000 sans-travail sur 1 900 000 personnes exerçant une activité; à la fin de 1934, l'effectif des chômeurs était de 91 000. En Suisse, le nombre des chômeurs représente le 6 % des personnes exerçant une activité; bien qu'étant le plus élevé qu'on ait constaté jusqu'ici, il est encore de beaucoup inférieur à celui de la plupart des autres pays.

L'agriculture a bénéficié en général de bonnes récoltes et l'affermissement des prix, au cours du second semestre, a amélioré quelque peu sa situation. Le nombre-indice des prix des produits agricoles est monté de 103 à 114 points, se rapprochant ainsi de son niveau de 1933. Le relèvement de cet index est dû avant tout à la hausse des prix du bétail de boucherie.

Pour ce qui concerne le tourisme, il faut signaler que le nombre des hôtes suisses ou étrangers a été inférieur à celui de l'année précédente, tandis que le nombre des nuitées a considérablement augmenté. D'une manière générale, ce sont les régions privilégiées, tels les Grisons, le Tessin, le Valais et la Suisse centrale, qui ont surtout profité de l'amélioration. La Confédération a continué de prêter son appui à l'hôtellerie. L'arrêté fédéral du 5 avril 1935 a autorisé le Conseil fédéral à allouer à l'industrie hôtelière, respectivement à la Société fiduciaire suisse pour l'hôtellerie, une nouvelle subvention de 6 millions de francs au maximum. En outre, la durée d'application de la loi restreignant la construction et l'agrandissement d'hôtels a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1940. La procédure de concordat hypothécaire a été également développée (arrêté fédéral du 21 juin 1935 instituant des mesures juridiques temporaires en faveur de l'industrie hôtelière et de la broderie), en particulier par certaines modifications apportées aux prescriptions relatives au taux de l'intérêt servi aux créances couvertes, par le renforcement du rôle et de l'influence de la Société fiduciaire pour l'hôtellerie et par la décision maintenant, jusqu'à la fin de 1938, le droit d'invoquer la procédure concordataire. En vue de soulager le débiteur, l'arrêté fédéral du 5 avril 1935 autorise le Conseil fédéral à modifier, pour certaines branches souffrant de la crise, les dispositions concernant la communauté des créanciers dans les emprunts par obligations et à prescrire, à cet effet, une procédure spéciale devant le Tribunal fédéral; ces dispositions avaient déjà été modifiées en faveur des compagnies de chemins de fer privés et des compagnies de navigation. Faisant usage de l'autorisation reçue, le Conseil fédéral a promulgué l'arrêté du 1^{er} octobre 1935 qui

groupe les mesures prises jusqu'ici, en les complétant sur quelques points, et déclare en outre applicables aux entreprises de broderie et d'industrie horlogère, ainsi qu'aux propriétaires d'exploitations dépendant exclusivement ou essentiellement du tourisme, les dispositions sur la communauté des créanciers.

Depuis 1932, le nombre-indice des prix du commerce de gros et celui du coût de la vie ont fait preuve d'une grande stabilité. Dans les premiers mois de l'année 1935, il semblait que la fixité des prix allait se relâcher. Les deux courbes fléchissaient. Toutefois, ce mouvement ne tarda pas à s'arrêter lorsque les cours mondiaux se raffermirent. En Suisse, ce ne furent pas seulement les cours des marchandises importées qui haussèrent, mais aussi ceux des différents produits indigènes. La majoration des droits de douane sur le sucre et les carburants pour moteurs contribua pour sa part à la hausse des prix. Depuis le mois de mars, où il se situait à son niveau le plus bas, jusqu'à la fin de l'année, l'index des prix du commerce de gros a progressé de 8%. L'augmentation du coût de la vie ne se fait pas encore fortement sentir; la légère baisse de l'index des prix des vêtements et de l'index des loyers a partiellement compensé le renchérissement des denrées alimentaires.

Le 18 mars 1935, le Conseil fédéral a soumis à l'Assemblée fédérale un message accompagné d'un projet d'arrêté de loi fédérale concernant le contrôle des prix. Ce projet proposait de donner un fondement légal au service chargé du contrôle des prix, qui existe depuis décembre 1931 auprès du Département fédéral de l'économie publique. Le soin d'organiser ce service et d'en définir les attributions aurait appartenu au Conseil fédéral qui eût en outre été autorisé à édicter des prescriptions sur les prix. Alors que le Conseil national adoptait ce projet, à quelques modifications près, la commission des douanes du Conseil des Etats élevait des objections. Dans la suite, le Conseil fédéral abandonna son projet en espérant que les pleins pouvoirs généraux fourniraient la base légale nécessaire à ses interventions. Dans le message du 12 novembre 1935 sur les mesures extraordinaires d'ordre économique, le Conseil fédéral déclare expressément qu'il n'entend pas édicter des prescriptions générales sur les prix, mais qu'il voudrait pouvoir réprimer les abus. Les mesures de protection économique que l'Etat applique à la frontière ont pour effet de cristalliser les prix jusqu'à un certain point. Il arrive parfois que d'aucuns tentent d'exploiter cette protection afin de tenir les prix à un niveau élevé. Dans les cas de ce genre, l'Etat a le devoir d'intervenir, de fixer les prix au besoin et même de prendre des sanctions. Au cours de la discussion du projet dans la commission du Conseil des Etats, il est apparu qu'on ne tenait pas à octroyer au Conseil fédéral des pleins pouvoirs en matière économique. La commission a décidé de n'aborder la question des pleins pouvoirs que lorsque le sort du programme financier serait réglé.

En 1935, le problème de l'«adaptation» a soulevé des discussions passionnées. En face des tenants résolus d'une réduction des prix se dressent les adversaires d'une telle mesure. Des groupements économiques, des associations d'employeurs et d'employés ont adressé au

Conseil fédéral des requêtes pour ou contre l'adaptation. Le Conseil fédéral fait observer, dans son message du 18 mars 1935, qu'il n'a jamais été partisan d'une baisse générale réglementée par l'Etat et qui atteindrait même les prix et les salaires déjà réduits; il déclare aussi qu'il n'a jamais fait sien aucun programme de baisse établi par des groupes d'intéressés. Dans son message du 12 novembre 1935, il signale les dangers que présenterait une baisse des prix rapide et générale; mais il insiste également sur la nécessité dans laquelle nous nous trouvons d'adapter peu à peu nos conditions d'existence à celles de l'économie mondiale; c'est là en fait le problème capital pour la Suisse. En raison de sa structure économique et de la composition de sa population, notre pays est contraint d'importer et d'exporter des marchandises. Cependant, à supposer que l'étranger soit disposé à acheter des produits et puisse les payer, la Suisse ne peut développer ses exportations dans une mesure satisfaisante, si une réduction du coût de production ne lui permet pas de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux. Ce sont sans doute des mesures officielles de protection et de soutien (limitations des importations, fixation de contingents, interdictions d'importations, relèvements des droits de douane et clearing des devises) qui contribuent le plus à immobiliser le niveau des prix en Suisse. Par ailleurs, le coût de production dans l'économie privée est devenu de moins en moins apte à s'ajuster par suite de l'ingérence de la politique dans le règlement des questions de salaires et de la mise en vigueur de tarifs conventionnels par des cartels, des trusts et d'autres groupements exerçant un monopole. En pratique, on ne saurait certes procéder à un abaissement uniforme des prix et des salaires, mais il n'en est pas moins indispensable que leur mouvement et notamment l'évolution des taux d'intérêt, des loyers et des fermages reprennent une plus grande élasticité; car, sans une diminution de la cherté de la vie, les produits suisses ne trouveront jamais à s'écouler dans la proportion nécessaire. La transformation des industries et leur orientation vers le marché intérieur ont leurs limites. Pauvre en matières premières, la Suisse ne saurait subsister sous un régime économique concentré sur le marché intérieur.

Lorsqu'il s'aperçut qu'il avait peu de chance d'obtenir à temps du Parlement les pleins pouvoirs qu'il sollicitait, dans son message du 12 novembre 1935, pour prendre des mesures en vue de sauvegarder l'économie nationale et le crédit du pays, le Conseil fédéral s'est borné à faire proroger l'arrêté fédéral du 13 avril 1933 accordant une aide extraordinaire aux chômeurs, jusqu'au 31 décembre 1936, et l'arrêté du 14 octobre 1933 concernant les mesures de défense économique contre l'étranger jusqu'au 31 décembre 1937. L'arrêté fédéral sur l'aide extraordinaire aux chômeurs, qui n'a subi aucune modification au cours de l'exercice, autorise le Conseil fédéral à octroyer des subventions aux cantons qui servent des allocations de crise aux sans-travail. L'assistance aux chômeurs a été étendue aux personnes occupées dans l'horlogerie, l'industrie textile, l'industrie des métaux et l'industrie des machines. En outre, elle est appliquée, ensuite de circonstances particulières, à des chômeurs soutiens de famille appartenant à d'autres industries, notamment au bâtiment. L'arrêté fédéral sur les

mesures de défense économique contre l'étranger permet au Conseil fédéral de tirer parti de nos importations pour favoriser l'exportation, le tourisme et le rapatriement de nos capitaux. Dans le second semestre de l'exercice, le Conseil fédéral n'a décrété de nouvelles restrictions d'importation que dans quelques domaines.

Le trafic de clearing avec l'étranger représente la forme la plus caractéristique du régime de compensation. L'arrêté du Conseil fédéral du 28 juin 1935 complète les dispositions concernant l'admission de créances en marchandises à la compensation des paiements avec l'étranger, en tant que cette compensation est réglée par des accords de clearing. Ce nouvel arrêté vise à mettre, plus que par le passé, les fonds disponibles au service de l'industrie d'exportation vraiment suisse, à l'exclusion des marchandises de provenance étrangère dans lesquelles une fraction insignifiante de main-d'œuvre suisse est incorporée. Son application exige un contrôle plus serré pour établir l'origine suisse des marchandises admises à la compensation des paiements avec différents pays étrangers.

Les prévisions sur lesquelles on avait tablé pour la conclusion avec l'Allemagne de l'accord de compensation du 26 juillet 1934 et de l'accord additionnel du 8 décembre 1934 ne se sont pas réalisées. Les importations allemandes en Suisse reculèrent considérablement, tandis que les exportations à destination de l'Allemagne progressèrent plus qu'on ne pouvait s'y attendre. Cette évolution imprévue ébranla les bases de l'accord. Il fallut entamer de nouvelles négociations qui aboutirent à l'accord du 17 avril 1935, mis en vigueur le 1^{er} mai et dont le classement établi entre les créanciers intéressés constitue l'innovation essentielle. Cet accord lèse les porteurs suisses de créances financières en réglant le transfert des intérêts d'une manière peu satisfaisante. En effet, à l'exception de quelques catégories de créanciers privilégiés, dont une partie au moins des intérêts est transférée en espèces, toutes les autres créances en intérêts sont acquittées au moyen d'obligations funding, c'est-à-dire d'obligations de la Caisse de conversion allemande pour dettes étrangères, d'une durée de dix ans, rapportant un intérêt de 4 %. A la fin de l'année, la bourse cotait les obligations funding à 30 % environ. A l'occasion d'un nouvel arrangement, il faudra chercher à obtenir d'emblée (comme on l'a fait pour l'accord de clearing italo-suisse) qu'une part déterminée des montants versés à la Banque nationale soit réservée au paiement des créances financières. En avril, l'accord germano-suisse sur le tourisme n'avait subi aucune modification fondamentale. Malheureusement ses effets démentirent les prévisions. Malgré tous les efforts entrepris pour développer les importations de charbon allemand, les versements restèrent inférieurs aux sommes prévues par suite de la modification des prix de base. En revanche, le nombre des touristes allemands atteignit des proportions qui grevèrent le compte de tourisme d'une charge intolérable. Il fallut prendre des mesures : on déclara passible de sanctions pénales l'emploi abusif de l'argent destiné aux dépenses de voyage, le commerce de billets de banque libellés en Reichsmarks fut interdit en Suisse et certaines prescriptions furent édictées concernant le versement des sommes. L'accroissement continu du découvert du compte de tourisme exigeait impérieusement

de nouvelles mesures. Après de laborieuses négociations, un accord provisoire a été conclu avec l'Allemagne le 27 septembre 1935. Son application a réduit de 34 millions de francs, à fin août 1935, à 22 millions, au milieu de décembre, le montant des avances accordées par la Confédération pour payer sans réserve les accreditifs délivrés en Allemagne. La suite des négociations n'a malheureusement abouti à aucune réglementation définitive du mouvement touristique germano-suisse, en sorte que l'accord du 17 avril 1935, modifié sur quelques points, est de nouveau appliqué à partir du 16 décembre 1935.

Le 15 mars 1935, un nouvel accord de clearing conclu avec la Hongrie est entré en vigueur. Dans le cadre de la convention générale proprement dite, qui règle les paiements résultant du commerce de marchandises entre les deux pays, une entente est également intervenue sur le régime des créances financières. Enfin, un arrangement relatif aux mesures de contingentement a été signé; il contient des prescriptions générales établissant, sur des bases assez larges, les conditions auxquelles les deux pays délivrent les certificats de contingentement. Les exportations suisses à destination de la Hongrie ont été fortement entravées par la surtaxe de compensation de 41 % que le Gouvernement de ce pays a décidé de prélever, à partir du 28 novembre 1935, sur toutes les marchandises importées (jusqu'ici cette surtaxe était de 25 % au maximum pour la Suisse). Les fonds ainsi obtenus servent à subventionner les exportations hongroises.

Un nouvel accord de clearing a été également conclu avec la Roumanie, le 4 septembre 1935. Il assure le paiement des surtaxes de compensation sur les sommes élevées, dont une partie a été versée depuis longtemps à la Banque Nationale de Roumanie, et qui n'ont pu être liquidées, faute de disponibilités auprès de la Banque nationale suisse. Le premier accord de clearing passé avec la Roumanie imposait déjà au débiteur l'obligation d'effectuer des versements complémentaires jusqu'à ce que le créancier fût entièrement désintéressé. La Roumanie se sert des primes à l'importation pour favoriser ses exportations. Au cours du second semestre de 1935, elle a pu augmenter la vente de ses produits en Suisse; aussi des sommes importantes ont-elles été versées; elles permettront probablement de liquider sans trop tarder le solde considérable que le compte de clearing accuse en faveur des créanciers suisses. Relevons que le recouvrement des surtaxes de compensation se heurte à des difficultés que les prochaines négociations avec la Roumanie devront aplanir.

Après de laborieuses négociations, la Suisse a signé un accord de clearing avec l'Italie, le 3 décembre 1935. Cet accord, entré en vigueur le 10 décembre, est dénonçable en tout temps moyennant un avertissement de trois mois. Il diffère de l'accord germano-suisse en ce sens que les versements et les paiements s'opèrent dans la monnaie du pays où le débiteur, respectivement le créancier, est domicilié. Les conversions dans l'une ou l'autre monnaie se font sur la base de cours que la Banque nationale suisse et l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero établissent d'un commun accord, en tenant compte des cours à vue du franc et de la lire. Les paiements s'effectuent au cours du jour du paiement et les versements au cours du jour du versement. L'accord de clearing avec l'Italie règle les opérations de paiement entre les deux pays, hormis

notamment les paiements relatifs au trafic de tourisme, aux assurances et aux transferts de fonds découlant de l'exécution de services de banques. Le 20% des montants versés à la Banque nationale est réservé au paiement des créances financières. Il s'agit là d'une part fixe à tous les versements effectués à la Banque nationale suisse. Le solde de 80% est destiné au règlement des autres créances suisses, en particulier de celles qui résultent ou dépendent du commerce des marchandises.

On peut inférer de l'accord passé avec l'Italie que, lors de la conclusion d'accords pour la compensation des paiements, le Conseil fédéral se soucie plus que par le passé des créances financières suisses. En raison de la situation de sa balance des paiements et de l'évolution du marché des capitaux, la Suisse a un intérêt majeur à voir rentrer régulièrement les intérêts échus et les capitaux remboursés. Il est de jour en jour plus nécessaire que les avoirs suisses à l'étranger viennent remplacer les fonds que l'étranger a retirés de notre pays. L'attention plus grande que l'on voue aux créances financières suisses lors de la conclusion d'accords de clearing trouve déjà sa justification dans le fait que le montant intégral des capitaux exportés constitue une part de notre fortune nationale.

Depuis l'entrée en vigueur des différents accords de clearing jusqu'à la fin de 1935, on a pu rembourser une somme globale de 614 millions de francs. Sur cette somme, 465 millions proviennent de la compensation des paiements avec l'Allemagne et 149 millions du trafic de clearing avec d'autres pays.

II. Comptes annuels.

1. Bilan arrêté au 31 décembre 1935.
2. Compte de profits et pertes pour 1935.

Actif.

1. Bilan arrêté

		frs.	cts.
Caisse:			
Or	frs. 1 170 620 461. 30		
Autres valeurs en caisse	„ 4 264 997. 67	1 174 885 458	97
Dépôts d'or à l'étranger		218 186 525	55
Disponibilités «or» à l'étranger		7 098 789	45
Portefeuille suisse:			
Effets sur la Suisse	frs. 25 280 820. 89		
Rescriptions	> 114 551 500. —		
Obligations escomptées	> 12 644 448. 55	152 476 769	44
Effets de la Caisse de prêts de la Confédération suisse		85 534 593	21
Avances sur nantissement:			
dénonçables à 10 jours	frs. 139 189 407. 91		
autres	> 3 003 436. 90	142 192 844	81
Autres devises		1 206 474	80
Effets à l'encaissement		1 332 362	04
Correspondants en Suisse		26 655 167	93
Chèques postaux		1 188 752	68
Débiteurs divers		2 745 615	72
Fonds publics		44 887 466	—
Intérêts courus sur titres		313 025	60
Coupons		731 533	25
Bâtiments de la Banque		3 000 000	—
Mobilier		1	—
Capital social non versé		25 000 000	—
		1 887 435 380	45

au 31 décembre 1935.

Passif.

	frs.	cts.
Billets en circulation	1 366 273 755	—
Comptes de virements	357 905 455	79
Administrations fédérales	7 628 737	43
Déposants	24 838 288	39
Clearing avec l'étranger	16 432 767	94
Créanciers divers	43 030 220	23
Mandats généraux et chèques en circulation	1 222 134	52
Réescompte	839 018	50
Dividendes impayés	11 882	65
Capital social	50 000 000	—
Fonds de réserve	12 000 000	—
Provision pour confection des billets de banque	1 000 000	—
Provision pour risques non assurés	1 000 000	—
Bénéfice net	5 253 120	—
	1 887 435 380	45

profits et pertes.

31 décembre 1935.

Avoir.

		frs.	cts.
Escompte et commissions sur effets à l'encaissement:			
Escompte sur effets suisses	frs.	799 430. 29	
» » » rescriptions	»	1 028 225. 40	
» » » obligations	»	185 508. 25	
Escompte du portefeuille suisse	frs.	2 013 163. 94	
Escompte sur effets de la Caisse de prêts de la Confédération suisse	»	898 420. 70	
Commissions sur effets à l'encaissement	»	18 210. 61	2 929 795 25
Produit des affaires en devises		872 171	60
Intérêts créanciers:			
Correspondants en Suisse	frs.	162 820. 24	
Avances sur nantissement	»	2 805 709. 20	
Fonds publics	»	1 374 355. 15	
Chèques postaux	»	5 618. 75	4 348 503 34
Commissions:			
sur achat et vente de titres pour compte de tiers	frs.	138 093. 98	
» émissions et souscriptions	»	84 075. 20	
» coupons	»	67 515. 02	
Droits de garde, location de coffres-forts	»	388 076. 35	677 760 55
Divers:			
Bénéfices sur lingots d'or et monnaies d'or étrangères	frs.	758 226. 29	
Produit net des bâtiments de la Banque	»	38 242. 96	
Divers	»	61 661. 88	858 131 13
		9 686 361	87

III. Détail des comptes annuels.

Actif du bilan.

1. Encaisse.

Solde en caisse au 31 décembre 1934	frs. 2 931 608 936. 84
au cours de l'année 1935	
il a été versé	frs. 2 598 986 953. 28
il a été payé.....	> 3 107 718 046. 15
mouvement de caisse	frs. 5 706 704 999. 43
excédent des paiements	> 508 731 092. 87
Solde en caisse au 31 décembre 1935	frs. 2 422 877 843. 97
Dans ce montant sont compris les propres billets se trouvant dans les caisses de la Banque.	
Détail de l'encaisse au 31 décembre 1935:	
monnaies d'or suisses	frs. 256 293 540. —
lingots d'or	> 670 655 345. 25
monnaies d'or étrangères au poids	> 243 671 576. 05
monnaies divisionnaires	> 4 262 059. 48
divers	> 2 938. 19
Total suivant bilan	frs. 1 174 885 458. 97
plus nos propres billets en caisse	> 1 247 992 385. —
Total	frs. 2 422 877 843. 97

2. Or.

Encaisse-or.

L'encaisse-or s'élève au 31 décembre 1935	
en monnaies d'or suisses	à frs. 256 293 540. —
> lingots d'or	> > 670 655 345. 25
> monnaies d'or étrangères au poids.....	> > 243 671 576. 05
au total dans les caisses de la Banque à	frs. 1 170 620 461. 30
Dépôts d'or à l'étranger	> 218 186 525. 55
Total	frs. 1 388 806 986. 85

La moyenne de l'encaisse-or se répartit comme suit:

monnaies d'or suisses	17,24 %
lingots d'or	55,65 %
monnaies d'or étrangères au poids	16,86 %
dépôts d'or à l'étranger	10,25 %

Mouvement.

Monnaies d'or suisses.

Montant au 31 décembre 1934.....	frs.	235 343 510. —
Montant au 31 décembre 1935.....	>	256 293 540. —
	Augmentation	<u>frs. 20 950 030. —</u>

Lingots d'or.

Montant au 31 décembre 1934.....	frs.	1 247 787 950. 55
Entrées durant l'année 1935	>	70 058 998. 25
		<u>frs. 1 317 846 948. 80</u>
Sorties durant l'année 1935	>	647 942 838. 15
	Solde	<u>frs. 669 904 110. 65</u>
Valeur au 31 décembre 1935, calculée à frs. 3 092. — le kg. au titre de 900/1000	>	670 655 345. 25
	Bénéfice	<u>frs. 751 234. 60</u>

Monnaies d'or étrangères au poids.

Montant au 31 décembre 1934.....	frs.	251 669 382. 05
Entrées au cours de l'année 1935	>	84 124. 95
		<u>frs. 251 753 507. —</u>
Sorties au cours de l'année 1935	>	8 088 922. 64
	Solde	<u>frs. 243 664 584. 36</u>
Valeur d'inventaire au 31 décembre 1935.....	>	243 671 576. 05
	Bénéfice	<u>frs. 6 991. 69</u>

Dépôts d'or à l'étranger.

Les dépôts d'or à l'étranger atteignaient le 31 décembre 1935.....	frs.	218 186 525. 55
dont: auprès de la Banque de France.....	>	89 663 296. 60
> > > Banque d'Angleterre	>	126 499 175. 85
> > > Banque des Règlements Internationaux	>	2 024 053. 10

Les dépôts d'or à l'étranger ont atteint:

en moyenne	frs.	146 990 000
au maximum: du 16 au 27 novembre	>	223 956 840
au minimum: le 8 avril.....	>	21 263 400

3. Affaires en devises.

(Effets sur l'étranger et correspondants à l'étranger.)

Montant au 31 décembre 1934	frs.	7 508 327. 50
Entrées en 1935	>	<u>2 283 693 050. 60</u>
	frs.	2 291 201 378. 10
Sorties en 1935	>	<u>2 282 896 113. 85</u>
Montant au 31 décembre 1935	frs.	<u>8 305 264. 25</u>
Ce montant se répartit comme suit :		
devises-or	frs.	7 098 789. 45
autres devises	>	<u>1 206 474. 80</u>
Les devises-or se composent actuellement d'avoirs en francs français.		
Les devises-or seules ont atteint :		
en moyenne	frs.	10 095 000
au maximum: le 15 octobre	>	<u>22 595 233</u>
Pendant quelques jours des mois d'avril et mai, le portefeuille ne contenait pas de devises-or.		
Produit des affaires en devises	frs.	872 171. 60

4. Escompte.

Effets sur la Suisse.

(Voir annexe No. 2)

	<u>Nombre</u>		<u>Montant</u>
En portefeuille au 31 décembre 1934	1 931	frs.	13 412 579. 11
Escompté au cours de l'année 1935	<u>25 795</u>	>	<u>245 712 953. 69</u>
	27 726	frs.	259 125 532. 80
Encaissé au cours de l'année 1935	<u>25 162</u>	>	<u>233 844 711. 91</u>
En portefeuille au 31 décembre 1935	<u>2 564</u>	frs.	<u>25 280 820. 89</u>
Le portefeuille des effets suisses s'est élevé :			
en moyenne		à frs.	33 961 000
au maximum: le 29 juin		> >	90 568 915
au minimum: le 15 janvier		> >	10 559 195
Le montant moyen des effets escomptés sur la Suisse s'élève à frs. 9 526.			
La moyenne des jours à courir des effets escomptés sur la Suisse est de 52 jours.			
Dans le courant de l'année, la Banque a retourné aux cédants, faute de paiement :			
	<u>Nombre</u>		<u>Montant</u>
effets sans frais	654	frs.	621 161. 85
effets protestés	391	>	<u>427 205. 35</u>
La proportion des effets retournés aux cédants, faute de paiement, est de 0,43 % du montant total des effets escomptés.			
Escompte sur effets suisses		frs.	799 430. 29

Rescriptions.
(Voir annexe No. 2)

	<u>Montant</u>	<u>Nombre</u>	<u>Montant</u>
Rescriptions en portefeuille au 31 décembre 1934:			
cantons et communes		27	frs. 3 983 567. 45
Rescriptions escomptées au cours de l'année 1935:			
Confédération et Chemins de fer fédéraux	frs. 343 000 000. —		
cantons et communes	> 88 588 800. —	1 207	> 431 588 800. —
		1 234	frs. 435 572 367. 45
Rescriptions encaissées au cours de l'année 1935:			
Confédération et Chemins de fer fédéraux	frs. 252 400 000. —		
cantons et communes	> 68 620 867. 45	805	> 321 020 867. 45
Rescriptions en portefeuille au 31 décembre 1935:			
Confédération et Chemins de fer fédéraux	frs. 90 600 000. —		
cantons et communes	> 23 951 500. —	429	frs. 114 551 500. —

La moyenne des jours à courir du total des rescriptions est de 68 jours.

Le montant des rescriptions s'est élevé:

en moyenne.....	à frs. 42 851 000
au maximum: le 31 décembre	> > 114 551 500
au minimum: du 15 au 20 février	> > 3 156 400
Escompte sur rescriptions	> 1 028 225. 40

Obligations.

	<u>Nombre</u>	<u>Montant</u>
En portefeuille au 31 décembre 1934	2 662	frs. 8 860 888. 33
Escompté au cours de l'année 1935.....	20 104	> 57 516 443. 95
	22 766	frs. 66 377 332. 28
Encaissé au cours de l'année 1935	19 865	> 53 732 883. 73
En portefeuille au 31 décembre 1935	2 901	frs. 12 644 448. 55

Le portefeuille des obligations escomptées s'est élevé:

en moyenne	à frs. 8 505 000
au maximum: le 7 juin	> > 18 409 646
au minimum: le 10 octobre	> > 3 826 752
Escompte sur obligations	> 185 508. 25

5. Escompte des effets de la Caisse de prêts de la Confédération suisse.

	<u>Nombre</u>	<u>Montant</u>
Montant au 31 décembre 1934.....	22	frs. 5 922 000. —
Escompté au cours de l'année 1935	<u>699</u>	<u>> 272 849 116. 30</u>
	721	frs. 278 771 116. 30
Encaissé au cours de l'année 1935.....	<u>566</u>	<u>> 193 236 523. 09</u>
Montant au 31 décembre 1935	<u>155</u>	<u>frs. 85 534 593. 21</u>

La moyenne des jours à courir des effets escomptés est de 78 jours.

Le montant des effets de la Caisse de prêts s'est élevé:

en moyenne	à frs. 41 278 000
au maximum: le 31 décembre	> > 85 534 593
au minimum: le 7 mars	> > 950 000
Escompte sur effets de la Caisse de prêts	> 898 420, 70

6. Avances sur nantissement.

(Voir annexe No. 3)

Le nombre des comptes de nantissement ouverts s'élevait le 31 décembre 1935 à 2 332.

Montant au 31 décembre 1934	frs. 117 985 363. 77
Avances consenties durant l'année 1935.....	<u>> 664 940 665. 01</u>
	frs. 782 926 028. 78
Avances remboursées durant l'année 1935.....	<u>> 640 733 183. 97</u>
Montant au 31 décembre 1935.....	<u>frs. 142 192 844. 81</u>

Le montant des obligations de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que des banques qui jouissent de la garantie cantonale, remises en nantissement représentait le 31 décembre 1935 le 87,21 % de la somme totale des gages.

Le montant des avances consenties s'est élevé:

en moyenne	à frs. 87 630 000
au maximum: le 31 décembre	> > 142 192 845
au minimum: le 19 mars	> > 63 060 285

Les crédits accordés sur nantissement ont été utilisés en moyenne 40,3 jours.

Le total des intérêts perçus par la Banque a atteint

frs.	2 805 709. 20
------	---------------

7. Encaissement.

La Banque a reçu à l'encaissement au cours de l'année 1935 :

59 038 chèques et effets pour	frs.	263 062 722. 74	sur des maisons faisant partie d'une chambre de compensation,
<u>48 856</u>	>	<u>57 396 630. 39</u>	sur d'autres tirés
107 894 chèques et effets pour	frs.	320 459 353. 13	au total, y compris
8 996 chèques et effets pour	frs.	78 868 265. 33	reçus en couverture de correspondants suisses.

Montant moyen des appoints à l'encaissement :

sur des maisons faisant partie d'une chambre de compensation	frs.	4 456
sur d'autres tirés	>	1 175
moyenne de tous les appoints présentés à l'encaissement	>	2 970

La Banque a perçu, au cours de cet exercice, frs. 18 210. 61 pour frais d'encaissement et frais de retour sur appoints à l'encaissement.

8. Comptes des correspondants suisses.

Au 31 décembre 1935, le réseau des correspondants de la Banque s'étendait à 318 places bancables et 115 places auxiliaires. Le nombre de ces correspondants s'élevait à 386.

Avoir de la Banque au 31 décembre 1934 frs. 19 243 865. 76

En 1935, les comptes des correspondants ont été

crédités de frs. 1 107 634 446. 62

débités de > 1 115 045 748. 79

mouvement total frs. 2 222 680 195. 41

excédent des débits > 7 411 302. 17

Avoir de la Banque au 31 décembre 1935 frs. 26 655 167. 93

L'avoir de la Banque chez ses correspondants a atteint :

en moyenne frs. 11 184 000

au maximum: le 31 décembre > 26 655 168

au minimum: le 23 décembre > 4 704 431

Le mouvement total des comptes des correspondants se répartit comme suit :

	Nombre des postes		Montant	En pour-cent du montant
Ecritures au crédit.				
Paiements des correspondants				
pour compte des administrations fédérales .	15 007	frs.	113 217 771. 17	10,22
pour compte de tiers	249	>	1 243 961. 20	0,11
Couvertures des correspondants				
en espèces	—	>	261 222 698. 05	23,58
par remises ou bonifications	—	>	709 901 783. 74	64,09
Dispositions	1 536	>	13 028 772. 58	1,18
Divers	—	>	9 019 459. 88	0,82
	Total		frs. 1 107 634 446. 62	100
Ecritures au débit.				
Versements aux correspondants				
pour compte des administrations fédérales .	123 604	frs.	1 019 182 847. 73	91,40
pour compte de tiers	6 915	>	31 916 516. 89	2,86
Effets remis à l'encaissement	—	>	37 643 208. 29	3,38
Divers	—	>	26 303 175. 88	2,36
	Total		frs. 1 115 045 748. 79	100

Les comptes des correspondants ont rapporté à la Banque un intérêt de frs. 162 820. 24

9. Comptes de chèques postaux.

Les comptes de chèques postaux de la Banque ont présenté, au cours de l'exercice, le mouvement suivant :

Avoir en comptes de chèques postaux au 31 décembre 1934	frs.	1 458 797. 65
En 1935, les comptes de chèques postaux ont été		
crédités de	frs.	3 237 956 641. 26
débités de	>	3 238 226 686. 23
mouvement total	frs.	6 476 183 327. 49
excédent des débits	>	270 044. 97
Avoir en comptes de chèques postaux au 31 décembre 1935	frs.	1 188 752. 68
Les intérêts bonifiés sur les comptes de chèques postaux s'élèvent à	frs.	5 618. 75

Inventaire des fonds publics appartenant à la Banque au 31 décembre 1935.

<u>Catégorie</u>	<u>Rembourse- ment</u>	<u>Montant nominal</u>	<u>Cours</u>	<u>Valeur d'inventaire</u>
5 % Obl. Emprunt fédéral 1925	1940	frs. 36 000. —	98 %	frs. 35 280. —
5 % » C.F.F. 1925 (V ^e Electrif.) . . .	1936	» 500 000. —	98 %	» 490 000. —
3 1/2 % Bons de caisse des C.F.F. 1935 .	1941	» 11 000 000. —	90 %	» 9 900 000. —
		<u>frs. 11 536 000. —</u>		<u>frs. 10 425 280. —</u>
Obligations de diverses banques cantonales	1936/38	frs. 4 415 000. —	98 %	frs. 4 326 700. —
2 % Bons de caisse de la Caisse de prêts de la Confédération suisse	1936	» 30 000 000. —	100 %	» 30 000 000. —
2 % Obl. Société de gestion de la Banque de Genève, garanties par l'Etat de Genève		» <u>387 100. —</u>	35 %	» 135 485. —
Divers				» <u>1. —</u>
			Total	frs. 44 887 466. —

II. Immeubles de la Banque et mobilier.

Immeubles de la Banque.

Au 31 décembre 1935, la valeur en compte des bâtiments atteignait, comme l'année précédente	frs.	3 000 000. —
Les loyers encaissés s'élevaient à	frs.	314 007. 40
moins dépenses pour entretien des immeubles, éclairage, chauffage, nettoyage et garde des locaux	»	<u>275 764. 44</u>
Produit net	frs.	<u>38 242. 96</u>

Mobilier.

Le mobilier figurait dans les livres au 31 décembre 1934 pour une valeur de	frs.	1. —
Les achats faits en 1935 pour le montant de	»	12 955. 45
ont été entièrement amortis.		
Le solde au 31 décembre 1935 est ramené à	»	1. —

Passif du bilan.

12. Emission et couverture des billets.

Circulation des billets.

(Voir annexe N° 4)

La circulation des billets de la Banque nationale (y compris les billets non rentrés des anciennes banques d'émission) se montait:

au 31 décembre 1934	à	frs.	1 440 272 320
au 31 décembre 1935	>	>	1 366 273 755
		Diminution	<u>frs. 73 998 565</u>

La circulation des billets s'est élevée:

en moyenne	à	frs.	1 282 963 000
au maximum: le 2 janvier	>	>	1 430 070 990
au minimum: le 21 août	>	>	1 218 678 045

Durant l'exercice, la Banque a retiré définitivement de la circulation les billets détériorés suivants de sa propre émission:

<u>Coupages de</u>	<u>Nombre</u>	<u>Valeur</u>
frs. 1 000	3 800	frs. 3 800 000
> 500	5 016	> 2 508 000
> 100	188 090	> 18 809 000
> 50	136 060	> 6 803 000
> 20	1 530 000	> 30 600 000
> 5	—	> —
Total	<u>1 862 966</u>	<u>frs. 62 520 000</u>

Montants des billets de la Banque nationale rappelés et non rentrés:

billets intérimaires de 50, 100, 500 et 1000 francs, portant, dans l'angle droit supérieur, la rosace rouge et la croix fédérale et datés du 1 ^{er} février 1907 (expiration du délai de remboursement: 30 juin 1945)	frs.	676 750
billets de 100 francs de la III ^e émission, portant comme vignette au recto la tête de Guillaume Tell, séries 1A—1E et 2A—2K (expiration du délai de remboursement: 30 juin 1945)	>	702 100
billets de 20 francs de la I ^{re} émission, portant une tête de femme dans la vignette du recto, séries 1A—10W (expiration du délai de remboursement: 31 décembre 1955)	>	7 046 100
	Total	<u>frs. 8 424 950</u>

Le montant des billets non rentrés des anciennes banques d'émission

s'élevait le 31 décembre 1935 à frs. 1 266 000

Conformément à l'art. 80 de la loi sur la Banque du 7 avril 1921, la Banque nationale est tenue de rembourser ces billets jusqu'au 20 juin 1940.

Couverture des billets.

(Voir annexe N° 5)

Le montant de l'encaisse-or constituant la couverture métallique, aux termes de la loi sur la Banque, s'est élevé :

en moyenne à frs. 1 457 053 000

au maximum: le 14 janvier > > 1 909 795 484

au minimum: le 4 juin > > 1 161 454 557

Couverture-or exprimée en pour-cent de la circulation des billets:

en moyenne 113,57 %

au maximum: le 22 janvier 145,84 %

au minimum: le 4 juin 90,29 %

La couverture de la circulation des billets par l'encaisse-or, en Suisse seulement, a atteint :

en moyenne 102,11 %

au maximum: le 23 janvier 133,77 %

au minimum: le 31 mai 84,96 %

La couverture totale de la circulation des billets s'est élevée au 31 décembre 1935 :

Or frs. 1 388 806 987

Autres actifs pouvant servir de couverture des billets:

devises-or frs. 7 098 790

portefeuille suisse > 152 476 769

effets de la Caisse de prêts de la Con-
fédération suisse > 85 534 593

avances sur nantissement > 139 189 408 > 384 299 560

Couverture totale des billets frs. 1 773 106 547

Circulation des billets > 1 366 273 755

La couverture supplémentaire a donc atteint frs. 406 832 792

13. Service des virements.

(Voir annexe N° 6)

Le nombre des comptes de virements atteignait le 31 décembre 1934 1 307

Il s'élevait le 31 décembre 1935 à 1 348

Solde de l'avoir en comptes de virements au 31 décembre 1934 frs. 539 407 144. 02

En 1935, les écritures se sont élevées :

au crédit à frs. 19 692 466 946. 10

au débit > > 19 873 968 634. 33

mouvement total frs. 39 566 435 580. 43

excédent des écritures au débit > 181 501 688. 23

Solde de l'avoir en comptes de virements au 31 décembre 1935 frs. 357 905 455. 79

De ce montant, frs. 7 956 500. — étaient soumis à une dénonciation de 10 jours (avoirs minima).

Le montant total de l'avoir en comptes de virements s'est élevé :

en moyenne à frs. 349 690 000

au maximum: le 15 janvier > > 586 886 928

au minimum: le 4 juin > > 191 189 702

Le mouvement total du service des virements se décompose comme suit :

	Nombre des postes	Montant	En pour-cent du montant
versements et paiements en espèces	59 435	frs. 2 522 749 084. 71	6, ₃₈
compensations.....	511 836	> 8 855 540 356. 24	22, ₃₈
virements sur place	314 774	> 23 312 917 150. 86	58, ₉₂
virements de place à place	88 873	> 4 875 228 988. 62	12, ₃₂
Total	<u>974 918</u>	<u>frs. 39 566 435 580. 43</u>	<u>100</u>

Le 93,₆₂ % du mouvement total des comptes de virements pour 1935 a donc pu être réglé par simples écritures, sans mouvement d'espèces.

Les montants versés ont été laissés en compte 6,₄₀ jours en moyenne.

Un avoir d'un franc en compte de virements a donné lieu à un mouvement annuel moyen de 113 frs.

14. Comptes des administrations fédérales.

Service des versements et paiements.

(Voir annexe N° 7)

Le montant des avoirs des administrations fédérales

s'élevait le 31 décembre 1934..... à frs. 39 612 045. 20

En 1935, les écritures au crédit se montaient à frs. 4 885 491 091. 32

les écritures au débit se montaient à > 4 917 474 399. 09

mouvement total de ces comptes frs. 9 802 965 490. 41

excédent des écritures au débit > 31 983 307. 77

Montant au 31 décembre 1935 frs. 7 628 737. 43

Détail des écritures au cours de l'année 1935:

	Nombre des postes	Montant	En pour-cent du montant
versements et paiements en espèces	177 893	frs. 2 507 431 626. 53	25,58
compensations	20 963	> 3 332 732 736. 62	34,00
virements sur place	4 792	> 3 503 896 378. 46	35,74
virements de place à place	9 119	> 458 904 748. 80	4,68
Total	212 767	frs. 9 802 965 490. 41	100

Le mouvement total se répartit comme suit:

	Crédits	Débits
Caisse d'Etat fédérale	frs. 1 535 916 432. 15	frs. 1 569 072 088. 10
Administration fédérale des postes	> 2 589 128 746. 19	> 2 589 134 594. 87
Chemins de fer fédéraux	> 742 391 176. 12	> 741 752 255. 89
Autres administrations	> 18 054 736. 86	> 17 515 460. 23
Total	frs. 4 885 491 091. 32	frs. 4 917 474 399. 09

En dehors des comptoirs de la Banque, divers établissements de banque et caisses d'épargne s'occupent, en qualité de correspondants de la Banque nationale, du service des versements et paiements avec l'Administration fédérale des postes, les Chemins de fer fédéraux et l'Administration des douanes. Le service des versements et paiements est assuré

avec l'Administration fédérale des postes sur 316 places par 360 correspondants

» les Chemins de fer fédéraux	» 177	»	» 179	»
» l'Administration des douanes suisses »	14	»	» 14	»

L'avoir des administrations fédérales s'est élevé :

en moyenne	à frs.	14 039 000
au maximum : le 23 janvier	»	64 196 690
au minimum : le 30 avril	»	51 797

Le montant des intérêts crédités aux administrations fédérales a atteint » 26 552. 56

Gestion de titres.

Au 31 décembre 1935, la Banque avait en dépôt pour la garde et la gestion :

des titres remis par la Confédération pour	frs.	729 876 269. —
» » » » les Chemins de fer fédéraux pour	»	201 905 900. —
	Total frs.	<u>931 782 169. —</u>

Dans ces chiffres sont comprises les obligations de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux déposées contre certificats nominatifs auprès de la Caisse d'Etat fédérale et de la Caisse principale des Chemins de fer fédéraux, conservées et gérées par la Banque pour compte de ces administrations. Il a été payé aux porteurs de certificats de ce genre, au cours de l'année 1935 :

pour 3 137 titres remboursables	frs.	3 274 600. —
» 426 260 coupons	»	11 184 406. 45
	Total frs.	<u>14 459 006. 45</u>

Paiement de titres et coupons.

Fonctionnant comme domicile de paiement, la Banque a payé, en 1935, pour le compte de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux, les titres remboursables et coupons échus suivants :

	<u>Nombre</u>		<u>Montant</u>
titres remboursables	16 046	frs.	19 872 971. 25
coupons	1 289 905	»	32 382 151. 90
	Total	<u>1 305 951</u>	frs. <u>52 255 123. 15</u>

15. Comptes de dépôts.

Solde des comptes de dépôts au 31 décembre 1934	frs.	45 864 290. 50
En 1935, les écritures se sont élevées :		
au crédit	à frs.	260 472 803. 28
au débit	» »	281 498 805. 39
mouvement total	frs.	541 971 608. 67
excédent des écritures au débit	»	21 026 002. 11
Montant au 31 décembre 1935	frs.	<u>24 838 288. 39</u>

Le montant de l'avoir en comptes de dépôts s'est élevé :

en moyenne	à frs.	29 437 000
au maximum: le 7 janvier	» »	46 360 617
au minimum: le 4 juin	» »	23 411 772
Il a été bonifié en intérêts aux comptes de dépôts	»	159 628. 28

16. Mandats généraux et chèques.

	<u>Nombre</u>		<u>Montant</u>
Tirages sur la Banque, en circulation au 31 décembre 1934.....	409	frs.	928 490. 50
Tirages émis en 1935 par nos établissements et par nos clients et qui n'ont pas été compensés par le débit des comptes de virements	16 334	»	110 543 771. 91
	16 743	frs.	111 472 262. 41
Ont été payés	16 393	»	110 250 127. 89
Restaient en circulation au 31 décembre 1935	<u>350</u>	frs.	<u>1 222 134. 52</u>

Les tirages, auxquels ont procédé les établissements de la Banque, se répartissent ainsi qu'il suit pour l'exercice 1935 :

	<u>Nombre</u>		<u>Montant</u>
Mandats généraux sur nos établissements	3 097	frs.	9 962 182. 93
Chèques sur nos établissements	3 130	»	30 749 772. 19
Chèques sur nos correspondants	1 536	»	13 028 772. 58

17. Fonds propres de la Banque.

Capital social.

Le capital social de frs. 50 000 000. —, divisé en 100 000 actions de frs. 500. — chacune dont 50 % versés, soit frs. 250. — par action, est resté sans changement.

Le Comité de banque a approuvé, durant l'année, le transfert de 2 393 actions au nom de nouveaux propriétaires.

Suivant les inscriptions au registre des actionnaires, le capital social se trouvait réparti au 31 décembre 1935 entre:

2 409 actionnaires possédant chacun	1 action
2 623 " " " "	2 actions
1 730 " " " " de	3 à 5 "
605 " " " " "	6 à 10 "
434 " " " " "	11 à 25 "
155 " " " " "	26 à 50 "
55 " " " " "	51 à 100 "
23 " " " " "	101 à 200 "
11 " " " "	plus de 200 "
<hr/>	<hr/>
8 045 actionnaires particuliers possédant ensemble	46 262 actions
23 cantons et demi-cantons " "	38 236 "
24 banques cantonales possédant ensemble . . .	15 502 "
<hr/>	<hr/>
8 092 actionnaires possédant ensemble	100 000 actions

Le 53,74 % du capital social appartient aux cantons et aux banques cantonales et le 46,26 % à des actionnaires particuliers. A l'Assemblée générale des actionnaires, un actionnaire particulier ne peut disposer de plus de cent voix pour ses propres actions et celles qu'il représente (art. 37 de la loi sur la Banque nationale).

Fonds de réserve.

Par suite de la décision de l'Assemblée générale du 9 mars 1935, le fonds de réserve s'élève à frs. 12 000 000

Conformément aux prescriptions de l'art. 28, 1^{er} alinéa, de la loi sur la Banque nationale, le 10 % du bénéfice net accusé par le compte de profits et pertes, au maximum 2 % du capital effectivement versé, est attribué au fonds de réserve > 500 000

Après attribution de frs. 500 000 prélevés sur le bénéfice net de l'exercice 1935, le fonds de réserve s'élèvera à frs. 12 500 000

Compte de profits et pertes.

18. Résultat des opérations de la Banque.

Les recettes de la Banque durant l'année 1935 se décomposent comme suit:

Escompte et commissions sur effets à l'encaissement	frs.	2 929 795.25
Produit des affaires en devises	>	872 171.60
Intérêts créanciers	>	4 348 503.34
Commissions	>	677 760.55
Divers	>	858 131.13
Total	frs.	9 686 361.87
moins: intérêts débiteurs	>	186 180.84
Bénéfice brut	frs.	9 500 181.03

A déduire du bénéfice brut:

Frais généraux et d'administration	frs.	3 455 344.62
Frais de confection des billets de banque	>	172 673.70
Amortissements	>	419 042.71
Provision pour la contribution fédérale de crise, deuxième période	>	200 000.—
Total	frs.	4 247 061.03
Bénéfice net	frs.	5 253 120.—

Conformément à l'art. 28 de la loi sur la Banque nationale, le bénéfice de frs. 5 253 120.—
accusé par le compte de profits et pertes doit être réparti ainsi qu'il suit:

il est fait en faveur du fonds de réserve un premier prélèvement de 2% du
capital effectivement versé > 500 000.—

le solde restant à la disposition de l'Assemblée générale des actionnaires, soit frs. 4 753 120.—
est affecté:

- a) au paiement d'un dividende de 5% sur le capital
effectivement versé, soit frs. 1 250 000.—
- b) au paiement d'un superdividende de 1% sur le
capital effectivement versé, soit > 250 000.— > 1 500 000.—

l'excédent de frs. 3 253 120.—

est à verser à la Caisse d'Etat fédérale selon l'art. 28, 4^e et 5^e alinéas, de la loi sur la Banque.

Le superdividende de 1% doit être distribué tant que la Banque nationale verse aux cantons l'indemnité
prévue à l'art. 28, 4^e alinéa, chiffre 1, de la loi sur la Banque.

Résolutions.

Nous fondant sur l'exposé ci-dessus, nous avons l'honneur de proposer les résolutions suivantes :

1) L'Assemblée approuve le présent rapport ainsi que le compte de profits et pertes et le bilan arrêtés au 31 décembre 1935, et donne décharge à l'administration de la Banque de sa gestion pendant l'exercice écoulé.

2) La somme disponible, soit frs. 4 753 120. —, sera répartie comme suit :

frs. 1 250 000. — paiement d'un dividende ordinaire de 5 %,

» 250 000. — » » superdividende de 1 %,

» 3 253 120. — à verser à la Caisse d'Etat fédérale.

frs. 4 753 120. —

Nous ne voudrions pas terminer ce rapport sans exprimer notre gratitude au Chef du Département fédéral des finances et des douanes, Monsieur le Dr A. Meyer, président de la Confédération; au cours de cet exercice, riche en événements importants pour la Banque, nous avons apprécié le concours éclairé qu'il a continué de nous prêter. Nous remercions aussi nos correspondants sans oublier les banques, les commerçants, les industriels et les agriculteurs de leur précieuse collaboration. Les bons services que nous ont rendus nos fonctionnaires et employés méritent également notre reconnaissance.

Zurich, le 14 janvier 1936.

Au nom de la Direction générale de la Banque Nationale Suisse :

Le président,

G. Bachmann.

Le secrétaire général,

Schneebeli.

Le Comité de banque de la Banque Nationale Suisse

a pris connaissance, dans sa séance du 22 janvier 1936, du présent rapport sur l'exercice 1935, ainsi que des annexes, et l'a approuvé. Conformément aux articles 45, 2^e alinéa, chiffre 4, et 51, 1^{er} alinéa, de la loi sur la Banque nationale, le Comité soumet ce rapport au Conseil de banque avec les propositions suivantes :

Le Comité

propose

au Conseil de banque d'arrêter :

1. Le rapport sur l'exercice 1935 ainsi que le compte de profits et pertes et le bilan au 31 décembre 1935 sont approuvés pour être soumis au Conseil fédéral et à l'Assemblée générale des actionnaires.

2. Le Conseil de banque soumet à l'Assemblée générale les résolutions formulées dans le rapport.

Berne, le 22 janvier 1936.

Au nom du Comité de banque de la Banque Nationale Suisse :

Le président du Conseil de banque,

Dr Schaller.

Le secrétaire,

Mosimann.

Traduction.

Rapport présenté à l'Assemblée générale des Actionnaires de la Banque Nationale Suisse par la Commission de contrôle.

Berne, le 7 février 1936.

Monsieur le Président,
Messieurs les Actionnaires,

Au cours de l'année dernière, votre Commission de contrôle a procédé à des revisions dans toutes les succursales de la Banque, ainsi que dans les agences de La Chaux-de-Fonds, Bienne et Winterthur, et elle vient de pointer la comptabilité générale et de vérifier les existences aux sièges de Zurich et de Berne.

Ses travaux étant terminés et tout ayant été trouvé exact, votre Commission de contrôle déclare que le compte de profits et pertes et le bilan au 31 décembre 1935, qui vous sont soumis, sont conformes aux soldes des comptes ouverts au Grand livre de la Banque.

Elle se plaît à constater que la comptabilité générale et celle des succursales sont d'une clarté parfaite et que l'ordre règne dans tous les services de la Banque.

Après des amortissements effectués pour un montant de frs. 419 042.71 (frs. 404 893.40 sur fonds publics, frs. 1 193.86 sur affaires courantes et frs. 12 955.45 sur le mobilier), le bénéfice net de 1935 s'élève à frs. 5 253 120. —.

Nous avons l'honneur de vous proposer, Monsieur le Président et Messieurs les Actionnaires, d'approuver le compte de profits et pertes et le bilan au 31 décembre 1935 tels qu'ils vous sont présentés et la répartition du bénéfice suivant les propositions du Conseil de banque.

Veillez aussi nous donner décharge de notre mandat.

La Commission de contrôle:

J. Glarner.
W. Amstalden.
H. Mauchle.

Le Conseil fédéral suisse,

en exécution de l'art. 65, chiffre 2, lettre *i*, de la loi fédérale du 7 avril 1921 sur la Banque nationale suisse;
vu le rapport de la Commission de contrôle prévu par l'art. 53, 2^e alinéa, de ladite loi, daté du 7 février 1936;
sur la proposition du Département fédéral des finances et des douanes,

arrête :

Le rapport de gestion et le compte annuel de la Banque nationale suisse pour l'exercice de 1935 sont approuvés conformément aux prescriptions de la loi.

Berne, le 11 février 1936.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération,
Meyer.

Le chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

Liste des annexes.

- N^o 1. Situations hebdomadaires.
- › 2. Mouvement des effets sur la Suisse et des rescriptions.
 - › 3. Mouvement des avances sur nantissement.
 - › 4. Répartition des billets en circulation.
 - › 5. Couverture des billets en circulation.
 - › 6. Mouvement du service des virements.
 - › 7. Mouvement sur comptes des administrations fédérales.
 - › 8. Mouvement d'affaires des divers établissements de la Banque.
 - › 9. Taux d'escompte et taux des avances sur nantissement de la Banque depuis son ouverture.
 - › 10. Tableaux du mouvement et des résultats de la Banque depuis 1907 :
 - I: Situation au 31 décembre.
 - II: Moyennes annuelles.
 - III: Mouvement.
 - IV: Résultats des opérations.
 - › 11. Chambres de compensation :
 - I: Mouvement mensuel.
 - II: Mouvement annuel.
 - › 12. Clearing des titres pour opérations au comptant sur les places de Bâle et Zurich.
 - › 13. Changes à vue en Suisse (cours de la demande).
 - › 14. Planches graphiques :
 - I: Banque nationale suisse. Moyennes mensuelles.
 - II: Couverture des billets en circulation, en fin de mois.
 - III: Ecart des changes étrangers en Suisse par rapport à la parité. Moyennes mensuelles :
 - Paris, Amsterdam et New-York
 - Londres
 - IV: Index des bourses suisses.
 - V: Index suisse des prix.
 - VI: Taux officiels d'escompte et taux hors banque :
 - Suisse (taux d'escompte, taux des avances sur nantissement et rendement des obligations Chemins de fer fédéraux 3¹/₂%, série A—K)
 - France
 - New-York
 - Angleterre
 - Pays-Bas
 - › 15. Rayons et établissements de la Banque.
 - › 16. Liste des places bancables et auxiliaires.
 - › 17. Liste des membres des autorités et des organes de la Banque.

Date	Actif										
	Encaisse-or			Dis- ponibilités « or » à l'étranger	Portefeuille effets sur la Suisse			Effets de la Caisse de prêts de la Confédéra- tion suisse	Avances sur nantissement		
	en Suisse	à l'étranger	Total		Effets de change	Res- criptions	Total		Total	dénonçables à 10 jours	
	francs										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Janvier .	7	1 734 803 412	174 991 212	1 909 794 624	5 121 461	20 103 957	3 983 567	24 087 524	4 422 000	73 839 890	70 839 890
	15	1 734 804 039	174 991 212	1 909 795 251	5 403 753	18 624 546	3 853 064	22 477 610	3 672 000	65 625 589	62 595 557
	23	1 727 775 189	155 362 150	1 883 137 339	4 678 524	24 594 337	3 885 900	28 480 237	3 622 000	67 456 197	64 426 165
	31	1 727 800 083	109 803 097	1 837 603 180	2 624 515	23 045 099	3 288 400	26 333 499	2 122 000	68 401 353	65 371 321
Février .	7	1 726 782 444	96 079 156	1 822 861 600	3 658 984	21 214 770	3 296 400	24 511 170	1 350 000	67 010 365	63 980 334
	15	1 725 797 092	87 579 288	1 813 376 380	6 166 534	19 552 240	3 156 400	22 708 640	1 350 000	67 465 132	64 365 100
	23	1 706 530 837	87 888 225	1 794 419 062	8 292 686	18 920 706	3 198 400	22 119 106	1 350 000	65 193 732	62 093 700
	28	1 687 961 578	106 449 513	1 794 411 091	6 458 943	19 736 863	9 198 400	28 935 263	1 450 000	66 938 080	63 838 048
Mars ...	7	1 681 029 088	101 357 997	1 782 387 085	14 078 758	18 509 304	4 698 400	23 207 704	950 000	65 712 064	62 612 032
	15	1 681 036 515	101 357 997	1 782 394 512	12 698 878	16 616 042	5 198 400	21 814 442	4 650 000	65 557 484	62 478 316
	23	1 680 022 129	92 753 314	1 772 775 443	6 290 661	20 042 787	6 398 400	26 441 187	4 650 000	63 123 961	60 053 961
	31	1 620 350 945	92 442 337	1 712 793 282	6 225 191	23 834 032	7 130 900	30 964 932	13 550 000	77 549 230	74 484 520
Avril ...	7	1 515 458 880	79 094 120	1 594 553 000	5 583 604	24 335 342	8 200 900	32 536 242	13 800 000	73 381 313	70 311 313
	15	1 350 828 315	106 602 275	1 457 430 590	2 964 376	49 532 198	20 425 900	69 958 098	26 000 000	73 644 649	70 583 639
	23	1 284 083 695	118 145 890	1 402 229 585	4 132 932	50 850 831	36 450 900	87 301 731	26 500 000	70 493 437	67 434 227
	30	1 247 949 286	116 995 489	1 364 944 775	7 242 477	54 905 107	58 265 900	113 171 007	33 215 000	82 212 185	79 151 482
Mai ...	7	1 248 124 731	94 713 143	1 342 837 874	3 298 554	55 804 519	63 265 900	119 070 419	32 715 000	76 356 197	73 354 703
	15	1 147 852 674	117 165 979	1 265 018 653	2 370 987	58 066 827	49 975 900	108 042 727	34 715 000	77 582 655	74 581 161
	23	1 120 806 949	87 393 368	1 208 200 317	1 033 546	76 158 172	54 925 900	131 084 072	47 982 000	84 086 178	81 084 703
	31	1 106 295 622	86 377 368	1 192 672 990	6 741 166	89 448 554	79 245 900	168 694 454	52 833 000	112 412 886	109 396 411
Juin ...	7	1 107 327 091	55 158 681	1 162 485 772	10 619 386	103 400 908	67 635 900	171 036 808	55 129 000	114 731 954	111 715 480
	15	1 107 327 986	55 356 068	1 162 684 054	10 813 501	99 345 944	52 453 090	151 799 034	56 229 000	97 224 371	94 207 896
	23	1 113 517 252	55 356 288	1 168 873 540	10 851 996	98 659 713	48 284 590	146 944 303	56 929 000	99 474 424	96 457 950
	30	1 122 848 957	72 635 819	1 195 484 776	10 933 658	108 080 452	69 707 090	177 787 542	62 852 000	129 342 271	126 325 733
Juillet ...	7	1 128 119 464	92 735 004	1 220 854 468	11 193 218	90 969 311	58 767 090	149 736 401	62 252 000	114 014 735	110 998 196
	15	1 131 188 104	120 974 297	1 252 162 401	10 513 279	83 093 442	43 009 486	126 102 928	60 783 000	89 465 362	86 448 823
	23	1 131 654 211	146 405 914	1 278 060 125	10 629 126	69 031 451	31 509 486	100 540 937	54 905 000	92 727 410	89 693 371
	31	1 134 978 408	154 348 746	1 289 327 154	11 325 912	63 830 099	60 070 000	123 900 099	52 905 000	95 062 770	92 028 732
Août ...	7	1 135 827 843	165 095 111	1 300 922 954	11 511 006	63 847 929	41 570 000	105 417 929	51 545 000	93 511 466	90 540 927
	15	1 137 000 362	181 719 797	1 318 720 159	12 578 091	53 996 632	39 970 000	93 966 632	50 345 000	88 600 116	85 633 177
	23	1 138 854 866	200 186 761	1 339 041 627	7 271 175	51 081 269	38 920 000	90 001 269	50 095 000	90 770 328	87 741 336
	31	1 159 256 717	206 830 804	1 366 087 521	7 498 015	36 763 449	70 120 000	106 883 449	49 845 000	89 442 406	86 353 414
Septembre	7	1 165 177 556	207 070 606	1 372 248 162	9 302 909	32 692 530	70 120 000	102 812 530	53 467 000	88 375 291	85 346 299
	15	1 165 309 594	207 070 606	1 372 380 200	15 260 062	30 261 190	58 100 000	88 361 190	53 267 000	86 709 778	83 682 286
	23	1 165 344 539	207 070 606	1 372 415 145	17 867 293	27 272 729	57 103 000	84 375 729	52 785 000	90 973 384	87 945 893
	30	1 165 344 489	207 070 606	1 372 415 095	20 411 283	23 324 480	73 522 500	96 846 980	58 773 000	111 293 172	108 268 348
Octobre .	7	1 165 429 091	210 079 577	1 375 508 668	21 886 145	22 333 960	69 817 000	92 150 960	57 273 000	102 416 538	99 391 713
	15	1 165 987 136	215 821 533	1 381 808 669	22 595 233	22 402 860	51 263 000	73 665 860	57 738 000	94 053 474	91 025 149
	23	1 167 466 341	219 684 805	1 387 151 146	20 977 233	22 702 011	49 416 000	72 118 011	57 366 000	98 351 186	95 323 043
	31	1 167 679 881	219 688 614	1 387 368 495	21 545 541	23 271 000	67 016 000	90 287 000	57 516 000	107 598 206	104 570 063
Novembre	7	1 167 680 111	219 688 614	1 387 368 725	22 037 856	24 296 769	53 036 000	77 332 769	62 516 000	103 740 818	100 722 241
	15	1 167 978 366	221 912 272	1 389 890 638	20 548 880	23 830 233	44 036 000	67 866 233	68 285 116	89 400 933	86 382 356
	23	1 167 979 163	223 956 840	1 391 936 003	18 655 328	23 434 562	45 056 000	68 490 562	69 985 116	93 621 220	90 609 847
	30	1 168 581 701	223 322 511	1 391 904 212	4 470 078	27 218 559	81 006 000	108 224 559	72 834 116	99 578 363	96 570 490
Décembre	7	1 168 581 428	223 317 061	1 391 898 489	2 154 737	27 255 995	72 139 000	99 394 995	72 334 116	97 696 735	94 688 862
	15	1 168 581 472	218 261 779	1 386 843 251	4 013 693	28 282 062	68 594 500	96 876 562	73 494 116	90 521 593	87 513 720
	23	1 168 583 133	218 260 118	1 386 843 251	4 391 210	31 920 547	91 324 500	123 245 047	82 576 116	110 026 548	107 023 175
	31	1 170 620 461	218 186 526	1 388 806 987	7 098 789	37 925 269	114 551 500	152 476 769	85 534 593	142 192 845	139 189 408

hebdomadaires.

Fonds publics	Correspondants			Autres postes de l'actif	Passif					Date	
	en Suisse	à l'étranger	Total		Fonds propres	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Autres postes du passif	Total du bilan		
	francs										
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
52 172 688	7 314 643	469 913	7 784 556	22 332 591	36 500 000	1 362 009 035	638 504 199	62 542 100	2 099 555 334	7	Janvier
52 573 380	10 127 701	1 691 068	11 818 769	16 249 860	36 500 000	1 313 633 565	681 204 279	56 278 368	2 087 616 212	15	
52 326 742	6 926 238	551 082	7 477 320	16 688 549	36 500 000	1 291 513 005	679 296 507	56 557 396	2 063 866 908	23	
55 303 586	7 418 650	494 346	7 912 996	18 289 235	36 500 000	1 333 913 340	591 759 458	56 417 566	2 018 590 364	31	
55 090 892	5 507 422	197 400	5 704 822	16 873 377	36 500 000	1 299 121 720	604 923 310	56 516 180	1 997 061 210	7	Février
54 580 534	7 825 615	296 759	8 122 374	17 446 077	36 500 000	1 277 406 705	621 053 348	56 255 618	1 991 215 671	15	
54 377 440	5 030 228	263 089	5 293 317	20 792 367	36 500 000	1 276 897 875	602 410 671	56 029 164	1 971 837 710	23	
54 318 517	5 730 925	266 193	5 997 118	19 607 811	36 500 000	1 329 734 630	555 899 209	55 982 984	1 978 116 823	28	
54 324 549	5 130 184	497 510	5 627 694	16 851 067	36 500 000	1 305 939 700	564 751 881	55 947 340	1 963 138 921	7	Mars
54 633 055	8 504 055	387 668	8 891 723	21 105 766	37 000 000	1 290 316 460	592 512 406	51 916 994	1 971 745 860	15	
54 509 517	6 165 048	204 602	6 369 650	18 271 255	37 000 000	1 288 113 600	576 005 290	51 312 784	1 952 431 674	23	
58 412 241	6 095 458	193 611	6 289 069	23 447 508	37 000 000	1 358 144 195	481 138 190	52 949 068	1 929 231 453	31	
58 207 634	6 354 034	85 885	6 439 919	18 687 950	37 000 000	1 325 571 115	388 043 949	52 574 598	1 803 189 662	7	Avril
57 685 548	8 835 710	17 642 702	26 478 412	23 928 677	37 000 000	1 286 236 265	348 457 055	66 397 030	1 738 090 350	15	
57 684 172	8 126 675	23 714 023	31 840 698	21 934 387	37 000 000	1 270 795 010	327 784 383	66 537 549	1 702 116 942	23	
58 586 361	9 326 456	24 214 389	33 540 845	19 066 157	37 000 000	1 319 271 120	288 863 689	66 843 998	1 711 978 807	30	
60 459 692	7 070 173	24 851 264	31 921 437	17 515 935	37 000 000	1 287 215 695	292 389 399	67 570 014	1 684 175 108	7	Mai
60 485 888	12 947 042	23 914 029	36 861 071	19 421 955	37 000 000	1 252 954 825	247 228 419	67 315 692	1 604 498 936	15	
60 475 753	8 889 988	23 996 441	32 886 429	19 220 650	37 000 000	1 234 207 370	246 315 049	67 446 526	1 584 968 945	23	
60 465 489	14 031 138	24 006 514	38 037 652	19 015 881	37 000 000	1 302 073 690	244 145 263	67 654 565	1 650 873 518	31	
60 465 489	8 672 768	21 719 266	30 392 034	17 983 700	37 000 000	1 269 395 935	247 137 212	69 310 996	1 622 844 143	7	Juin
60 452 154	17 862 457	21 895 974	39 758 431	19 084 065	37 000 000	1 244 002 420	248 402 166	68 640 024	1 598 044 610	15	
60 431 397	7 175 171	23 544 845	30 720 016	18 660 366	37 000 000	1 235 008 685	265 577 692	55 298 665	1 592 885 042	23	
60 283 933	13 064 083	30 210 435	43 274 518	34 270 498	37 000 000	1 306 935 890	312 852 323	57 440 983	1 714 229 196	30	
58 365 124	7 309 686	44 030 911	51 340 597	24 161 971	37 000 000	1 273 601 945	323 438 431	57 878 138	1 691 918 514	7	Juillet
57 957 550	14 117 456	14 848 354	28 965 810	35 632 114	37 000 000	1 245 544 705	321 067 850	57 969 889	1 661 582 444	15	
57 759 827	8 912 006	11 190 334	20 102 340	24 503 698	37 000 000	1 230 266 375	314 355 095	57 606 993	1 639 228 463	23	
55 653 147	16 009 373	10 042 435	26 051 808	28 597 669	37 000 000	1 281 152 710	306 582 149	58 088 700	1 682 823 559	31	
55 442 639	8 864 073	10 326 337	19 190 410	23 721 891	37 000 000	1 251 267 075	313 973 135	59 023 085	1 661 263 295	7	Août
55 428 277	14 625 144	10 210 320	24 835 464	22 921 902	37 000 000	1 229 627 455	341 896 013	58 872 173	1 667 395 641	15	
55 223 105	7 946 933	10 236 197	18 183 130	21 922 625	37 000 000	1 230 045 670	346 178 213	59 284 376	1 672 508 259	23	
55 217 700	12 176 399	10 086 549	22 262 948	19 479 858	37 000 000	1 283 019 910	337 614 006	59 082 981	1 716 716 897	31	
55 065 154	6 806 300	9 847 935	16 654 235	16 382 014	37 000 000	1 261 666 390	355 410 440	60 230 465	1 714 307 295	7	Septembre
54 683 839	11 686 878	4 927 600	16 614 478	17 402 946	37 000 000	1 248 038 685	360 786 317	58 854 491	1 704 679 493	15	
54 683 839	5 255 950	2 508 585	7 764 535	25 991 235	37 000 000	1 244 456 705	358 260 562	67 138 893	1 706 856 160	23	
55 127 193	9 504 124	282 237	9 786 361	22 617 496	37 000 000	1 316 505 080	332 840 963	60 924 537	1 747 270 580	30	
55 106 911	5 999 606	1 189 764	7 189 370	16 961 015	37 000 000	1 296 126 165	334 217 728	61 148 714	1 728 492 607	7	Octobre
54 960 577	14 822 323	4 908 257	19 730 580	20 692 776	37 000 000	1 270 244 865	357 498 400	60 501 904	1 725 245 169	15	
54 293 822	7 558 931	223 574	7 782 505	18 490 742	37 000 000	1 260 914 500	356 531 210	62 084 935	1 716 530 645	23	
54 260 534	13 020 581	243 834	13 264 415	18 377 295	37 000 000	1 324 893 290	327 300 858	61 023 338	1 750 217 486	31	
54 441 263	7 807 939	378 092	8 186 031	16 833 432	37 000 000	1 294 762 050	339 335 429	61 359 415	1 732 456 894	7	Novembre
53 493 950	15 073 649	339 141	15 412 790	19 928 688	37 000 000	1 272 325 805	353 387 438	62 113 985	1 724 827 228	15	
53 612 908	8 157 918	657 227	8 815 145	19 192 431	37 000 000	1 267 824 000	356 983 489	62 501 224	1 724 308 713	23	
51 543 079	13 227 102	293 883	13 520 985	18 289 954	37 000 000	1 322 516 995	337 225 260	63 623 091	1 760 365 346	30	
51 512 355	6 231 138	328 976	6 560 114	17 119 111	37 000 000	1 294 749 215	343 301 528	63 619 909	1 738 670 652	7	Décembre
51 491 688	14 854 464	354 573	15 209 037	18 400 000	37 000 000	1 282 544 880	353 011 508	64 293 552	1 736 849 940	15	
51 263 230	4 704 431	286 766	4 991 197	18 054 792	37 000 000	1 333 028 395	346 828 317	64 534 679	1 781 391 391	23	
44 887 466	26 660 362	1 206 475	27 866 837	19 935 775	37 000 000	1 366 273 755	400 586 269	64 940 037	1 868 800 061	31	

Mouvement des effets sur la Suisse et des rescriptions.

Etablissement ¹⁾	Montant au 31 décembre 1934		Escompté du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1935			Montant au 31 décembre 1935	
	Effets	En 1000 frs.	Effets	En 1000 frs.	Moyenne des jours à courir	Effets	En 1000 frs.
1	2	3	4	5	6	7	8
Aarau	88	474	2 856	6 710	58	104	645
Bâle	153	1 116	2 771	51 971	53	269	2 461
Berne	448	2 246	3 859	26 421	58	678	5 290
Genève	30	486	209	8 954	43	59	839
Lausanne	125	617	2 115	14 832	58	182	1 372
Lucerne	343	1 170	3 424	11 048	58	368	1 690
Lugano	90	150	679	1 354	63	142	296
Neuchâtel	113	2 510	1 881	11 550	71	79	303
St-Gall	182	398	3 774	20 277	40	245	1 371
Zurich	359	4 246	4 227	92 596	50	438	11 014
Total	1 931	13 413	25 795	245 713	52	2 564	25 281
Rescriptions de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux	—	—	785	343 000	66	264	90 600
Rescriptions des cantons et des com- munes	27	3 984	422	88 589	77	165	23 952
Total	1 958	17 397	27 002	677 302	62	2 993	139 833

¹⁾ Le mouvement des agences est compris dans celui des établissements dont elles dépendent.

Annexe N° 3.

Mouvement des avances sur nantissement.

Etablissement ¹⁾	Avances sur nantissement au 31 décembre 1934		Avances consenties	Avances remboursées	Avances sur nantissement au 31 décembre 1935	
	Nombre des comptes	En 1000 frs.	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1935		Nombre des comptes	En 1000 frs.
			En 1000 frs.			
1	2	3	4	5	6	7
Aarau	138	3 318	22 467	20 671	120	5 114
Bâle	170	6 562	99 340	86 064	170	19 838
Berne	388	17 524	105 838	95 304	352	28 058
Genève	109	6 433	31 361	25 038	90	12 756
Lausanne	132	3 481	103 070	92 287	143	14 264
Lucerne	419	15 416	53 418	56 607	409	12 227
Lugano	365	8 980	6 994	8 597	363	7 377
Neuchâtel	267	4 118	44 479	44 581	259	4 016
St-Gall	140	9 120	71 696	63 748	123	17 068
Zurich	386	43 033	126 278	147 836	303	21 475
Total	2 514	117 985	664 941	640 733	2 332	142 193

¹⁾ Le mouvement des agences est compris dans celui des établissements dont elles dépendent.

Répartition des billets en circulation.

Date	Billets de francs							Total	Billets de francs					
	1000	500	100	50	20	5	1000		500	100	50	20	5	
	en 1000 francs								en pour-cent					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Janvier	7	354 794	109 142	556 172	190 034	150 200	1 667	1 362 009	26.05	8.01	40.84	13.95	11.03	0.12
	15	351 539	106 731	529 107	180 368	144 226	1 663	1 313 634	26.76	8.13	40.28	13.73	10.98	0.12
	23	348 043	105 049	520 365	175 820	140 577	1 659	1 291 513	26.95	8.13	40.29	13.61	10.89	0.13
	31	351 995	105 726	546 270	183 373	144 893	1 656	1 333 913	26.39	7.93	40.95	13.75	10.86	0.12
Février	7	345 083	103 588	526 723	179 071	143 003	1 654	1 299 122	26.56	7.97	40.55	13.78	11.01	0.13
	15	343 167	102 624	513 326	175 904	140 733	1 653	1 277 407	26.86	8.03	40.19	13.77	11.02	0.13
	23	339 551	101 643	517 034	176 264	140 756	1 650	1 276 898	26.59	7.96	40.49	13.81	11.02	0.13
	28	344 348	103 721	548 625	185 276	146 116	1 649	1 329 735	25.90	7.80	41.26	13.93	10.99	0.12
Mars	7	340 243	102 164	533 251	182 862	145 772	1 648	1 305 940	26.06	7.82	40.83	14.00	11.16	0.13
	15	340 729	101 544	522 417	180 417	143 563	1 646	1 290 316	26.40	7.87	40.49	14.00	11.12	0.12
	23	339 595	101 486	522 764	179 825	142 799	1 645	1 288 114	26.36	7.88	40.58	13.96	11.09	0.13
	31	348 704	104 493	562 979	190 670	149 656	1 642	1 358 144	25.68	7.69	41.45	14.04	11.02	0.12
Avril	7	340 471	102 121	544 906	187 688	148 745	1 640	1 325 571	25.69	7.70	41.11	14.16	11.22	0.12
	15	329 415	99 223	527 419	182 834	145 706	1 639	1 286 236	25.61	7.72	41.00	14.21	11.33	0.13
	23	320 933	97 877	525 953	180 612	143 782	1 638	1 270 795	25.25	7.70	41.39	14.21	11.32	0.13
	30	326 843	99 623	556 437	187 699	147 033	1 636	1 319 271	24.78	7.55	42.18	14.23	11.14	0.12
Mai	7	321 155	98 769	536 963	183 561	145 135	1 633	1 287 216	24.95	7.67	41.72	14.26	11.27	0.13
	15	316 960	97 825	518 369	177 315	140 855	1 631	1 252 955	25.30	7.81	41.37	14.15	11.24	0.13
	23	307 612	96 986	514 235	174 804	138 942	1 628	1 234 207	24.92	7.86	41.67	14.16	11.26	0.13
	31	317 108	98 601	554 384	185 442	144 911	1 628	1 302 074	24.35	7.57	42.58	14.24	11.13	0.13
Juin	7	309 948	96 307	536 205	181 605	143 705	1 626	1 269 396	24.42	7.59	42.24	14.30	11.32	0.13
	15	311 003	95 269	519 462	176 492	140 153	1 623	1 244 002	25.00	7.66	41.76	14.19	11.26	0.13
	23	309 974	94 960	514 949	174 823	138 681	1 622	1 235 009	25.10	7.69	41.69	14.16	11.23	0.13
	30	315 785	97 931	559 728	186 759	145 112	1 621	1 306 936	24.16	7.49	42.83	14.29	11.10	0.13
Juillet	7	311 588	96 420	537 557	182 527	143 892	1 618	1 273 602	24.46	7.57	42.21	14.33	11.30	0.13
	15	308 095	95 263	521 527	177 932	141 112	1 616	1 245 545	24.74	7.65	41.87	14.28	11.33	0.13
	23	304 817	94 182	515 613	175 137	138 910	1 607	1 230 266	24.78	7.66	41.91	14.23	11.29	0.13
	31	304 882	95 779	549 741	184 536	144 602	1 613	1 281 153	23.80	7.47	42.91	14.40	11.29	0.13
Août	7	301 542	94 296	529 638	180 536	143 643	1 612	1 251 267	24.10	7.53	42.33	14.43	11.48	0.13
	15	297 953	93 775	517 097	177 399	141 792	1 611	1 229 627	24.23	7.63	42.05	14.43	11.53	0.13
	23	297 848	93 463	519 001	176 968	141 157	1 609	1 230 046	24.21	7.60	42.19	14.39	11.48	0.13
	31	302 242	95 338	550 055	186 136	147 641	1 608	1 283 020	23.55	7.43	42.87	14.51	11.51	0.13
Septembre .	7	300 068	93 924	536 028	183 385	146 665	1 596	1 261 666	23.78	7.44	42.49	14.54	11.62	0.13
	15	300 188	93 945	526 691	180 874	144 739	1 602	1 248 039	24.05	7.53	42.20	14.49	11.60	0.13
	23	303 192	94 767	523 537	178 661	142 700	1 600	1 244 457	24.36	7.61	42.07	14.36	11.47	0.13
	30	310 508	97 782	567 416	189 832	149 367	1 600	1 316 505	23.58	7.43	43.10	14.42	11.34	0.13
Octobre . . .	7	309 179	97 184	551 843	187 555	148 768	1 597	1 296 126	23.85	7.50	42.58	14.47	11.48	0.12
	15	310 063	96 902	534 996	182 043	144 645	1 596	1 270 245	24.41	7.63	42.12	14.33	11.39	0.12
	23	309 254	96 695	530 493	180 064	142 814	1 594	1 260 914	24.53	7.67	42.07	14.28	11.33	0.12
	31	316 485	99 334	569 249	189 578	148 654	1 593	1 324 893	23.89	7.50	42.96	14.31	11.22	0.12
Novembre .	7	312 996	98 900	549 441	185 244	146 590	1 591	1 294 762	24.17	7.64	42.44	14.31	11.32	0.12
	15	312 417	99 061	535 246	180 661	143 351	1 590	1 272 326	24.55	7.79	42.07	14.20	11.27	0.12
	23	311 163	98 832	534 932	179 579	141 731	1 587	1 267 824	24.54	7.80	42.19	14.16	11.18	0.13
	30	314 438	101 067	569 335	188 743	147 348	1 586	1 322 517	23.78	7.64	43.05	14.27	11.14	0.12
Décembre .	7	311 083	99 490	550 240	185 529	146 823	1 584	1 294 749	24.03	7.68	42.50	14.33	11.34	0.12
	15	310 222	99 549	542 636	183 319	145 236	1 583	1 282 545	24.19	7.76	42.31	14.29	11.33	0.12
	23	315 073	102 097	573 186	191 200	149 891	1 581	1 333 028	23.64	7.66	43.00	14.34	11.24	0.12
	31	325 600	105 705	586 888	194 972	151 529	1 580	1 366 274	23.83	7.74	42.95	14.27	11.09	0.12
Moyenne annuelle														
	1933	420 656	120 969	560 202	189 662	146 747	1 872	1 440 108	29.21	8.40	38.90	13.17	10.19	0.13
	1934	362 132	106 724	546 437	186 328	145 851	1 754	1 349 226	26.84	7.91	40.50	13.81	10.81	0.13
1935	319 496	98 852	536 753	182 065	144 180	1 617	1 282 963	24.90	7.70	41.84	14.19	11.24	0.13	

Couverture des billets

	Billets en circu- lation	Autres engage- ments à vue	C o u v e r t u r e									
			Encaisse-or			Circu- lation non cou- verte par l'en- caisse-or	Couver- ture-or supplé- mentaire	Autres actifs servant de couverture				
			Or en Suisse	Or à l'étran- ger	Total			Disponi- bilités <or> à l'étran- ger	Porte- feuille suisse	Effets de la Caisse de prêts de la Con- fédéra- tion suisse	Avances sur nantisse- ment	Total (col. 9—12)
						en 1 000 francs						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Fin												
Janvier	1 333 913	591 759	1 727 800	109 803	1 837 603	—	503 690	2 625	26 334	2 122	65 371	96 452
Février	1 329 735	555 899	1 687 962	106 449	1 794 411	—	464 676	6 459	28 935	1 450	63 838	100 682
Mars	1 358 144	481 138	1 620 351	92 442	1 712 793	—	354 649	6 225	30 965	13 550	74 485	125 225
Avril	1 319 271	288 864	1 247 949	116 996	1 364 945	—	45 674	7 242	113 171	33 215	79 151	232 779
Mai	1 302 074	244 145	1 106 296	86 377	1 192 673	109 401	—	6 741	168 694	52 833	109 396	337 664
Juin	1 306 936	312 852	1 122 849	72 636	1 195 485	111 451	—	10 934	177 788	62 852	126 326	377 900
Juillet	1 281 153	306 582	1 134 978	154 349	1 289 327	—	8 174	11 326	123 900	52 905	92 029	280 160
Août	1 283 020	337 614	1 159 257	206 831	1 366 088	—	83 068	7 498	106 883	49 845	86 353	250 579
Septembre	1 316 505	332 841	1 165 344	207 071	1 372 415	—	55 910	20 411	96 847	58 773	108 268	284 299
Octobre	1 324 893	327 301	1 167 680	219 689	1 387 369	—	62 476	21 545	90 287	57 516	104 570	273 918
Novembre	1 322 517	337 225	1 168 582	223 322	1 391 904	—	69 387	4 470	108 225	72 834	96 570	282 099
Décembre	1 366 274	397 929	1 170 620	218 187	1 388 807	—	22 533	7 099	152 477	85 535	139 189	384 300
Moyenne annuelle												
1933	1 440 108	780 846	1 807 188	312 312	2 119 500	—	679 392	19 564	20 252	19 531	53 143	112 490
1934	1 349 226	569 063	1 627 086	161 012	1 788 098	—	438 872	13 532	38 645	21 497	74 546	148 220
1935	1 282 963	392 971	1 310 063	146 990	1 457 053	—	174 090	10 095	85 317	41 278	85 822	222 512

en circulation.

C o u v e r t u r e						Couverture, exprimée en pour-cent, des billets en circulation et des autres engagements à vue (col. 2 et 3) par l'or et les disponibilités «or» à l'étranger (col. 6 et 9)	Potentiel d'émission calculé sur la base de la couverture or minimum de 40 %	Marge d'émission (différence entre les colonnes 2 et 21)	23
Couverture totale des billets (col. 6 et 13)	Excédent de la couverture totale des billets (col. 14)	Couverture des billets en circulation exprimée en pour-cent							
		Métal		Or et disponibilités «or» à l'étranger (col. 6 et 9)	Total des actifs servant de couverture (col. 14)				
en 1 000 francs		Or (col. 6)	Or conservé en Suisse (col. 4)			en pour-cent		en 1 000 francs	
14	15	16	17	18	19	20	21	22	
									Fin
1 934 055	600 142	137.76	129.52	137.95	144.99	95.56	4 319 500	2 985 587	Janvier
1 895 093	565 358	134.94	126.93	135.43	142.51	95.50	4 219 905	2 890 170	Février
1 838 018	479 874	126.11	119.30	126.57	135.33	93.46	4 050 877	2 692 733	Mars
1 597 724	278 453	103.46	94.59	104.01	121.10	85.32	3 119 872	1 800 601	Avril
1 530 337	228 263	91.59	84.96	92.11	117.53	77.57	2 765 740	1 463 666	Mai
1 573 385	266 449	91.47	85.91	92.30	120.38	74.48	2 807 122	1 500 186	Juin
1 569 487	288 334	100.63	88.59	101.52	122.50	81.91	2 837 445	1 556 292	Juillet
1 616 667	333 647	106.47	90.35	107.05	126.00	84.75	2 898 142	1 615 122	Août
1 656 714	340 209	104.24	88.51	105.79	125.84	84.44	2 913 360	1 596 855	Septembre
1 661 287	336 394	104.72	88.13	106.34	125.39	85.27	2 919 200	1 594 307	Octobre
1 674 003	351 486	105.24	88.36	105.58	126.57	84.13	2 921 455	1 598 938	Novembre
1 773 107	406 833	101.65	85.67	102.16	129.77	79.12	2 926 550	1 560 276	Décembre
									Moyenne annuelle
2 231 990	791 882	147.17	125.48	148.53	154.98	96.31	4 517 970	3 077 862	1933
1 936 318	587 092	132.52	120.59	133.53	143.51	93.91	4 067 715	2 718 489	1934
1 679 565	396 602	113.57	102.11	114.35	130.91	87.54	3 275 157	1 992 194	1935

Mouvement du service des virements ¹⁾.

	Aarau	Bâle	Berne	Genève	Lau- sanne	Lucerne	Lugano	Neu- châtel	St-Gall	Zurich	Total
Nombre des postes											
	Crédit										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Versements en espèces .	265	4 168	1 895	5 941	1 285	4 880	340	852	1 532	11 947	33 105
Compensations	7 764	15 549	22 866	6 535	5 715	8 638	2 541	4 290	18 641	110 963	203 502
Virements sur place	2 175	18 859	9 035	21 163	3 553	1 750	195	2 579	5 927	92 151	157 387
Virements de place à place	2 227	6 687	5 057	3 892	3 242	2 909	1 006	2 138	3 153	16 263	46 574
Total au crédit 1935	12 431	45 263	38 853	37 531	13 795	18 177	4 082	9 859	29 253	231 324	440 568
» » » 1934	11 259	43 163	32 594	37 061	12 695	17 480	3 968	8 853	24 962	230 156	422 191
	Débit										
Paiements en espèces . . .	695	4 461	2 949	3 269	1 502	2 099	571	2 457	2 732	5 595	26 330
Compensations	15 271	15 131	36 366	6 438	6 071	7 776	2 203	3 006	27 422	188 650	308 334
Virements sur place	2 175	18 859	9 035	21 163	3 553	1 750	195	2 579	5 927	92 151	157 387
Virements de place à place	1 500	6 540	6 358	5 571	3 193	2 384	1 022	1 975	3 255	10 501	42 299
Total au débit 1935	19 641	44 991	54 708	36 441	14 319	14 009	3 991	10 017	39 336	296 897	534 350
» » » 1934	13 578	38 406	38 522	33 995	13 171	13 252	3 092	8 761	25 987	245 562	434 326
Montant en 1000 francs											
	Crédit										
Versements en espèces . .	9 613	147 284	61 351	88 600	63 293	25 789	9 975	15 919	60 595	300 449	782 868
Compensations	116 427	512 352	934 878	247 695	250 068	167 481	35 134	146 327	265 572	2 008 919	4 684 853
Virements sur place	47 028	1 166 598	308 346	1 002 929	130 236	30 143	2 925	71 601	163 406	8 733 247	11 656 459
Virements de place à place	67 551	478 981	248 866	278 877	120 005	104 844	38 738	91 258	124 644	1 014 523	2 568 287
Total au crédit 1935	240 619	2 305 215	1 553 441	1 618 101	563 602	328 257	86 772	325 105	614 217	12 057 138	19 692 467
» » » 1934	222 332	2 425 886	1 432 084	1 706 898	554 879	329 848	88 706	223 289	540 780	12 192 612	19 717 314
	Débit										
Paiements en espèces . . .	56 009	262 820	244 336	162 255	86 862	83 083	33 110	67 328	142 991	601 087	1 739 881
Compensations	86 235	514 005	616 151	228 032	237 947	120 649	15 214	121 981	197 622	2 032 851	4 170 687
Virements sur place	47 028	1 166 598	308 346	1 002 929	130 236	30 143	2 925	71 601	163 406	8 733 247	11 656 459
Virements de place à place	49 308	392 391	393 141	241 387	115 660	92 843	32 469	61 475	108 953	819 315	2 306 942
Total au débit 1935	238 580	2 335 814	1 561 974	1 634 603	570 705	326 718	83 718	322 385	612 972	12 186 500	19 873 969
» » » 1934	220 587	2 453 809	1 427 485	1 716 978	550 377	330 299	87 579	223 902	542 058	12 254 384	19 807 458
Montant de l'avoir en comptes de virements, en 1000 francs											
au 31 décembre 1935 . .	7 990	61 746	28 677	26 936	11 871	4 954	6 784	4 446	8 896	195 605	357 905
au 31 décembre 1934 . .	5 951	92 345	37 210	43 438	18 974	3 415	3 730	1 726	7 651	324 967	539 407
Nombre des comptes de virements											
au 31 décembre 1935 . .	103	126	214	83	67	96	21	63	103	472	1 348
au 31 décembre 1934 . .	105	119	203	80	68	95	21	58	100	458	1 307

¹⁾ Le mouvement des agences est compris dans celui des établissements dont elles dépendent.

Mouvement du service des virements.

(Suite)

1	Année	Nombre des postes					Montant				
		Paie- ments en espèces	Com- pen- sations	Vire- ments sur place	Vire- ments de place à place	Total	Paie- ments en espèces	Compen- sations	Virements sur place	Virements de place à place	Total
		en pour-cent									
Crédit.....	1934	7.25	41.90	40.38	10.47	100	3.60	21.73	62.66	12.01	100
	1935	7.52	46.19	35.72	10.57	100	3.98	23.79	59.19	13.04	100
Débit.....	1934	5.76	46.22	39.25	8.77	100	8.64	18.03	62.37	10.96	100
	1935	4.93	57.70	29.45	7.92	100	8.75	20.99	58.65	11.61	100
Total	1934	6.50	44.09	39.81	9.60	100	6.13	19.87	62.52	11.48	100
	1935	6.10	52.50	32.29	9.11	100	6.38	22.38	58.92	12.32	100

Annexe N° 7.

Comptes des administrations fédérales.

1	Année	Paie- ments en espèces	Com- pen- sations	Vire- ments sur place	Vire- ments de place à place	Total	Paie- ments en espèces	Compen- sations	Virements sur place	Virements de place à place	Total
		Nombre des postes					Montant en 1 000 francs				
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crédit.....	1934	156 979	7 417	2 499	1 636	168 531	2 299 687	1 068 921	2 119 783	46 061	5 534 452
	1935	153 927	7 563	2 396	1 692	165 578	2 169 512	896 081	1 751 948	67 950	4 885 491
Débit.....	1934	23 980	13 611	2 499	7 163	47 253	328 165	2 774 223	2 119 783	282 076	5 504 247
	1935	23 966	13 400	2 396	7 427	47 189	337 920	2 436 651	1 751 948	390 955	4 917 474
Total	1934	180 959	21 028	4 998	8 799	215 784	2 627 852	3 843 144	4 239 566	328 137	11 038 699
	1935	177 893	20 963	4 792	9 119	212 767	2 507 432	3 332 732	3 503 896	458 905	9 802 965
Répartition en pour-cent											
Crédit.....	1934	93.15	4.40	1.48	0.97	100	41.55	19.32	38.30	0.83	100
	1935	92.96	4.57	1.45	1.02	100	44.41	18.34	35.86	1.39	100
Débit.....	1934	50.75	28.80	5.29	15.16	100	5.96	50.40	38.51	5.13	100
	1935	50.79	28.39	5.08	15.74	100	6.87	49.55	35.63	7.95	100
Total	1934	83.86	9.74	2.32	4.08	100	23.81	34.81	38.41	2.97	100
	1935	83.61	9.85	2.25	4.29	100	25.58	34.00	35.74	4.68	100

Mouvement d'affaires des divers établissements de la Banque¹⁾.

Année	Aarau	Bâle	Berne	Genève	Lausanne	Lucerne	Lugano	Neuchâtel	St-Gall	Zurich	Total
En 1000 francs											
Caisse											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1933	179 375	627 702	1 721 382	479 600	379 141	304 621	156 690	157 187	425 075	1 740 185	6 170 958
1934	169 391	608 124	1 191 219	387 119	380 891	290 357	144 954	150 442	382 887	1 543 087	5 248 471
1935	162 069	664 673	1 539 655	391 511	357 307	301 372	151 305	161 858	395 150	1 581 805	5 706 705
Effets sur la Suisse, rescriptions et obligations escomptés											
1933	9 899	10 008	169 774 ²⁾	3 429	4 830	17 408	2 067	6 610	13 719	19 352	257 096
1934	9 090	9 738	588 247 ²⁾	4 492	7 122	16 225	2 245	14 621	14 765	19 906	686 451
1935	10 143	61 087	382 866 ²⁾	22 723	27 149	18 373	3 081	54 999	32 276	122 121	734 818
Affaires en devises											
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5 310 713	5 310 713
1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3 025 276	3 025 276
1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4 566 589	4 566 589
Avances sur nantissement											
1933	19 053	41 856	85 303	30 668	21 776	37 525	11 112	19 032	42 891	85 001	394 217
1934	21 199	29 210	81 922	35 073	22 139	66 351	15 860	31 065	36 014	99 052	437 885
1935	22 467	99 340	105 838	31 361	103 070	53 418	6 994	44 479	71 696	126 278	664 941
Virements											
1933	479 627	5 684 626	2 790 232	4 556 723	1 206 188	617 633	160 472	406 559	1 166 498	27 886 034	44 954 592
1934	442 919	4 879 695	2 859 569	3 423 876	1 105 256	660 147	176 285	447 191	1 082 838	24 446 996	39 524 772
1935	479 199	4 641 029	3 115 415	3 252 704	1 134 307	654 975	170 490	647 490	1 227 189	24 243 638	39 566 436
Comptes des administrations fédérales											
1933	—	—	9 904 386	—	—	—	—	—	—	—	9 904 386
1934	—	—	11 038 699	—	—	—	—	—	—	—	11 038 699
1935	—	—	9 802 965	—	—	—	—	—	—	—	9 802 965
Comptes de dépôts											
1933	3 228	31 401	125 210	126 352	10 666	14 206	5 804	4 797	7 516	237 539	566 719
1934	2 853	50 199	305 916	82 607	17 149	11 937	4 846	6 405	4 321	303 927	790 160
1935	3 564	41 466	245 352	64 371	7 404	11 446	3 609	3 679	6 038	155 043	541 972
Comptes des correspondants suisses											
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 321 247	2 321 247
1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 292 006	2 292 006
1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 222 680	2 222 680
Effets à l'encaissement											
1933	1 453	47 252	58 107	9 344	7 419	7 276	375	1 922	9 165	368 933	511 246
1934	1 729	47 763	69 731	11 365	12 090	20 216	738	1 902	9 016	292 467	467 017
1935	1 710	42 685	62 923	13 761	8 478	4 113	565	1 560	10 744	173 920	320 459
Mouvement total, addition des deux côtés (chambres de compensation exceptées)											
1933	1 458 478	9 728 693	33 382 178	7 064 593	3 200 287	2 183 768	708 038	1 126 981	3 058 754	51 889 184	113 800 954
1934	1 349 209	8 505 514	32 895 468	5 525 568	3 027 319	2 166 389	692 174	1 194 827	2 860 740	46 586 612	104 803 820
1935	1 447 515	8 732 672	32 831 255	5 560 138	3 215 677	2 128 071	721 488	1 800 513	3 238 074	49 862 315	109 537 718
Chambres de compensation											
1933	—	1 452 783	134 776	1 571 038	157 291	—	—	36 677 ³⁾	90 993	1 381 052	4 824 610
1934	—	1 213 284	150 062	1 162 702	136 003	—	—	42 844 ³⁾	84 212	1 224 714	4 013 821
1935	—	921 379	112 676	992 777	121 668	—	—	60 260 ³⁾	81 049	977 996	3 267 805

¹⁾ Le mouvement des agences est compris dans celui des établissements dont elles dépendent.

³⁾ Y compris le mouvement de la chambre de compensation de La Chaux-de-Fonds.

²⁾ Y compris les rescriptions de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux.

Taux d'escompte et taux des avances sur nantissement de la Banque depuis son ouverture.

Date de la modification	Taux d'escompte		Taux des avances sur nantissement		Date de la modification	Taux d'escompte		Taux des avances sur nantissement	
	%	Durée jours	%	Durée jours		%	Durée jours	%	Durée jours
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1907 20 Juin	4 ¹ / ₂	56	5	56	1914 22 Janvier	4	28	4 ¹ / ₂	189
15 Août	5	84	5 ¹ / ₂	84	19 Février	3 ¹ / ₂	161	—	—
7 Novembre	5 ¹ / ₂	70	6	70	30 Juillet	4 ¹ / ₂	1	5 ¹ / ₂	1
1908 16 Janvier	5	7	5 ¹ / ₂	7	31 Juillet	5 ¹ / ₂	3	6	3
23 Janvier	4 ¹ / ₂	28	5	28	3 Août	6	38	7	38
20 Février	4	28	4 ¹ / ₂	28	10 Septembre	5	113	6	14
19 Mars	3 ¹ / ₂	322	4	441	24 Septembre	—	—	5 ¹ / ₂	99
1909 4 Février	3	252	—	—	1915 1 ^{er} Janvier	4 ¹ / ₂	1 371	5	1 280
3 Juin	—	—	3 ¹ / ₂	133	1918 4 Juillet	—	—	5 ¹ / ₂	91
14 Octobre	3 ¹ / ₂	28	4	28	3 Octobre	5 ¹ / ₂	322	6	917
11 Novembre	4	56	4 ¹ / ₂	56	1919 21 Août	5	595	—	—
1910 6 Janvier	3 ¹ / ₂	49	4	210	1921 7 Avril	4 ¹ / ₂	126	5 ¹ / ₂	126
24 Février	3	161	—	—	11 Août	4	203	5	203
4 Août	3 ¹ / ₂	49	4 ¹ / ₂	84	1922 2 Mars	3 ¹ / ₂	168	4 ¹ / ₂	168
22 Septembre	4	35	—	—	17 Août	3	331	4	331
27 Octobre	4 ¹ / ₂	70	5	70	1923 14 Juillet	4	831	5	831
1911 5 Janvier	4	42	4 ¹ / ₂	42	1925 22 Octobre	3 ¹ / ₂	1 624	4 ¹ / ₂	1 624
16 Février	3 ¹ / ₂	224	4	224	1930 3 Avril	3	98	4	98
28 Septembre	4	350	4 ¹ / ₂	350	10 Juillet	2 ¹ / ₂	196	3 ¹ / ₂	196
1912 12 Septembre	4 ¹ / ₂	77	5	77	1931 22 Janvier	2	1 562	3	748
28 Novembre	5	259	5 ¹ / ₂	259	1933 8 Février	—	—	2 ¹ / ₂	814
1913 14 Août	4 ¹ / ₂	161	5	161	1935 3 Mai	2 ¹ / ₂	243 ¹⁾	3 ¹ / ₂	243 ¹⁾

¹⁾ Jusqu'au 31 décembre 1935.

Situation au 31 décembre.

Année	Encaisse métallique			Devises		Portefeuille suisse				Effets de la Caisse de prêts de la Confédération suisse	Avances sur nantissement
	Or	Argent ¹⁾	Total	Total ²⁾	dont disponibilités «or» ³⁾	Effets suisses	Rescriptions ⁴⁾	Obligations	Total		
	en 1000 francs										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1907	75 483	5 861	81 344	27 683	—	77 870	—	—	77 870	—	2 716
1908	117 481	7 227	124 708	44 681	—	63 746	—	—	63 746	—	10 445
1909	123 944	14 413	138 357	48 187	—	111 044	—	—	111 044	—	14 702
1910	155 614	10 156	165 770	59 084	—	99 842	—	—	99 842	—	18 012
1911	160 667	9 188	169 855	24 650	—	130 439	—	6 964	137 403	—	16 829
1912	173 138	12 776	185 914	26 710	—	146 210	—	5 107	151 317	—	25 492
1913	169 955	20 836	190 791	42 318	—	99 953	—	9 417	109 370	—	28 385
1914	237 936	24 913	262 849	34 408	—	114 724	58 000	8 249	180 973	—	19 552
1915	250 132	51 238	301 370	49 591	—	63 955	75 000	3 494	142 449	—	20 954
1916	344 998	52 454	397 452	63 269	—	56 268	123 000	4 527	183 795	—	22 140
1917	357 644	51 830	409 474	47 811	—	88 434	233 000	5 940	327 374	—	45 201
1918	414 719	58 412	473 131	70 562	—	249 835	312 000	6 490	568 325	—	40 899
1919	516 992	73 649	590 641	94 759	—	184 122	301 000	2 007	487 129	—	32 669
1920	542 903	121 571	664 474	25 444	—	167 093	280 000	5 802	452 895	—	36 630
1921	549 521	108 240	657 761	58 765	—	44 783	287 000	2 947	334 730	—	76 174
1922	535 146	103 865	639 011	74 052	—	33 902	325 000	1 966	360 868	—	62 215
1923	537 143	90 741	627 884	94 356	—	102 504	155 000	4 449	261 953	—	85 261
1924	505 916	87 175	593 091	193 271	—	81 232	78 000	5 683	164 915	—	70 837
1925	467 048	89 346	556 394	222 500	—	70 252	68 500	3 195	141 947	—	72 443
1926	471 761	72 800	544 561	221 990	—	91 657	83 100	5 549	180 306	—	60 607
1927	517 023	62 854	579 877	197 864	—	128 800	71 700	6 207	206 707	—	78 470
1928	533 028	45 794	578 822	258 570	253 803	157 132	53 900	6 779	217 811	—	82 915
1929	594 987	23 550	618 537	362 289	352 872	95 140	39 100	15 127	149 367	—	75 248
1930	712 922	—	712 922	353 404	343 511	86 729	—	7 996	94 725	—	53 366
1931	2 346 893	—	2 346 893	107 039	103 032	27 729	350	6 493	34 572	—	64 651
1932	2 471 190	—	2 471 190	88 572	86 622	12 786	180	6 721	19 687	4 569	48 697
1933	1 998 070	—	1 998 070	17 678	17 192	19 009	15 253	16 685	50 947	58 301	94 739
1934	1 909 792	—	1 909 792	7 508	7 071	13 413	3 983	8 861	26 257	5 922	117 985
1935	1 388 807	—	1 388 807	8 305	7 099	25 281	114 551	12 644	152 476	85 535	142 193

¹⁾ Jusqu'an 31 mars 1930, l'argent faisait partie de l'encaisse métallique. Les écus y figuraient : jusqu'au 31 mars 1921, à leur valeur nominale; du 1^{er} avril 1921 au 31 décembre 1923, à leur valeur métallique; ensuite, à la valeur nominale pour les écus suisses et à la valeur métallique pour les pièces de 5 francs des autres pays de l'Union monétaire latine.

²⁾ En 1907 et 1908, effets étrangers seulement; de 1909 à 1927, effets étrangers et avoir à vue sur l'étranger réunis.

³⁾ Ce poste n'était pas indiqué séparément avant 1928.

de la Banque depuis 1907.

Situation au 31 décembre.

Corres-pondants suisses ⁴⁾	Fonds publics	Billets en circulation	Circulation non couverte en espèces	Couver-ture métallique	Avoir des			Total du bilan	Année
					Clients des virements	Administra-tions fédérales	Déposants		
en 1000 francs				%	en 1000 francs				
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
10 520	3 811	159 220	77 876	51.09	19 508	5 701	580	243 762	1907
8 182	6 171	204 056	79 348	61.11	21 132	13 068	831	292 873	1908
28 449	10 837	261 516	123 159	52.91	29 404	39 569	1 449	386 027	1909
35 025	9 955	297 212	131 442	55.77	22 444	45 700	675	420 975	1910
18 925	16 457	314 756	144 901	53.96	24 631	23 798	924	419 338	1911
19 216	7 066	339 240	153 326	54.80	28 897	25 401	1 213	450 998	1912
16 093	6 377	313 821	123 030	60.79	27 421	30 625	967	429 858	1913
14 715	9 329	455 889	193 040	57.65	54 643	8 635	7 564	589 250	1914
28 951	8 099	465 609	164 239	64.72	61 030	14 283	7 397	608 681	1915
18 199	6 801	536 518	139 066	74.07	89 765	12 719	27 263	735 069	1916
18 048	7 295	702 303	292 829	58.30	88 952	42 618	7 139	908 666	1917
28 072	8 553	975 706	502 575	48.49	79 122	20 139	88 381	1 238 956	1918
36 149	6 638	1 036 123	445 482	57.00	120 696	18 672	41 488	1 298 171	1919
34 975	5 864	1 023 712	359 238	64.90	146 435	11 450	5 449	1 273 093	1920
27 250	6 462	1 009 264	351 503	65.17	116 475	7 715	4 444	1 224 709	1921
18 862	9 754	976 426	337 415	65.44	147 447	10 961	5 738	1 224 348	1922
29 973	8 553	981 958	354 074	63.94	80 011	12 989	10 407	1 166 446	1923
38 590	6 778	913 912	320 821	64.89	102 848	8 253	6 016	1 107 541	1924
34 362	6 584	875 790	319 396	63.53	113 229	4 677	6 254	1 075 136	1925
33 571	6 403	873 941	329 380	62.31	127 046	4 279	5 468	1 087 587	1926
34 583	9 238	917 393	337 516	63.20	123 794	18 361	9 215	1 147 509	1927
40 565	18 995	952 645	373 823	60.75	141 473	54 034	6 650	1 236 362	1928
40 175	5 439	999 185	380 648	61.90	171 698	28 527	7 071	1 288 945	1929
32 740	103 985	1 062 087	349 165	67.12	213 223	28 037	7 856	1 391 881	1930
25 605	37 863	1 609 353	737 540 ⁵⁾	145.82	883 158	40 084	44 917	2 659 522	1931
15 725	50 765	1 612 623	858 567 ⁵⁾	153.24	922 303	50 953	67 857	2 743 473	1932
19 866	27 664	1 509 518	488 552 ⁵⁾	132.36	629 551	9 407	51 359	2 309 685	1933
19 244	52 486	1 440 272	469 520 ⁵⁾	132.60	539 407	39 612	45 864	2 179 186	1934
26 655	44 887	1 366 274	22 533 ⁶⁾	101.65	357 905	7 629	24 838	1 887 435	1935

⁴⁾ Jusqu'en 1930, les réscriptions de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux seulement; y compris, de 1921 à 1929, les réscriptions sans intérêts de la Confédération. Ces réscriptions ont été remises à la Banque en couverture de la différence entre la valeur métallique et la valeur nominale des pièces de 5 francs en argent des autres pays de l'ancienne Union latine qui sont comptées dans l'encaisse métallique.

⁵⁾ En 1907 et 1908, les correspondants étrangers et l'avoir à vue à l'étranger y sont compris; de 1909 à 1927, l'avoir à l'étranger y est compris, l'avoir à vue sur l'étranger en est éliminé.

⁶⁾ Couverture-or supplémentaire de la circulation des billets.

Moyennes annuelles.

Année	Encaisse métallique			Devises		Portefeuille suisse				Effets de la Caisse de prêts de la Confédération suisse	Taux d'escompte
	Or	Argent ¹⁾	Total	Total ²⁾	dont disponibilités «or» ³⁾	Effets suisses ⁴⁾	Rescriptions ⁵⁾	Obligations	Total		
	en 1000 francs										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1907	52 158	6 262	58 420	19 041	—	36 721	—	—	36 721	—	4.93
1908	98 329	8 090	106 419	39 046	—	23 961	—	—	23 961	—	3.73
1909	121 492	15 209	136 701	49 620	—	41 665	—	—	41 665	—	3.22
1910	143 346	16 076	159 422	44 721	—	70 916	—	—	70 916	—	3.51
1911	158 521	14 790	173 311	56 078	—	60 482	—	5 640	66 122	—	3.70
1912	168 084	13 049	181 133	34 748	—	78 100	—	4 471	82 571	—	4.20
1913	170 457	23 155	193 612	48 677	—	57 849	—	2 334	60 183	—	4.81
1914	195 061	17 212	212 273	45 865	—	103 499	—	7 186	110 685	—	4.34
1915	241 529	47 744	289 273	35 065	—	108 612	—	3 526	112 138	—	4.50
1916	271 522	53 948	325 470	72 093	—	126 136	—	1 150	127 286	—	4.50
1917	344 648	52 689	397 337	52 706	—	170 648	—	902	171 550	—	4.50
1918	377 061	55 350	432 411	53 723	—	321 680	—	2 150	323 830	—	4.75
1919	451 532	64 811	516 343	62 139	—	418 179	—	1 559	419 738	—	5.32
1920	534 185	92 991	627 176	84 583	—	303 168	—	3 974	307 142	—	5.00
1921	544 219	122 701	666 920	26 469	—	308 452	—	1 946	310 398	—	4.44
1922	532 441	111 075	643 516	72 796	—	251 328	—	1 543	252 871	—	3.39
1923	531 545	100 004	631 549	79 269	—	254 206	—	4 350	258 556	—	3.17
1924	518 638	94 443	613 081	122 907	—	153 043	—	4 265	157 308	—	4.00
1925	485 707	89 411	575 118	211 796	—	87 305	—	1 997	89 302	—	3.90
1926	429 090	85 889	514 979	217 987	—	104 968	—	2 011	106 979	—	3.50
1927	450 484	69 271	519 755	205 080	—	131 884	—	5 068	136 952	—	3.50
1928	450 254	56 224	506 478	219 751	216 683	144 484	—	7 900	152 384	—	3.50
1929	506 572	36 980	543 552	248 569	237 763	125 641	—	8 538	134 179	—	3.50
1930	607 250	5 553	612 803	361 595	347 164	40 011	—	8 390	48 401	—	2.89
1931	1 164 955	—	1 164 955	353 746	338 136	35 300	—	5 659	40 959	—	2.03
1932	2 545 991	—	2 545 991	81 391	78 703	13 851	4 602	4 545	22 998	2 953 ⁶⁾	2.00
1933	2 119 500	—	2 119 500	21 747	19 564	10 203	4 184	5 865	20 252	19 531	2.00
1934	1 788 098	—	1 788 098	14 086	13 532	12 275	20 260	6 110	38 645	21 497	2.00
1935	1 457 053	—	1 457 053	18 658	10 095	33 961	42 851	8 505	85 317	41 278	2.33

¹⁾ Jusqu'au 31 mars 1930, l'argent faisait partie de l'encaisse métallique. Les écus y figuraient: jusqu'au 31 mars 1921, à leur valeur nominale; du 1^{er} avril 1921 au 31 décembre 1923, à leur valeur métallique; ensuite, à la valeur nominale pour les écus suisses et à la valeur métallique pour les pièces de 5 francs des autres pays de l'Union monétaire latine.

²⁾ En 1907 et 1908, effets étrangers seulement; de 1909 à 1927, effets étrangers et avoir à vue sur l'étranger réunis.

³⁾ Ce poste n'était pas indiqué séparément avant 1928.

de la Banque depuis 1907.

Moyennes annuelles.

Avances sur nantissement	Taux des avances	Correspondants suisses ⁷⁾	Fonds publics	Billets en circulation	Circulation non couverte par l'encaisse métallique	Couverture métallique	Avoir des			Année
							Clients des virements	Administrations fédérales	Déposants	
en 1000 frs.	%	en 1000 francs				%	en 1000 francs			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
555	5.43	9 575	3 188	88 866	30 446	65.74	15 303	9 400	1 033	1907
2 529	4.23	8 518	9 013	145 870	39 451	72.95	13 587	10 600	1 227	1908
4 410	3.89	6 324	8 025	191 428	54 727	71.41	17 526	18 196	1 271	1909
5 933	4.30	28 829	12 205	241 422	82 000	66.03	15 072	42 988	1 836	1910
7 037	4.20	22 437	12 509	253 573	80 262	68.35	16 261	40 810	1 619	1911
12 232	4.70	10 862	11 114	269 340	88 207	67.25	16 371	25 391	1 356	1912
15 681	5.31	11 151	9 254	272 359	78 747	71.09	15 766	28 469	728	1913
20 142	5.13	10 446	11 685	335 137	122 864	63.33	34 532	19 035	3 970	1914
16 860	5.00	23 564	8 949	409 876	120 603	70.57	44 031	20 418	6 339	1915
17 741	5.00	13 598	7 772	430 305	104 835	75.63	94 885	15 838	8 054	1916
28 308	5.00	13 441	7 559	535 815	138 478	74.15	80 880	19 921	10 263	1917
36 413	5.37	17 631	9 672	733 145	300 734	58.98	71 064	14 817	33 049	1918
38 740	6.00	21 444	7 690	905 807	389 464	57.00	73 893	16 736	28 999	1919
32 296	6.00	27 589	6 583	933 832	306 656	67.16	95 980	14 492	10 449	1920
41 896	5.44	20 152	5 822	925 110	258 190	72.09	95 287	12 492	4 828	1921
49 069	4.39	21 906	8 597	817 555	174 039	78.71	181 548	15 621	6 193	1922
49 075	4.47	18 449	8 902	875 019	243 470	72.17	129 973	13 953	8 567	1923
66 596	5.00	25 490	7 140	850 514	237 433	72.08	66 879	28 291	10 025	1924
48 561	4.90	21 728	7 064	797 577	222 459	72.10	98 302	11 774	6 278	1925
45 620	4.50	19 148	6 451	769 039	254 060	66.96	81 691	13 452	7 139	1926
48 622	4.50	24 583	6 520	798 788	279 033	65.06	85 373	19 212	6 296	1927
62 769	4.50	22 339	6 254	818 330	311 852	61.89	82 438	21 262	6 925	1928
61 320	4.50	24 914	3 911	855 710	312 158	63.52	89 417	15 474	7 354	1929
42 217	3.89	20 371	59 918	894 029	281 226	68.54	167 820	31 553	6 797	1930
45 220	3.03	15 116	85 811	1 141 037	23 918 ⁸⁾	102.09	482 993	25 847	19 150	1931
45 798	3.00	9 676	40 557	1 508 369	1 037 622 ⁸⁾	168.79	1 075 091	59 142	61 801	1932
53 143	2.55	12 013	61 690	1 440 108	679 392 ⁸⁾	147.17	702 651	24 752	62 562	1933
75 011	2.50	10 285	46 877	1 349 226	438 872 ⁸⁾	132.52	514 963	12 532	46 091	1934
87 630	3.17	11 184	55 665	1 282 963	174 090 ⁸⁾	113.57	349 890	14 039	29 437	1935

⁴⁾ Jusqu'en 1931, les recriptions y sont comprises.

⁵⁾ Ce poste n'était pas indiqué séparément avant 1932.

⁶⁾ Moyenne à partir de la date d'escompte du premier bordereau.

⁷⁾ En 1907 et 1908, les correspondants étrangers et l'avoir à vue à l'étranger y sont compris; de 1909 à 1927, l'avoir à l'étranger y est compris, l'avoir à vue sur l'étranger en est éliminé.

⁸⁾ Couverture-or supplémentaire de la circulation des billets.

Mouvement.

Année	Mouvement de caisse	Entrées de		Devises ¹⁾	Escompte					Effets de la Caisse de prêts de la Confédération suisse	Avances sur nantissement	Remises à l'encaissement
		lingots d'or	monnaies et billets étrangers		Effets suisses		Rescriptions ²⁾	Obligations	Total			
					Montant	Moyenne des jours à courir						
		en millions de francs					Jours	en millions de francs				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1907	1 819,5	12,0	1,5	124,4	317,7	28	—	—	317,7	—	13,4	64,5
1908	2 567,9	19,1	10,6	310,2	465,2	18	—	—	465,2	—	85,5	131,0
1909	2 890,5	4,7	13,6	337,4	569,4	29	—	—	569,4	—	113,6	286,5
1910	3 265,4	21,5	9,8	381,7	965,8	26	—	—	965,8	—	126,7	360,9
1911	3 548,0	10,8	9,5	364,8	903,0	26	—	12,4	915,4	—	127,9	399,4
1912	3 920,1	28,7	14,8	424,8	1 082,0	26	—	28,3	1 110,3	—	174,4	454,8
1913	3 798,2	17,5	17,3	472,3	956,9	21	—	27,3	984,2	—	215,1	483,3
1914	4 434,9	31,5	56,6	350,5	907,5	38	124,0	48,2	1 079,7	—	152,7	323,5
1915	3 649,1	0,8	36,1	430,6	484,1	33	444,0	22,5	950,6	—	94,1	276,5
1916	4 250,7	4,7	108,7	662,6	237,2	29	954,0	10,5	1 201,7	—	90,5	254,0
1917	4 479,0	23,2	9,5	513,8	336,9	28	1 392,0	12,5	1 741,4	—	175,4	266,3
1918	6 219,3	26,7	70,5	484,5	1 158,8	37	1 962,0	21,6	3 142,4	—	300,4	381,2
1919	5 690,1	34,1	44,0	740,2	1 384,0	32	2 365,0	11,4	3 760,4	—	275,8	420,6
1920	6 181,3	23,9	6,6	558,7	1 373,1	38	1 949,0	33,9	3 356,0	—	315,3	477,2
1921	5 964,1	35,6	52,0	428,8	516,1	35	1 884,0	15,2	2 415,3	—	262,7	371,8
1922	5 997,1	98,1	12,5	579,4	160,3	47	1 083,0	10,9	1 254,2	—	226,1	293,9
1923	5 818,9	—	5,7	584,2	476,2	35	1 419,0	27,7	1 922,9	—	341,9	358,4
1924	5 684,6	—	0,5	716,8	741,4	38	181,0	30,4	952,8	—	576,8	459,2
1925	6 314,6	117,7	2,7	1 098,6	292,1	35	174,4	11,8	478,3	—	317,4	433,0
1926	6 520,5	24,0	5,0	1 125,9	451,7	26	153,0	15,2	619,9	—	350,6	430,4
1927	7 056,5	13,0	210,9	1 199,3	828,7	28	93,0	30,5	952,2	—	470,4	488,9
1928	6 801,1	50,3	7,4	11 228,6	1 093,0	28	14,0	49,9	1 156,9	—	681,7	593,3
1929	6 689,1	75,4	15,5	10 499,3	957,9	29	24,0	56,4	1 038,3	—	712,7	589,0
1930	6 948,2	128,0	2,3	9 369,0	294,2	35	62,0	43,8	400,0	—	449,6	549,0
1931	9 386,6	704,0	183,4	15 370,5	229,7	41	193,0	33,4	456,1	—	406,7	628,6
1932	6 566,4	670,9	42,7	3 747,8	79,4	57	62,9	29,1	171,4	7,5	282,8	584,1
1933	6 171,0	155,7	0,2	5 310,7	73,7	52	139,7	43,7	257,1	143,8	394,2	511,2
1934	5 248,5	212,1	0,1	3 025,3	79,9	53	573,5	33,1	686,5	88,5	437,9	467,0
1935	5 706,7	70,1	0,1	4 566,6	245,7	52	431,6	57,5	734,8	272,8	664,9	320,5

¹⁾ De 1907 à 1927, seul le montant des effets étrangers escomptés et achetés est indiqué; jusqu'en 1927, le mouvement des comptes de correspondants étrangers est compris dans celui des comptes de correspondants suisses (col. 14).

²⁾ Jusqu'en 1930, seules les rescriptions de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux sont indiquées.

de la Banque depuis 1907.

Mouvement.

Comptes des correspondants suisses ³⁾	Transactions en fonds publics	Virements	Comptes des clients de la Banque avec comptes de chèques postaux	Administrations fédérales	Comptes de dépôts	Mandats généraux et chèques émis sur la Banque ⁴⁾	Mouvement total additionné des deux côtés (chambres de compensation exceptées)	Chambres de compensation	Année
en millions de francs									
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
1 143,2	6,4	5 019,5	—	367,0	5,5	—	15 876,2	2 133,7	1907
1 839,4	37,5	10 610,1	37,9	1 066,5	12,0	22,9	31 056,2	2 997,4	1908
1 819,1	44,0	13 683,3	178,1	1 411,8	23,5	48,6	37 578,2	3 483,7	1909
2 205,8	40,4	16 616,6	297,6	1 663,9	42,8	48,6	44 845,6	4 036,0	1910
2 553,6	46,5	17 480,0	364,8	1 997,1	45,4	34,5	47 493,6	4 305,0	1911
2 852,8	16,0	19 641,0	454,8	2 115,1	57,7	34,7	55 760,6	4 614,6	1912
2 982,7	12,4	18 799,0	487,1	2 238,5	51,9	31,9	54 962,4	5 471,6	1913
2 353,7	15,6	17 438,1	502,6	2 353,8	194,9	23,9	56 172,0	4 146,8	1914
2 785,7	5,6	18 920,7	575,2	3 933,7	197,7	31,1	59 920,6	3 923,7	1915
3 980,9	8,3	26 918,2	707,1	5 655,7	329,0	42,6	86 220,6	4 914,9	1916
3 784,5	6,8	28 891,5	962,2	7 217,3	405,5	68,8	103 332,4	5 793,2	1917
4 088,9	4,4	38 016,6	1 328,7	10 155,4	1 122,8	59,5	142 371,6	7 578,0	1918
5 481,0	2,9	43 616,2	1 361,5	12 381,5	856,6	41,6	159 069,8	9 664,3	1919
6 312,9	6,7	51 599,2	1 554,5	12 693,5	382,9	34,9	169 423,4	14 831,3	1920
4 870,3	6,5	48 803,6	1 433,5	12 563,1	192,5	22,0	161 033,0	12 701,4	1921
4 712,9	7,4	46 262,0	1 368,9	10 601,1	311,6	26,0	121 686,4	10 281,2	1922
6 233,5	4,5	51 646,4	1 467,7	13 058,3	377,7	30,3	136 914,8	11 372,0	1923
7 274,2	4,0	57 981,2	1 652,5	10 874,4	494,3	22,2	130 707,2	13 128,4	1924
7 778,8	27,3	58 206,0	1 726,9	10 956,9	407,3	63,5	131 395,0	13 185,0	1925
6 405,5	7,3	63 755,5	1 707,0	10 280,9	436,2	55,5	133 765,6	13 617,9	1926
7 702,0	12,8	76 062,7	1 800,8	11 017,4	465,5	60,9	150 757,6	15 652,8	1927
2 933,8	72,5	79 462,8	1 951,0	11 276,1	1 204,3	66,4	159 714,6	14 747,6	1928
2 956,3	37,5	77 063,9	2 121,7	11 626,5	1 985,5	61,3	158 593,7	13 761,5	1929
2 888,1	309,0	78 448,4	2 204,5	13 656,5	1 755,1	142,2	158 659,2	12 586,0	1930
2 706,1	449,9	74 074,5	2 139,2	12 082,0	1 047,1	179,7	170 066,7	10 243,8	1931
2 456,3	58,8	41 755,3	2 028,2	10 291,6	526,8	169,3	108 175,0	5 193,3	1932
2 321,2	88,0	44 954,6	2 048,4	9 904,4	566,7	160,0	113 801,0	4 824,6	1933
2 292,0	52,5	39 524,8	2 151,1	11 038,7	790,2	136,0	104 803,8	4 013,8	1934
2 222,7	119,9	39 566,4	2 113,7	9 803,0	542,0	110,5	109 537,7	3 267,8	1935

³⁾ De 1907 à 1927, le mouvement des comptes de correspondants étrangers y est compris; dès 1928, celui des comptes de correspondants suisses seulement.

⁴⁾ Jusqu'en 1924, mandats généraux seulement.

Résultats des opérations.

Année	Produit des affaires en devises ¹⁾	Escompte et commissions sur effets à l'encaissement					Intérêts créanciers				Commissions ⁵⁾	Divers ⁶⁾	Intérêts débiteurs	Bénéfice brut	
		Total	dont escompte sur			Total ³⁾	dont								
			effets sur la Suisse	rescriptions ²⁾	obligations		effets de la Caisse de prêts de la Confédération suisse	avances sur nantissement	correspondants suisses ³⁾	fonds publics ⁴⁾					
en 1000 francs															
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
1907/08	1 560	1 979	1 977	—	—	—	1 283	117	528	428	69	91	473	4 509	
1909	1 095	1 304	1 303	—	—	—	805	158	180	310	116	82	444	2 958	
1910	1 270	2 502	2 490	—	—	—	1 809	247	1 068	478	69	8	1 415	4 243	
1911	1 628	2 315	2 267	—	35	—	1 673	302	847	505	87	41	1 313	4 431	
1912	1 117	3 430	3 233	—	183	—	1 433	568	332	469	125	32	705	5 432	
1913	1 849	2 994	2 868	—	110	—	1 680	830	390	396	149	29	841	5 860	
1914	1 208	5 292	4 472	427	371	—	2 035	1 046	422	502	192	44	426	8 345	
1915	÷ 478	5 458	2 264	3 014	168	—	2 342	840	532	406	259	78	323	7 336	
1916	1 862	5 874	939	4 872	51	—	2 810	920	1 046	370	321	632	288	11 211	
1917	45	8 155	1 076	7 027	42	—	3 307	1 471	1 263	362	458	867	475	12 357	
1918	492	10 660	4 813	5 734	103	—	4 169	2 106	1 214	510	695	778	25	16 769	
1919	999	15 887	6 628	9 162	87	—	4 598	2 402	1 603	462	656	282	163	22 259	
1920	3 996	11 696	7 149	4 343	191	—	6 548	1 956	4 067	428	619	207	187	22 879	
1921	1 715	11 612	2 915	8 593	91	—	3 442	2 162	740	447	677	1 057	333	18 170	
1922	4 058	4 492	848	3 575	55	—	3 890	2 070	1 167	532	752	927	497	13 622	
1923	1 779	5 918	1 344	4 408	156	—	3 902	2 201	870	575	627	1 342	473	13 095	
1924	232	3 606	3 246	175	175	—	5 423	3 323	1 374	483	525	940	867	9 859	
1925	4 075	1 841	1 199	551	85	—	4 406	2 403	1 301	476	653	614	252	11 337	
1926	4 833	2 419	1 177	1 169	68	—	3 590	2 064	1 080	428	539	458	267	11 572	
1927	4 736	3 352	2 145	1 029	174	—	4 453	2 184	1 766	485	621	354	390	13 126	
1928	5 222	4 240	2 970	995	271	—	3 792	2 821	476	475	578	393	468	13 757	
1929	6 402	4 149	2 862	994	287	—	3 610	2 738	529	322	539	306	373	14 633	
1930	7 591	1 658	972	422	258	—	3 499	1 675	448	1 356	727	345	778	13 042	
1931	6 677	997	611	250	116	—	2 531	1 384	297	831	789	574	328	11 240	
1932	4 039	517	300	91	89	16	3 812	1 375	188	2 240	662	961	310	9 681	
1933	3 626	713	214	100	108	268	3 935	1 400	138	2 391	930	251	204	9 251	
1934	3 027	1 338	256	606	117	338	3 248	1 926	113	1 203	698	736	217	8 830	
1935	872	2 930	799	1 028	186	898	4 349	2 806	163	1 374	677	858	186	9 500	

1) De 1907/08 à 1927, seul le produit des effets étrangers est indiqué.
2) Jusqu'en 1930, seul l'escompte sur les rescriptions de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux.
3) De 1907/08 à 1927, y compris les intérêts des comptes de correspondants étrangers.
4) Non compris les amortissements.
5) Y compris droits de garde et location de coffres-forts.
6) Non compris droits de garde et location de coffres-forts.

de la Banque depuis 1907.

Résultats des opérations.

Frais d'administration	Impôts, y compris attribution à la provision (Impôt de guerre et droit de timbre sur les actions de la Banque)	Frais de confection des billets, y compris attribution à la provision	Frais d'importation d'or et de numéraire, provisions et pertes sur monnaies d'or	Amortissements, pertes et réserves		Versements aux institutions de prévoyance	Bénéfice net	Attribution au fonds de réserve	Dividende	Versements à la Caisse d'Etat fédérale	Année
				sur immeubles et mobilier, déduction faite du bénéfice réalisé sur la vente d'immeubles	sur fonds publics et affaires courantes, moins rentrées						
en 1000 francs											
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
2 068	--	226	162	29	7	—	2 017	202	1 800	15	1907/08
1 399	--	151	8	22	43	20	1 315	131	1 000	184	1909
1 307	--	151	69	95	77	20	2 524	252	1 000	1 272	1910
1 355	--	225	68	91	87	30	2 575	257	1 000	1 318	1911
1 381	--	224	315	188	246	40	3 038	304	1 000	1 734	1912
1 426	--	271	165	163	248	100	3 487	349	1 000	2 138	1913
1 572	--	503	25	292	621	60	5 272	500	1 000	3 772	1914
1 498	--	566	2	140	598	80	4 452	445	1 000	3 007	1915
1 571	--	628	--	1 001	231	350	7 430	500	1 000	5 930	1916
1 844	--	501	--	1 195	419	440	7 958	500	1 000	6 458	1917
2 550	--	1 352	--	4 294	2 576	510	5 487	500	1 000	3 987	1918
3 577	--	454	--	6 924	2 861	1 000	7 443	500	1 000	5 943	1919
3 749	--	2 253	--	3 793	1 164	500	11 420	500	1 000	9 920	1920
3 715	2 500	1 000	--	1 379	÷ 48	500	9 124	500	1 500	7 124	1921
3 885	--	500	--	1 069	40	500	7 628	500	1 500	5 628	1922
3 825 ⁷⁾	1 500	176	--	67	490	--	7 037	500	1 500	5 037	1923
3 630	--	521	--	÷ 642	÷ 7	--	6 357	500	1 500	4 357	1924
3 708	--	415	--	33	÷ 5	500	6 686	500	1 500	4 686	1925
3 525	300	665	244	112	÷ 22	--	6 748	500	1 500	4 748	1926
3 597	800	779	77	830	290	--	6 753	500	1 500	4 753	1927
4 204 ⁸⁾	262	278	178	1 682	255	--	6 898	559	1 500	4 839	1928
4 153	--	437	624	1 618	÷ 10	500	7 311	500	1 500	5 311	1929
3 873	--	705	35	1 323	÷ 3	--	7 109	500	1 500	5 109	1930
3 913	--	688	--	66	869 ⁹⁾	--	5 704	500	1 500	3 704	1931
3 909	--	170	--	33	261	--	5 308	500	1 500	3 308	1932
3 532	--	204	234	28	--	--	5 253	500	1 500	3 253	1933
3 390	170	123	--	27	÷ 133 ¹⁰⁾	--	5 253	500	1 500	3 253	1934
3 455	200	173	--	13	406	--	5 253	500	1 500	3 253	1935

⁷⁾ Y compris frs. 300 000, pour la constitution d'un fonds destiné à l'assurance contre les risques de transport (provision pour risques non assurés).

⁸⁾ Y compris frs. 635 000, provision pour risques non assurés (y compris les attributions effectuées de 1923 à 1927, cette dernière provision s'élève à frs. 1 000 000).

⁹⁾ Y compris frs. 260 000, provision pour pertes éventuelles sur affaires courantes.

¹⁰⁾ Réserves non utilisées pour pertes éventuelles sur affaires courantes.

Tab. I.

Chambres de compensation.

Mouvement mensuel.

	Bâle	Berne	La Chaux-de- Fonds	Genève	Lausanne	Neuchâtel	St-Gall	Zurich	Total
Nombre des effets									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Janvier	10 374	3 989	1 251	13 223	5 520	867	2 788	31 907	69 919
Février	8 310	3 830	1 059	10 253	4 956	757	2 429	26 676	58 270
Mars	8 949	3 816	1 007	11 018	4 907	661	2 453	27 823	60 634
Avril	9 694	4 301	1 250	11 657	5 868	889	2 762	29 269	65 690
Mai	9 653	4 096	1 252	11 601	5 842	866	2 621	29 954	65 885
Juin	8 407	3 693	1 101	10 558	5 092	619	2 378	26 078	57 926
Juillet	9 033	4 455	1 390	12 074	5 795	976	2 882	29 289	65 894
Août	7 943	3 887	1 251	10 141	4 895	819	2 466	25 953	57 355
Septembre	7 440	3 713	1 209	9 630	4 893	714	2 306	24 590	54 495
Octobre	8 301	4 103	1 297	10 551	5 459	780	2 553	27 345	60 389
Novembre	8 024	3 738	1 311	10 102	5 513	705	2 551	26 459	58 403
Décembre	8 099	3 795	1 161	9 777	5 675	726	2 473	25 668	57 374
Total	104 227	47 416	14 539	130 585	64 415	9 379	30 662	331 011	732 234
Montant en 1000 francs									
Janvier	99 032	9 988	1 240	105 273	10 115	2 143	7 887	92 620	328 298
Février	72 068	9 064	830	73 876	8 210	3 928	6 376	76 159	250 511
Mars	99 932	9 110	762	112 293	9 188	1 603	6 038	87 458	326 384
Avril	102 916	9 606	1 203	90 598	11 587	2 730	8 118	88 470	315 228
Mai	92 974	10 266	986	82 863	12 029	8 109	8 185	97 160	312 572
Juin	83 018	8 762	963	83 322	10 411	1 192	5 762	84 566	277 996
Juillet	86 142	9 742	1 475	92 610	11 919	2 273	8 586	95 756	308 503
Août	65 817	8 878	1 110	73 904	9 412	9 222	6 599	67 071	242 013
Septembre	47 322	10 142	1 122	65 142	8 020	3 329	5 480	72 206	212 763
Octobre	56 773	9 499	1 219	75 304	10 636	5 785	6 637	75 164	241 017
Novembre	57 699	8 507	1 362	68 041	10 283	2 684	6 155	64 672	219 403
Décembre	57 686	9 112	1 332	69 551	9 858	3 658	5 226	76 694	233 117
Total	921 379	112 676	13 604	992 777	121 668	46 656	81 049	977 996	3 267 805

Chambres de compensation.

Mouvement annuel.

	Année	Bâle	Berne	La Chaux-de-Fonds	Genève	Lausanne	Neuchâtel	St-Gall	Zurich	Total	
Nombre des membres au 31 décembre											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
		1933	21	14	5	16	9	5	11	10	91
		1934	20	14	5	15	8	4	11	9	86
		1935	19	14	5	15	9	4	11	9	86
Mouvement total											
en 1000 frs.		1933	1 452 783	134 776	15 426	1 571 038	157 291	21 251	90 993	1 381 052	4 824 610
		1934	1 213 284	150 062	14 138	1 162 702	136 003	28 706	84 212	1 224 714	4 013 821
		1935	921 379	112 676	13 604	992 777	121 668	46 656	81 049	977 996	3 267 805
Du mouvement total, ont été réglés par compensation proprement dite											
en 1000 frs.		1933	930 421	81 059	8 936	1 079 986	100 675	9 327	49 297	924 635	3 184 336
		1934	791 707	76 331	8 577	792 621	87 990	9 414	44 451	846 092	2 657 183
		1935	562 103	65 452	7 508	656 553	78 686	8 869	38 930	647 258	2 065 359
en pour-cent du mouvement total		1933	64.04	60.14	57.93	68.74	64.01	43.89	54.18	66.95	66.00
		1934	65.25	50.87	60.67	68.17	64.70	32.80	52.78	69.08	66.20
		1935	61.01	58.09	55.19	66.13	64.67	19.01	48.03	66.18	63.20
Du mouvement total, ont été réglés par comptes de virements											
en 1000 frs.		1933	522 362	53 717	6 490	491 052	56 616	11 924	41 696	456 417	1 640 274
		1934	421 577	73 731	5 561	370 081	48 013	19 292	39 761	378 622	1 356 638
		1935	359 276	47 224	6 096	336 224	42 982	37 787	42 119	330 738	1 202 446
en pour-cent du mouvement total		1933	35.96	39.86	42.07	31.26	35.99	56.11	45.82	33.05	34.00
		1934	34.75	49.13	39.33	31.83	35.30	67.20	47.22	30.92	33.80
		1935	38.99	41.91	44.81	33.87	35.33	80.99	51.97	33.82	36.80
Moyenne du mouvement journalier											
en 1000 frs.		1933	4 763	441	51	5 134	518	70	298	4 513	15 788
		1934	3 991	490	47	3 837	447	95	278	4 016	13 201
		1935	3 031	371	45	3 266	400	154	266	3 206	10 739
Montant moyen des effets											
en francs		1933	9 651	2 384	773	8 914	2 098	2 004	2 592	3 030	4 924
		1934	9 064	2 781	754	7 718	2 002	2 924	2 461	2 886	4 492
		1935	8 840	2 376	936	7 603	1 889	4 975	2 643	2 955	4 463

Annexe N° 12.

Clearing des titres pour opérations au comptant sur les places de Bâle et Zurich.

Nombre de maisons affiliées au clearing des titres au 31 décembre 1935: à Bâle 22 maisons à Zurich 27															
	Année	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
Montant des titres présentés (en 1000 francs)															
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bâle .	1933	15 150	13 432	11 765	12 228	25 704	22 671	19 534	10 306	12 022	10 994	12 899	12 392	179 097	
	1934	11 520	10 471	12 899	13 382	10 468	10 556	7 053	6 398	7 450	8 879	8 670	7 636	115 382	
	1935	13 019	9 989	12 280	29 476	23 752	12 863	9 299	7 053	8 609	8 204	8 381	8 602	151 527	
Zurich	1933	61 622	53 811	70 471	49 361	114 187	90 183	91 751	59 619	49 248	48 256	58 225	60 915	807 649	
	1934	56 762	55 796	67 415	59 733	51 333	48 684	44 692	40 048	35 900	45 584	43 613	45 659	595 219	
	1935	59 612	56 024	65 677	131 910	113 111	74 607	54 809	40 028	43 832	47 577	48 670	46 354	782 211	
Du montant des titres présentés ont été compensés (en 1000 francs)															
Bâle .	1933	9 253	8 327	6 840	7 069	16 652	14 847	13 046	5 823	7 439	6 171	8 208	6 451	110 126	
	1934	6 676	6 674	8 016	8 177	6 377	6 512	3 937	3 643	4 693	5 084	4 990	4 452	69 231	
	1935	8 008	6 297	7 992	19 725	16 040	7 966	5 590	3 701	5 387	4 986	5 196	5 509	96 397	
Zurich	1933	44 702	39 623	48 579	36 861	84 852	70 507	70 776	43 801	36 543	35 233	42 212	45 314	599 003	
	1934	43 034	40 525	48 680	45 251	38 001	36 318	33 276	29 199	26 989	32 556	33 222	34 545	441 596	
	1935	47 282	42 576	50 566	93 845	85 462	57 873	41 114	29 981	32 783	35 840	36 319	34 435	588 076	
Du montant des titres présentés ont été passés au compte de virements (en 1000 francs)															
Bâle .	1933	5 897	5 105	4 925	5 159	9 052	7 824	6 488	4 483	4 583	4 823	4 691	5 941	68 971	
	1934	4 844	3 797	4 883	5 205	4 091	4 044	3 116	2 755	2 757	3 795	3 680	3 184	46 151	
	1935	5 011	3 692	4 288	9 751	7 712	4 897	3 709	3 352	3 222	3 218	3 185	3 093	55 130	
Zurich	1933	16 920	14 188	21 892	12 500	29 335	19 676	20 975	15 818	12 705	13 023	16 013	15 601	208 646	
	1934	13 728	15 271	18 735	14 482	13 332	12 366	11 416	10 849	8 911	13 028	10 391	11 114	153 623	
	1935	12 330	13 448	15 111	38 065	27 649	16 734	13 695	10 047	11 049	11 737	12 351	11 919	194 135	
Du montant des titres présentés ont été compensés (en pour-cent)															
Bâle .	1933	61.08	61.99	58.14	57.81	64.78	65.49	66.79	56.50	61.88	56.13	63.63	52.06	61.49	
	1934	57.95	63.73	62.14	61.10	60.92	61.69	55.82	56.94	62.99	57.26	57.55	58.31	60.00	
	1935	61.51	63.05	65.07	66.92	67.53	61.93	60.11	52.47	62.57	60.78	62.00	64.04	63.62	
Zurich	1933	72.54	73.63	68.93	74.68	74.31	78.18	77.14	73.47	74.20	73.01	72.50	74.39	74.17	
	1934	75.81	72.63	72.21	75.76	74.03	74.60	74.46	72.91	75.18	71.42	76.17	75.66	74.19	
	1935	79.32	76.00	76.99	71.14	75.56	77.57	75.01	74.90	74.79	75.33	74.62	74.28	75.18	
Du montant des titres présentés ont été passés au compte de virements (en pour-cent)															
Bâle .	1933	38.92	38.01	41.86	42.19	35.22	34.51	33.21	43.50	38.12	43.87	36.37	47.94	38.51	
	1934	42.05	36.27	37.86	38.90	39.08	38.31	44.18	43.06	37.01	42.74	42.45	41.69	40.00	
	1935	38.49	36.95	34.93	33.08	32.47	38.07	39.89	47.53	37.43	39.22	38.00	35.96	36.38	
Zurich	1933	27.46	26.37	31.07	25.32	25.69	21.82	22.86	26.53	25.80	26.99	27.50	25.61	25.83	
	1934	24.19	27.37	27.79	24.24	25.97	25.40	25.54	27.09	24.82	28.58	23.83	24.34	25.81	
	1935	20.68	24.00	23.01	28.86	24.44	22.43	24.99	25.10	25.21	24.67	25.38	25.72	24.82	

Changes à vue en Suisse (cours de la demande).

Année et mois	Paris	Londres	New-York	Berlin	Milan	Bruxelles	Vienne	Amsterdam	Madrid	Stockholm
	pour frs. 100.—	pour £ 1.—	pour \$ 1.—	pour RM 100.—	pour L. 100.—	pour Belgas 100.—	pour S 100.—	pour Fl. 100.—	pour Pes. 100.—	pour Kr. 100.—
	Parité en francs suisses									
	20.305	25.22154 ¹⁾	3.06097 ²⁾	123.457	27.277	51.8847)	72.926 57.7564 ⁸⁾	208.32	100.—	138.889 ¹²⁾
Moyennes mensuelles										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1935							9)			
Janvier	20.373	15.137	3.093	123.86	26.39	72.15	57.34	208.76	42.19	78.02
Février	20.377	15.061	3.089	123.88	26.19	72.07	57.17	208.78	42.20	77.61
Mars	20.355	14.659	3.071	123.92	25.61	70.28	56.82	208.83	42.14	75.55
Avril	20.377	14.921	3.087	124.15	25.57	52.28	57.52	208.32	42.20	76.90
Mai	20.376	15.112	3.092	124.30	25.44	52.39	57.77	209.13	42.20	77.89
Juin	20.227	15.092	3.058	123.47	25.26	51.79	57.62	207.63	41.90	77.78
Juillet	20.226	15.127	3.052	123.05	25.05	51.60	57.78	207.59	41.88	77.96
Août	20.249	15.186	3.055	123.14	25.08	51.58	58.02	207.12	41.94	78.27
Septembre	20.272	15.173	3.075	123.57	25.07	51.82	57.34	207.72	41.96	78.20
Octobre	20.250	15.080	3.072	123.50	24.96	51.75	56.77	208.13	41.94	77.71
Novembre	20.295	15.175	3.080	123.81	24.90 ⁴⁾	52.03	56.44	208.89	42.02	78.19
Décembre	20.345	15.195	3.083	123.86	24.74 ⁵⁾	51.96	56.71	208.91	42.14	78.31
Cours le plus haut et le plus bas et cours en fin d'année										
1935										
Cours le plus haut	20.37 ⁷⁾ / ₈ 23 et 24, 26—31 janv., 5—25 avril	15.32 ¹⁾ / ₂ 25,27 et 31 mai	3.14 28 janvier	124.55 29 et 31 mai	26.41 9 et 10 janvier	72.30 2 janvier et 19 mars	58.50 30 juillet	209.60 17 mai	42.20 Pend. 92 jours des mois de janv. à juin, nov. et déc.	79.— 25 et 27 mai
Cours le plus bas	20.20 6 juin	14.40 7 mars	3.03 ³⁾ / ₄ 7 mars	122.85 23 juillet	23.25 23 juillet	51.45 11 juillet	55.75 19 et 21 oct.	206.20 27 juillet	41.82 18 juin	74.20 7 mars
Cours au 31 décembre ..	20.30 ¹⁾ / ₂	15.13 ¹⁾ / ₂	3.07 ¹⁾ / ₈	123.50	24.55 ⁶⁾	51.75	57.—	208.65	42.05	78.—
Moyennes annuelles										
1930	20.25	25.084	5.159	123.06	27.02	71.98	72.73	207.51	59.97	138.53
1931	20.20	23.346	5.153	121.84 ³⁾	26.80	71.76	— ¹⁰⁾	207.30	48.94	129.96
1932	20.24	18.035	5.151	122.32	26.39	71.67	60.50 ¹¹⁾	207.62	41.40	94.81
1933	20.27	17.130	4.130	122.60	26.93	72.04	57.47	208.20	43.12	89.12
1934	20.29	15.560	3.087	121.53	26.45	71.90	56.88	208.10	42.01	80.14
1935	20.31	15.077	3.075	123.70	25.38	56.78	57.28	208.31	42.06	77.70

1) L'étalon-or a été suspendu en Angleterre le 21 septembre 1931.

2) Depuis le 31 janvier 1934 contre 5.18262 auparavant. Du 19 avril 1933 au 30 janvier 1934, l'étalon-or a été suspendu aux Etats-Unis.

3) Le Reichsmark n'a pas été noté à l'étranger jusqu'à fin août par suite de la fermeture des banques les 14 et 15 juillet 1931 et des mesures restrictives décrétées dès lors par le Gouvernement allemand.

4) Moyenne du 1er au 23 novembre 1935.

5) Cours de la lire libre, moyenne du 11 au 31 décembre 1935.

6) Cours de la lire libre.

7) Depuis le 1er avril 1935 contre 72.062 auparavant.

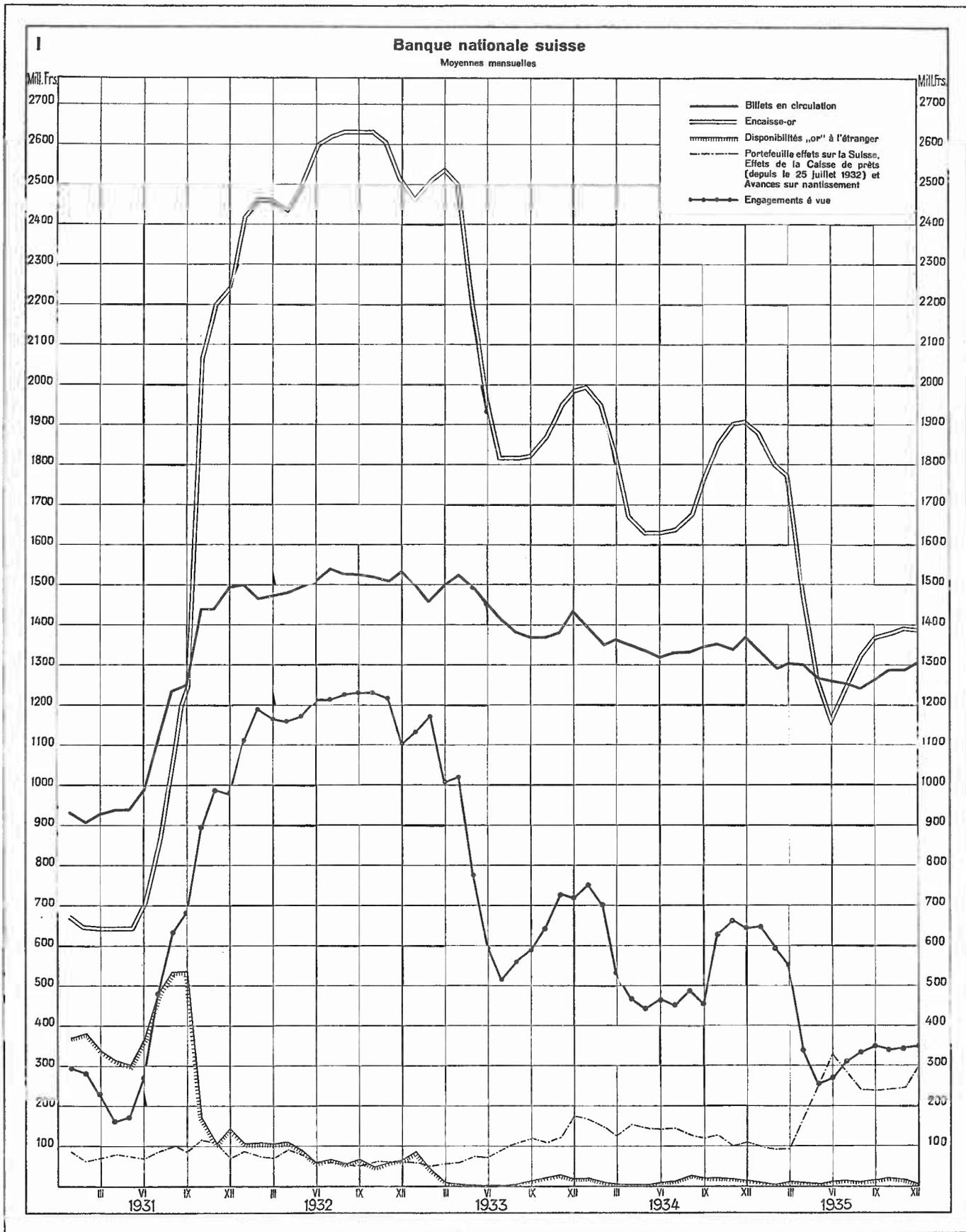
8) Calculée sur la base de la réévaluation de l'encaisse-or que la Banque Nationale d'Autriche a effectuée le 31 décembre 1935 (1 kg. d'or fin = 5963.69 S).

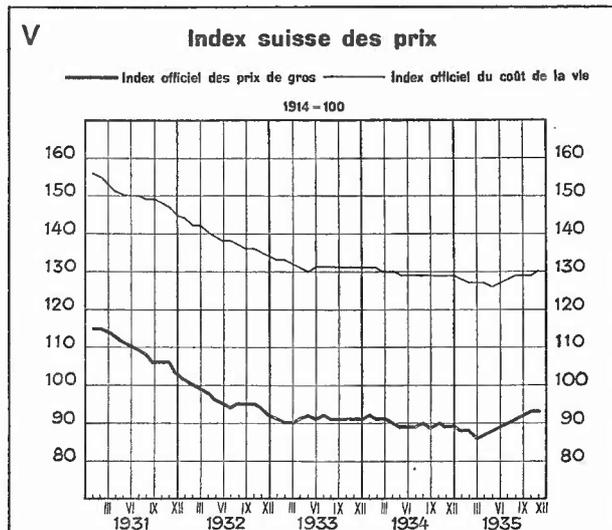
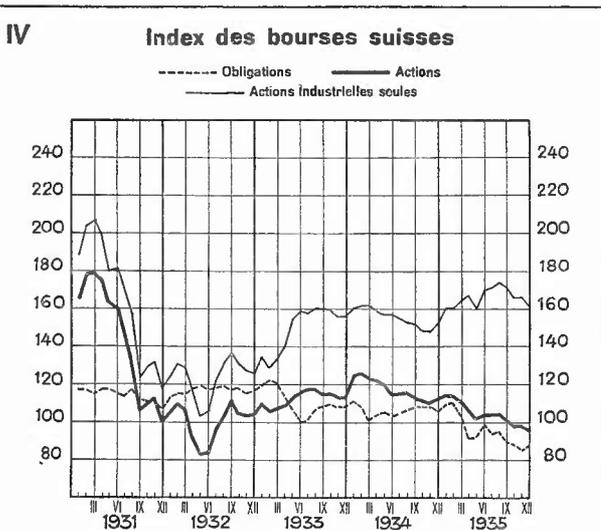
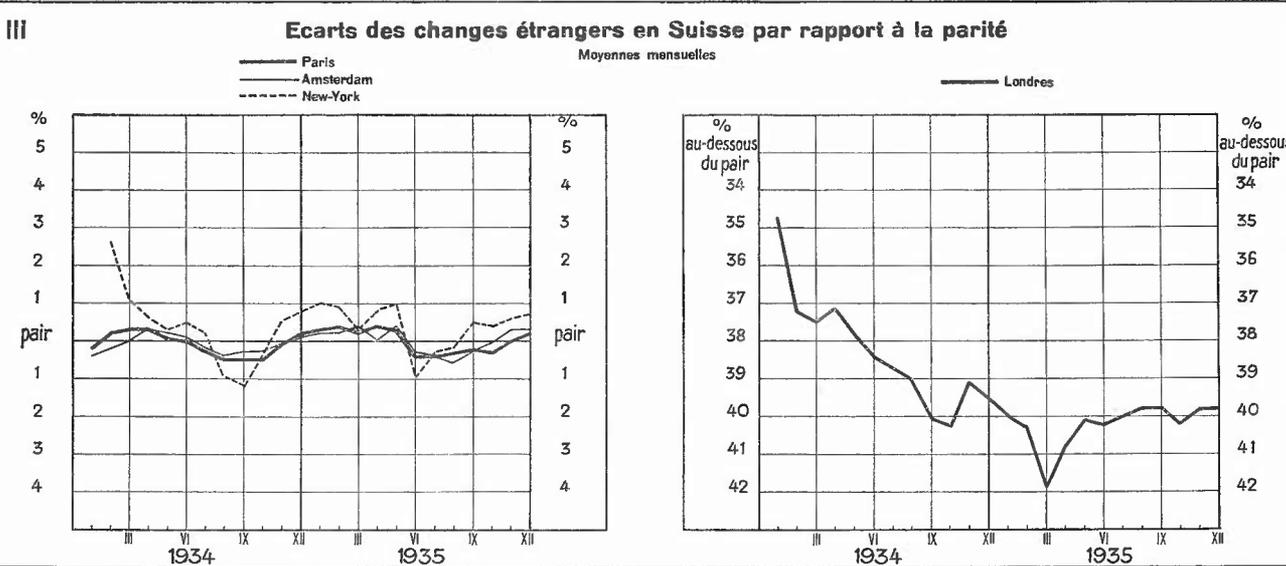
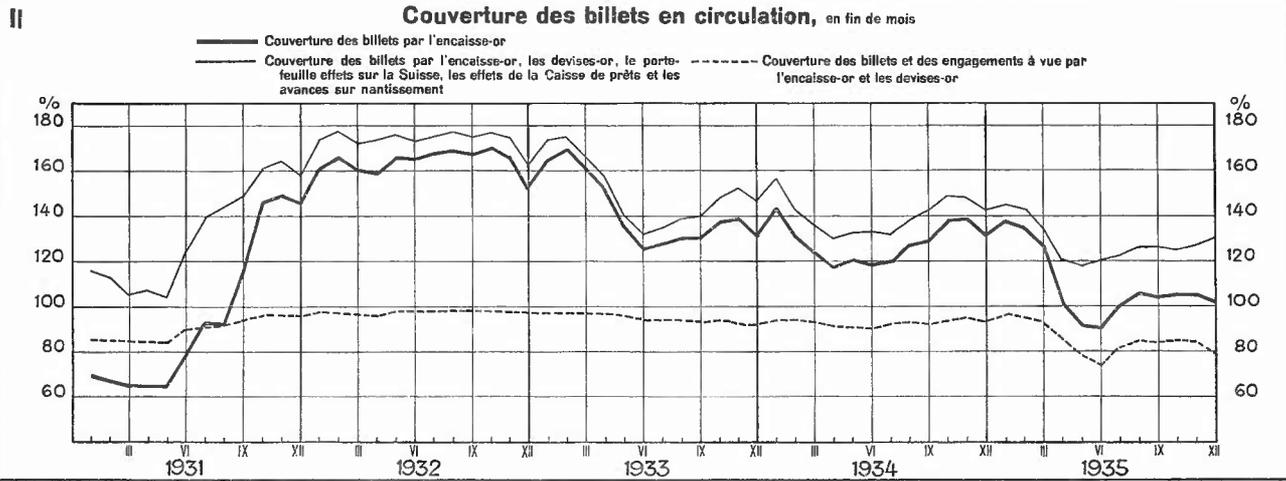
9) Dès mai 1932, cours pour les billets.

10) Les dispositions promulguées en Autriche sur le commerce des devises, au début d'octobre 1931, l'ont rendu pratiquement impossible; c'est pourquoi il n'a pu être calculé de moyenne annuelle pour 1931.

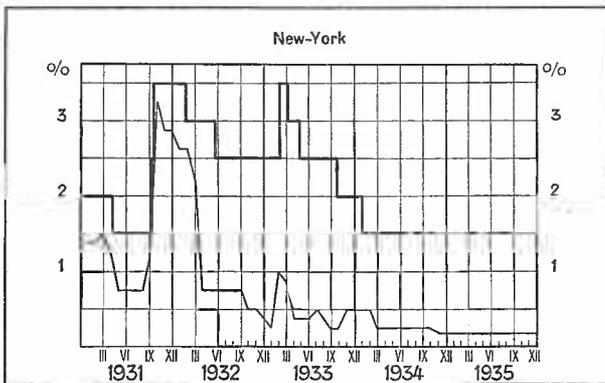
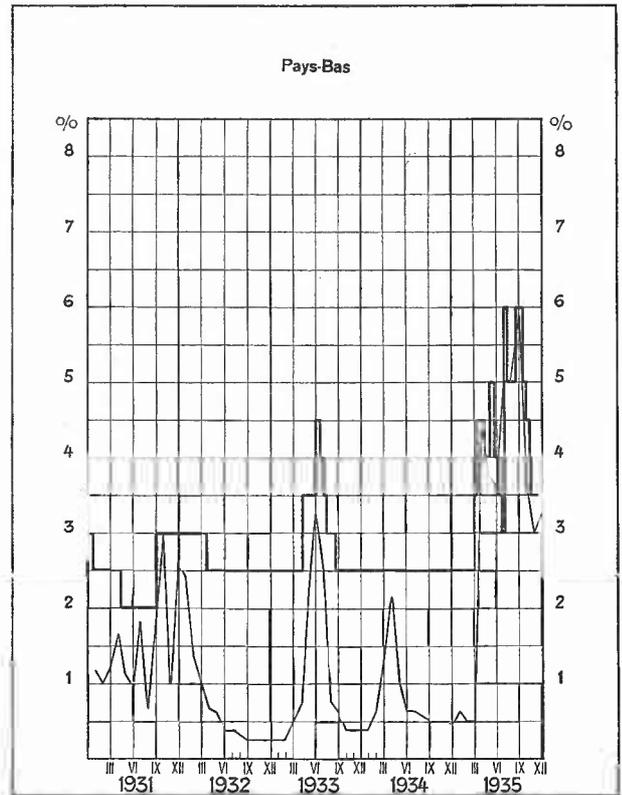
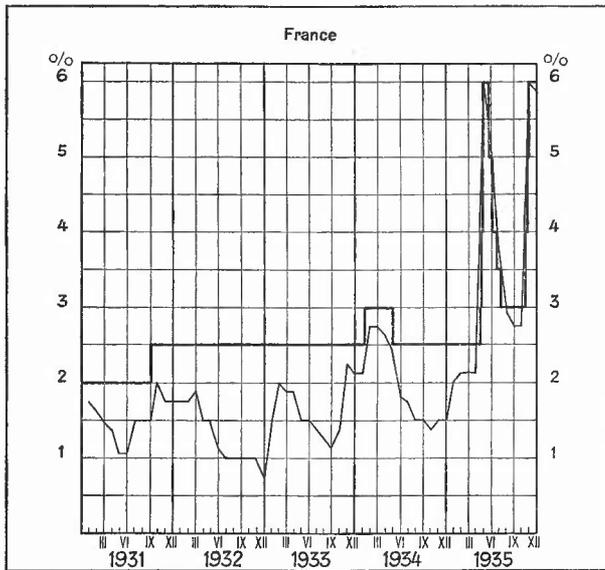
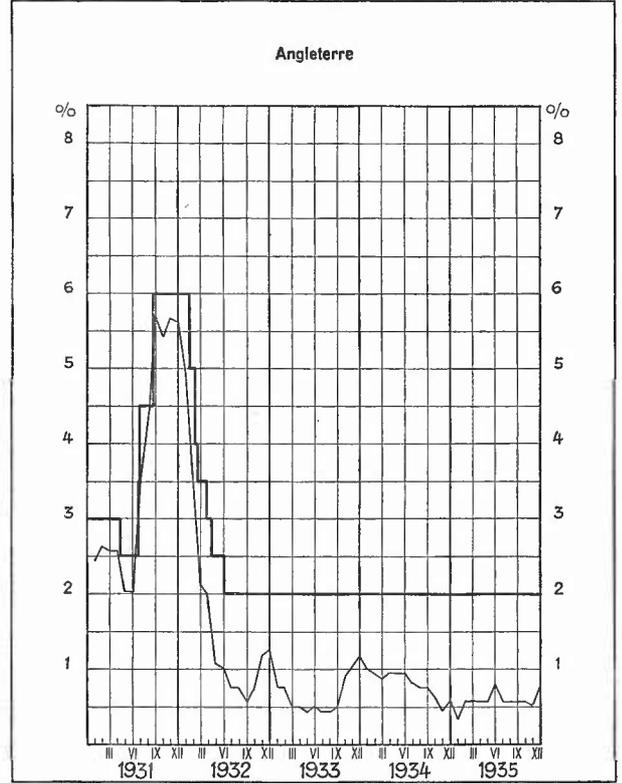
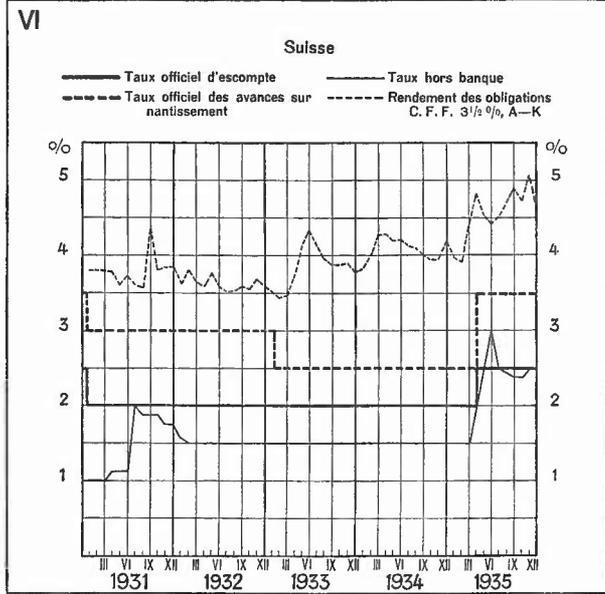
11) Moyenne de mai à décembre 1932.

12) L'étalon-or a été suspendu en Suède le 27 septembre 1931.





Taux officiels d'escompte et taux hors banque



Rayons et établissements de la Banque nationale suisse.

Rayon		Etablissement	
Aarau	Le canton d'Argovie, les districts de Goesgen et d'Olten dans le canton de Soleure.	Aarau	Succursale
Bâle	Les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne; les districts de Dorneck et de Thierstein dans le canton de Soleure; le district de Laufon dans le canton de Berne.	Bâle Liestal	Succursale Agence, gérée par la Banque cantonale de Bâle-Campagne
Berne	Le canton de Berne, à l'exception des districts de Laufon et des Franches-Montagnes; le canton de Fribourg; le canton de Soleure, à l'exception des districts de Dorneck, de Goesgen, d'Olten et de Thierstein; le district d'Avenches dans le canton de Vaud.	Berne Bienne Fribourg Soleure	Siège de Berne (II ^e Département de la Direction générale) Propre agence Agence, gérée par la Banque de l'Etat de Fribourg Agence, gérée par la Banque cantonale de Soleure
Genève	Le canton de Genève.	Genève	Succursale
Lausanne	Le canton de Vaud, à l'exception du district d'Avenches; le canton du Valais.	Lausanne Sion	Succursale Agence, gérée par la Banque cantonale du Valais
Lugano	Le canton du Tessin; le district de la Moësa dans le canton des Grisons.	Lugano Bellinzone	Succursale Agence, gérée par la Banca dello Stato del Cantone Ticino
Lucerne	Les cantons de Lucerne et d'Uri; le canton de Schwyz, à l'exception des districts de Höfe, de March et d'Einsiedeln; le canton d'Unterwald (Unterwald-le-haut et Unterwald-le-bas).	Lucerne Altdorf Schwyz	Succursale Agence, gérée par la Banque cantonale d'Uri Agence, gérée par la Banque cantonale de Schwyz
Neuchâtel	Le canton de Neuchâtel; le district des Franches-Montagnes dans le canton de Berne.	Neuchâtel La Chaux-de-Fonds	Succursale Propre agence
St-Gall	Les cantons de St-Gall, de Thurgovie, d'Appenzell Rhodes-Intérieures et Rhodes-Extérieures.	St-Gall Weinfelden Hérisau	Succursale Agence, gérée par la Banque cantonale de Thurgovie Agence, gérée par la Banque cantonale d'Appenzell Rh.-Ext.
Zurich	Les cantons de Zurich, de Schaffhouse, de Glaris, et de Zoug; les districts de Höfe, de March et d'Einsiedeln dans le canton de Schwyz; le canton des Grisons, à l'exception du district de la Moësa.	Zurich Winterthour Coire Schaffhouse Zoug	Siège de Zurich (I ^{er} et III ^e Départements de la Direction générale) Propre agence Agence, gérée par la Banque cantonale des Grisons Agence, gérée par la Banque cantonale de Schaffhouse Agence, gérée par la Banque cantonale de Zoug

Liste des places bancables et auxiliaires.

Les PLACES BANCABLES sont les localités dans lesquelles la Banque nationale est représentée soit par un comptoir géré par son personnel (localités imprimées en caractères gras, par exemple Aarau, Bâle), soit par une agence gérée par une autre banque (localités imprimées en caractères italiques, par exemple *Altdorf*, *Bellinzone*), soit enfin par des correspondants (localités imprimées en caractères ordinaires, par exemple Aadorf, Aarberg).

Les PLACES AUXILIAIRES (précédées d'un *) sont les localités dans lesquelles l'encaissement des effets et des chèques est fait pour compte de la Banque nationale par ses correspondants.

Selon ses «Conditions», la Banque nationale accepte à l'escompte ou à l'encaissement les effets et les chèques payables sur les places bancables et sur les places auxiliaires. Sur les places bancables, elle effectue en outre gratuitement les versements et les paiements pour compte des titulaires de comptes de virements.

Aadorf	<i>Bellinzone</i>	Cerneux-Péquignot, Le	Dübendorf
Aarau	*Berg, près Wittenbach	Cernier	Ebnat-Kappel
Aarberg	Berne [(St-Gall)]	*Chailly s/Clarens	Echallens
Aarbourg	Berneck (St-Gall)	*Chaindon	Egnach
Adelboden (Oberland bernois)	*Bernhardzell	Cham	Einsiedeln
Affoltern am Albis	Beromünster	*Champéry	Elgg
Aigle	Berthoud	*Chardonne	Emmenbrücke
Airolo	*Bettlach	Château-d'Oex	Engelberg (Obwald)
*Alchenflüh	Bevaix	Châtel-St-Denis	*Ennetbaden
Allschwil	Bex	Chaux-de-Fonds, La	Ermatingen
*Alpnach	Biasca	Chaux-du-Milieu, La	Eschenbach (Lucerne)
<i>Altdorf</i>	Bienne	*Chexbres	*Eschenbach (St-Gall)
Altendorf (Schwyz)	*Biglen	Chézard	Escholzmatt
Altstätten (St-Gall)	Binningen	*Chez-le-Bart	Estavayer
Altstetten (Zurich)	Birsfelden	Chiasso	Fahrwangen
Amriswil	Bischofszell	Chiètres	*Faido
Andelfingen	*Blonay	*Chillon	*Farnern, près Wiedlis-
Anet	Boswil	*Clarens s/Montreux	Fehraltorf [bach]
Appenzell	Boudevilliers	<i>Coire</i>	*Fenin
Arbon	Boudry	Colombier (Neuchâtel)	Feuerthalen
Arlesheim	*Boveresse (Neuchâtel)	*Corcelles (Neuchâtel)	Flawil
Arosa	Bremgarten (Argovie)	*Cormondèche	Fleurier
Arth	Brenets, Les	*Corseaux	Flums
*Aeschi, près Spiez	*Brent (Vaud)	*Corsier s/Vevey	Fontainemelon
*Attiswil	Breuleux, Les	Cossonay	Fontaines (Neuchâtel)
Au (St-Gall)	Brévine, La	Côte-aux-Fées, La	Fraubrunnen
*Au, près Wädenswil	Brienz (Berne)	*Cousset	Frauenfeld
Aubonne	Brigue	Couvet	<i>Fribourg</i>
Auvernier	*Brissago	Cressier (Neuchâtel)	Frick
Avenches	Brougg (Argovie)	Cully	Frutigen
Azmoos	Brunnen (Schwyz)	Dagmersellen	Gais (App. Rh.-Ext.)
Baar (Zoug)	Buchs (St-Gall)	Davos	Gams (St-Gall)
Baden	*Bühler (App. Rh.-Ext.)	Degersheim	Gelterkinden
Bâle	Bülach	Delémont	Genève
Balgach	Bulle	Dielsdorf	Geneveys s/Coffrane, Les
Balsthal	Bünzen	*Diepoldsau	*Gerliswil
Bassecourt	*Büren zum Hof	Diessenhofen	Gersau
*Bätterkinden	Bütschwil (St-Gall)	Dictikon (Zurich)	Glaris
Bauma	Buttes	Disentis	*Glion
Bayards, Les	*Buttisholz	Dombresson	*Goldach
*Bazenheid	*Capolago	*Dongio	Goldau
Beinwil am See	*Castagnola	*Dornach	Goldbach (Lützelflüh)
	Cerlier	Döttingen-Klingnau	*Gorgier

- Gossau (St-Gall)
Grabs
*Grafenried, près Frau-
Grandson [brunnen
Granges (Soleure)
Grosshöchstetten
Grosswangen
Gstaad
*Hägenschwil
Hauts-Geneveys, Les
Heerbrugg
Heiden (App. Rh.-Ext.)
*Henau
Hérisau
Herzogenbuchsee
Hinwil
*Hirzel
Hochdorf
Horgen
*Horn (Thurgovie)
*Hütten (Zurich)
Huttwil
Ilanz
Interlaken
*Jegenstorf
*Jona
*Jongny
Kaltbrunn (St-Gall)
Kappel (St-Gall)
*Kerns (Obwald)
Kirchberg (Berne)
Kirchberg (St-Gall)
Klingnau
Klosters
Kloten
Konolfingen-Stalden
Koppigen
Kreuzlingen
Kriegstetten
Kriens
*Kronbühl, près St-Gall
Küssnacht (Zurich)
Küssnacht am Rigi
Lachen (Schwyz)
Landeron, Le
Langenthal
Langnau i. E. (Berne)
*Läufelfingen
Laufenbourg
Laufon (Jura bernois)
Lausanne
*Lausen
*Lauterbrunnen
*Lenk i./S.
Lenzbourg
Leysin
Lichtensteig
Liestal
Lignières (Neuchâtel)
Locarno
- Locle, Le
*Longeau
*Loveresse (Jura bernois)
Lucerne
Lugano
*Lungern
Lutry
Lützelflüh
Lyss
Maienfeld (Grisons)
Malleray
Malters
Männedorf
*Marbach (St-Gall)
*Marthalen
Martigny
*Massagno
*Matten, près Interlaken
Meilen
Meiringen
Meisterschwanden
Mels
Mendrisio
Menziken
Menzingen
*Mézières (Vaud)
*Minusio
Möhlín
Montana-Ver mala
Monthey
Montreux
Morat
Morges
Morschach
Môtiers (Neuchâtel)
Moudon
Moutier
*Münchringen
Münsingen
*Muolen
*Muralto
Murgenthal (Argovie)
Muri (Argovie)
MuttENZ
Nesslau
Neuchâtel
Neuenkirch
Neuhausen
Neukirch (Egnach)
Neu St. Johann
Neuveville
*Nidau
*Niederbipp
*Niederdorf (Bâle-Camp.)
*Niedergösgen
Niederhelfenschwil
Niederuzwil
Noiraigue
Noirmont, Le
Nyon
- *Oberägeri
*Oberbipp
Oberbourg (Berne)
*Oberbüren (St-Gall)
Oberdiessbach
Oberriet (St-Gall)
*Oberuzwil
Oberwil (Bâle-Camp.)
Olten
Orbe
Oerlikon
Oron
*Paradiso-Lugano
Payerne
Peseux
Pfäffikon (Schwyz)
Pfäffikon (Zurich)
*Pontenet
Pontresina
Ponts-de-Martel, Les
Porrentruy
Pratteln
Ragaz
Rapperswil (St-Gall)
Rebstein
*Reconvilier
Reichenbourg
Reiden
Reinach (Argovie)
Renens
Rheineck
Rheinfelden
Richterswil
Riehen
*Rivaz (Lavaux)
*Roggwil (Thurgovie)
Rolle
Romanshorn
Romont (Fribourg)
Rorschach
Rothkreuz
*Rumisberg
Ruswil
Rüti (Zurich)
Sagne, La (Neuchâtel)
*Saicourt
Saignelégier
St-Aubin (Neuchâtel)
St-Blaise
Ste-Croix
St-Gall
St-Imier
*St-Légier
St-Maurice (Valais)
*St-Saphorin (Lavaux)
Salvan
Samaden
St. Margrethen (St-Gall)
St. Moritz
*Sargans
- Sarnen
*Saules (Jura bernois)
Savagnier
Schaffhouse
*Schalunen
Schlieren
Schmerikon
*Schmitter
Schöffland
*Schönenberg (Zurich)
Schönenwerd (Soleure)
Schuls
*Schüpfen
Schüpfheim (Lucerne)
Schwyz
Sempach
Sempach-Station
Sentier, Le
*Sevelen
Siebnen
Sierre
Signau
*Sins
Sion
Sirnach
Sissach
*Solduno
Soleure
Sonceboz
*Speicher
Spiez
Stäfa
Stans
Steckborn
Steffisbourg
Stein am Rhein
Steinen (Schwyz)
Sumiswald
Sursee
*Tarasp
Tavannes
*Tavel (Fribourg)
Territet
*Tesserete
Teufen (App. Rh.-Ext.)
Thal (St-Gall)
Thalwil
Thoune
Thusis
*Tour-de-Peilz, La
Tramelan
Travers
Triengen
*Trogen
*Trübbach
Turbenthal
Unterägeri
*Unterseen
*Urnäsch
Uster

Uznach
Uzwil
Vallorbe
Verrières, Les
Vevey
Viège
*Viganello
*Vilars (Neuchâtel)
Villars-sur-Ollon
Vorderthal
*Vulpera
Wädenswil

Wald (Zurich)
Waldenbourg
Waldkirch (St-Gall)
Wallenstadt
Wallisellen
*Walzenhausen
Wangen s. A.
*Wartau
Wattwil (St-Gall)
Weesen
Weinfeld
Wengen (Berne)

Wetzikon (Zurich)
Widnau
Wiedlisbach
Wil (St-Gall)
Willisau
Wimmis
Winterthur
Wittenbach (St-Gall)
Wohlen (Argovie)
*Wolfisberg
Wolhusen
Wollerau

Worb
Yverdon
*Zauggenried
*Zäziwil
Zell (Lucerne)
Zermatt
Zofingue
Zoug
Zurich
Zurzach
Zweisimmen

Liste des membres des autorités et des organes de la Banque

au 31 décembre 1935.

I. Présidence de l'Assemblée générale.

M. le D^r G. Schaller, Lucerne, président.

M. H. Bersier, Lausanne, vice-président.

II. Commission de contrôle.

MEMBRES.

- MM. J. Glarner-Egger, secrétaire de la Chambre de commerce de Glaris, Glaris, président.
 W. Amstalden, conseiller aux Etats, président de la Banque cantonale d'Obwald, Sarnen.
 H. Mauchle, directeur du Crédit Saint-Gallois, St-Gall.

SUPPLEANTS.

- MM. G. de Kalbermatten, banquier, Sion.
 H. Meyer, 1^{er} secrétaire de la Chambre de commerce de Zurich, Zurich.
 H. de Weck, banquier, Fribourg.

III. Conseil de banque.

Les 15 membres du Conseil élus par l'Assemblée générale des actionnaires sont désignés par un astérisque (*).

- MM. D^r G. Schaller, avocat, Lucerne, président.
 H. Bersier, directeur de la Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne, vice-président.
 *W. Bloch, directeur de la Société des Usines de Louis de Roll, Gerlafingen.
 Ed. Bordier, de la maison Bordier & C^{ie}, Genève.
 *L. Daguët, délégué du conseil d'administration de la Fabrique d'engrais chimiques de Fribourg, président de la Banque de l'Etat de Fribourg, Fribourg.
 *A. Dubuis, ancien conseiller d'Etat, Lausanne.
 E. L. Gaudard, avocat, Vevey.
 A. Gianella, directeur de l'Union de Banques Suisses, Locarno.
 G. Gnägi, conseiller national, agriculteur, Schwadernau (Berne).
 R. de Haller, délégué du conseil d'administration de la Banque Commerciale de Bâle, Genève.
 *E. Homberger, président et délégué du conseil d'administration de la Société anonyme des Aciéries ci-devant Georges Fischer, Schaffhouse.
 J. Huber, conseiller national, avocat, St-Gall.
 *L. Hunger, commerçant, Coire.
 E. Hürlimann, délégué du conseil d'administration de la Compagnie Suisse de Réassurances, Risch.
 P. Joerin, délégué du conseil d'administration de la maison Commerce Général de Charbons S. A., Bâle.
 C. Kœchlin, président de la Chambre de commerce de Bâle, Bâle.
 *D^r H. Kurz, membre du conseil d'administration du Crédit Suisse, Zurich.
 Prof. D^r E. Laur, directeur de l'Union suisse des paysans, Brougg.
 O. Leibundgut, de la maison Leibundgut & C^{ie}, Berne.

- MM. D^r R. Loretan, conseiller d'Etat, Sion.
 D^r E. Mäder, conseiller national et conseiller d'Etat, St-Gall.
 A. Messmer, ancien conseiller aux Etats, St-Gall.
 C. Müller-Munz, président de la Fédération des sociétés d'aubergistes du canton de Zurich, Zurich.
 D^r J. Nosedà, avocat, membre du conseil d'administration de la Banca dello Stato del Cantone Ticino, Vacallo.
 H. Pfyffer, président du Conseil de banque de la Banque cantonale de Lucerne, Lucerne.
 A. Picot, conseiller national et conseiller d'Etat, Genève.
 *W. Preiswerk-Imhoff, délégué du conseil d'administration de la Société Commerciale de Bâle S. A., Bâle.
 J. von Reding, vice-président de la Banque cantonale de Schwyz, Schwyz.
 *E. Renaud, conseiller d'Etat, Neuchâtel.
 D^r A. Sarasin, de la maison A. Sarasin & C^{ie}, Bâle.
 M. Savoye, président du conseil d'administration de la Fabrique des Longines, Francillon & C^o S. A., St-Imier.
 *D^r A. Seiler, conseiller national et conseiller d'Etat, Liestal.
 *A. Stauffer, conseiller d'Etat, Berne.
 R. Stehli-Zweifel, de la maison Stehli & C^o, Zurich.
 *Ed. von Steiger, avocat, Berne.
 *D^r A. von Streng, ancien conseiller national, président de la Banque cantonale de Thurgovie, Emmishofen.
 *D^r H. Sulzer, délégué du conseil d'administration de la maison Sulzer Frères, Société anonyme, Winterthour.
 D^r H. Tschumi, ancien conseiller national, président d'honneur de la Société suisse des arts et métiers, Berne.
 *Chs Tzaut, ingénieur, administrateur de la Société anonyme Perrot, Duval & C^{ie}, Genève.
 *F. Wilhelm, ancien banquier, La Chaux-de-Fonds.

IV. Comité de banque.

MEMBRES.

- MM. D^r G. Schaller, Lucerne, président de par ses fonctions.
 H. Bersier, Lausanne, vice-président de par ses fonctions.
 Ed. Bordier, Genève.
 E. Hürlimann, Risch.
 C. Kœchlin, Bâle.
 A. Messmer, St-Gall.
 Ed. von Steiger, Berne.

SUPPLEANTS.

- MM. L. Daguet, Fribourg.
 Prof. D^r E. Laur, Brougg.
 D^r A. Seiler, Liestal.

V. Comités locaux.

AARAU.

- MM. J. Meyer-Märky, directeur des Entrepôts de la Suisse centrale, Aarau, président.
 A. Oehler-Wassmer, président du conseil d'administration des Usines métallurgiques Oehler & C^o, Société anonyme, Aarau, vice-président.
 H. von Arx-Gresly, Olten.

BALE.

- MM. D^r A. Sarasin, de la maison A. Sarasin & C^{ie}, Bâle, président.
 W. Preiswerk-Imhoff, délégué du conseil d'administration de la Société Commerciale de Bâle S. A., Bâle, vice-président.
 P. Jœrin, délégué du conseil d'administration de la maison Commerce Général de Charbons S. A., Bâle.

BERNE.

- MM. O. Leibundgut, de la maison Leibundgut & C^{ie}, Berne, président.
 J. Knuchel, commerçant, vice-président, Berne.
 P. E. Brandt, administrateur-délégué de la Société anonyme Louis Brandt et frère, Omega Watch C^o, Bienne.

GENEVE.

- MM. Ed. Bordier, de la maison Bordier & C^o, Genève, président.
 Jean Lombard, de la maison Lombard, Odier & C^{ie}, Genève, vice-président.
 L. Desbaillets, directeur de l'Usine genevoise de dégrossissage d'or, Genève.

LAUSANNE.

- MM. G. Bovon, directeur du Crédit du Léman, Vevey, président.
 H. Bersier, directeur de la Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne, vice-président.
 A. Dommer, ingénieur, professeur à l'Université de Lausanne, administrateur-délégué des Ateliers de Constructions mécaniques de Vevey S. A., Lausanne.

LUGANO.

- MM. G. Greco, commerçant, Lugano, président.
 D^r J. Nosedà, avocat, Vacallo, vice-président.
 W. Simona, industriel, Locarno.

LUCERNE.

- MM. D^r G. Schaller, Lucerne, président.
 K. E. von Vivis, de la maison von Vivis & C^{ie}, Lucerne, vice-président.
 J. Willmann, commerçant, Lucerne.

NEUCHATEL.

- MM. F. Wilhelm, ancien banquier, La Chaux-de-Fonds, président.
 E. Borel, fabricant d'horlogerie, Neuchâtel, vice-président.
 H. Haefliger, de la maison Haefliger & Kaeser S. A., Neuchâtel.
 A. Mosimann, fabricant d'horlogerie, La Chaux-de-Fonds.

ST-GALL.

- MM. A. Messmer, commerçant, St-Gall, président.
 O. Diethelm-Ruth, commerçant, St-Gall, vice-président.
 H. Mettler-Weber, de la maison Mettler & C^o, St-Gall.

ZURICH.

- MM. A. Ammann, directeur de la Société par actions Danzas & C^{ie}, Zurich, président.
 H. Sträuli-Asp, de la maison Sträuli & Cie., Winterthour.
 (Un mandat vacant.)

VI. Direction générale.

Président: M. le D^r G. Bachmann, Zurich.
 Vice-président: M. Chs Schnyder de Wartensee, Berne.
 Membre de la Direction générale: M. E. Weber, Zurich.

Secrétaire général: M. H. Schneebeli, Zurich.
 Suppléant du secrétaire général: M. E. Mosimann, Berne.

Départements de la Direction générale.

I^{er} ET III^e DEPARTEMENTS A ZURICH.

Chef du I^{er} département: M. le D^r G. Bachmann, président de la Direction générale.

Suppléant du chef du département: M. M. Schwab, directeur.

Chef du III^e département: M. E. Weber, membre de la Direction générale.

Suppléant du chef du département: M. F. Schnorf, directeur.

Fondés de pouvoirs: MM. D^r E. Ackermann, A. Bachmann, P. Bachmann, Chs Bertschinger, W. Breitenmoser, A. Henny, W. Kobelt, H. Lendi, H. Obrist, R. Unkauf, A. Weilenmann, A. Weinmann, H. Werder et M. Zangger.

Mandataires commerciaux: MM. W. Beuttner, P. Bollmann, P. Gairing, J. Hablützel, G. Hasler, E. Maag, F. Merkli, D^r R. Pfenninger, H. Räber, W. Schreier, D^r W. Schwegler et W. Suter.

AGENCE DE WINTERTHOUR:

Fondés de pouvoirs: MM. H. Graf et M. Triner.

Mandataire commercial: M. H. Bucher.

II^e DEPARTEMENT A BERNE.

Chef du département: M. Chs Schnyder de Wartensee, vice-président de la Direction générale.

Suppléants du chef du département: MM. V. Gautier et K. Reimann, directeurs.

Fondés de pouvoirs: MM. E. Blumer, K. Bornhauser, J. Brühlmann, O. Bütler, A. Ehm, A. Frischknecht, H. Lanz, E. Mosimann, E. Probst, J. Rich et F. Wenger.

Mandataires commerciaux: MM. E. Berger, O. Gerber et W. Zürcher.

AGENCE DE BIENNE:

Fondés de pouvoirs: MM. H. Weiss et E. Keller.

Mandataire commercial: M. A. Thévenon.

VII. Directions locales.

SUCCURSALE D'AARAU.

Direction locale: M. E. Trachsler, directeur.

Fondés de pouvoirs: MM. A. Henny, A. Küng et E. Vægeli.

Mandataire commercial: M. A. Steinmann.

SUCCURSALE DE BALE.

Direction locale: M. F. Scheuner, directeur.

Fondés de pouvoirs: MM. B. Fisch, A. Probst, E. Widmer et E. Wüthrich.

Mandataires commerciaux: MM. U. Burry et R. Meyer.

SUCCURSALE DE GENEVE.

Direction locale: M. M. Compagnon, directeur.

Fondés de pouvoirs: MM. E. Le Coultre, Chs Erb, G. Pfister et F. Privat.

Mandataires commerciaux: MM. P. Martin, Chs Mazour et Chs Vuichoud.

SUCCURSALE DE LAUSANNE.

Direction locale: M. E. Kraft, directeur.

Fondés de pouvoirs: MM. Ph. Béguin, R. Bérout et R. Brandt.

Mandataires commerciaux: MM. R. Andrié et A. Michod.

SUCCURSALE DE LUGANO.

Direction locale: M. le D^r Raim. Rossi, directeur.

Fondé de pouvoirs: M. H. Lendi.

Mandataires commerciaux: MM. A. Canonica et G. Steiger.

SUCCURSALE DE LUCERNE.

Direction locale: M. J. J. Kiener, directeur.

Fondés de pouvoirs: MM. W. Güdel, A. Ruf et H. Sigrist.

Mandataire commercial: M. A. Pajarola.

SUCCURSALE DE NEUCHATEL

(ET AGENCE A LA CHAUX-DE-FONDS).

Direction locale: M. G. Benoit, directeur.

Fondés de pouvoirs: MM. A. Berger, Chs Jequier et M. Matthey.

Mandataires commerciaux: MM. A. Pittet et E. Thomet.

AGENCE DE LA CHAUX-DE-FONDS:

Fondés de pouvoirs: MM. E. Strittmatter et W. Gerber.

Mandataire commercial: M. R. Zintgraff.

SUCCURSALE DE ST-GALL.

Direction locale: M. W. Walser, directeur.

Fondés de pouvoirs: MM. E. Enz, M. Keller, E. Meier et E. Zellweger.

Mandataires commerciaux: MM. E. Lüscher et R. Schlegel.